

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

12^e Année

Volume 12 — N° 9-12

Sommaire

EDITORIAL :

DE LA C.E.D... A LA C.E.D.

NOTES EDITORIALES :

7 Novembre. — Evolution du mouvement ouvrier anglais. — Dans le mouvement ouvrier italien. — Nehru à Pékin. — Du nouveau entre le Kremlin et Belgrade. — Au Vietnam. — Les élections aux Etats-Unis. — La crise en Afrique du Nord.

Livio MAITAN. — De Gasperi.

P. FRANK. — La République populaire de Chine a 5 ans !

Edouard ANDERS. — La bataille des salaires dans la République de Bonn.

Manuel SOUZA. — La chute de Vargas.

Ismael FRIAS. — L'amère leçon du Guatemala.

G. B. — La réforme agraire en Egypte.

LEON TROTSKY

*L'HOMME NE VIT PAS SEULEMENT
DE « POLITIQUE »*

Michel PABLO. — Sens et perspectives de la politique actuelle de la IV^e Internationale.

E. GERMAIN. — La 1^{ère} Internationale.

Notes de lecture. — Fais ce que je fais, ne fais pas ce que je dis. — Qui a dit A doit dire B.

Les livres. — Témoignages sur l'URSS post-stalinienne, par J. P. Martin.

Conjoncture économique. — Stagnation prolongée aux Etats-Unis. — Production et productivité aux Etats-Unis. — L'aide militaire et les commandes off shore à l'Europe.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.



DECEMBRE 1954

(paraissant tous les 2 mois)

Sommaire

EDITORIAL :

De la C.E.D. ... à la C.E.D.	1
-----------------------------------	---

NOTES EDITORIALES :

Les élections aux Etats-Unis	2
7 novembre	5
Evolution du mouvement ouvrier anglais	4
Dans le mouvement ouvrier italien	8
Nehru à Pékin	9
Du nouveau entre le Kremlin et Belgrade	10
Au Vietnam	11
La crise en Afrique du Nord	11

Livio MAITAN

De Gasperi	13
------------------	----

Pierre FRANK

La République populaire de Chine a 5 ans !	18
--	----

Edouard ANDERS

La bataille des salaires dans la République de Bonn	24
---	----

Manuel SOUZA

La chute de Vargas	30
--------------------------	----

Ismael FRIAS

L'amère leçon du Guatemala	40
----------------------------------	----

G.B.

Problèmes de la réforme agraire en Egypte	47
---	----

Léon TROTSKY

L'homme ne vit pas seulement de « politique »	54
---	----

Michel PABLO

Sens et perspectives de la politique actuelle de la IV ^e Internationale	53
--	----

E. GERMAIN

La I ^{ère} Internationale, sa place dans l'évolution du mouvement ouvrier	63
--	----

Notes de lecture

Fais ce que je fais, ne fais pas ce que je dis ! — Qui a dit A doit dire B.	69
--	----

J.P. MARTIN

Témoignages sur l'U.R.S.S. post-stalinienne	72
---	----

Conjoncture économique

Stagnation prolongée aux Etats-Unis — Production et productivité aux Etats-Unis — L'aide militaire et les commandes off shore à l'Europe	74
--	----

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Contre la terreur en Iran — France — Belgique — Ceylan — Japon — Etats-Unis — Pérou.	75
---	----

IV^e INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

De la C.E.D... à la C.E.D.

A Genève la bourgeoisie internationale, affolée à la perspective d'une débâcle totale au Vietnam, s'attendait au pire. Le rapport de force, sur le champ de bataille même en Extrême-Orient et internationalement, lui était manifestement défavorable et permettait d'obtenir des concessions plus importantes encore que celles qu'elle a en définitive livrées à Genève.

Elle a cependant bénéficié d'un traitement de faveur exceptionnelle de la part du Kremlin, qui escomptait pouvoir ainsi accentuer le climat de « détente internationale », provoquer le rejet de la C.E.D. et faire avancer son plan de sécurité collective en Europe. Il est très probable que le Kremlin, qui misait plus particulièrement sur Mendès-France, a exercé une forte pression aussi bien sur le Vietminh que sur Pékin pour leur faire accepter une victoire au Vietnam beaucoup plus limitée que celle à laquelle ils avaient tout droit de s'attendre.

En août, la C.E.D. fut effectivement rejetée. Ce résultat paraissait justifier l'attitude du Kremlin à Genève et les espoirs qu'il avait mis tant en Mendès-France que sur l'acuité décisive des antagonismes inter-impérialistes.

Mais, aussitôt après, le gouvernement français — qui avait déjà cherché à obtenir à Bruxelles des amendements à la C.E.D. susceptibles de la faire adopter ensuite par l'Assemblée nationale française — effrayé de son isolement au sein de la « communauté occidentale » et de ses responsabilités, se rendit facilement aux efforts entrepris par Eden pour trouver de nouvelles formules acceptables par la France, mais ayant cependant le même contenu que la C.E.D. défunte, à savoir permettre le réarmement de l'Allemagne de Bonn et son inclusion dans l'Alliance atlantique.

Cet objectif est en réalité un impératif pour toute la bourgeoisie occidentale à l'heure actuelle qui, indépendamment des réels antagonismes intérieurs à son camp, fait passer en définitive au premier plan l'antagonisme fondamental qui existe entre elle dans son ensemble et les Etats ouvriers.

Les objections de la France à la C.E.D. ne portaient pas sur le principe même du réarmement allemand, mais sur ses modalités. Selon Paris, il devait avoir lieu dans des conditions garantissant un certain

équilibre entre la France et l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique. La question de la Sarre était, à ce point de vue, importante et devait être résolue dans un sens fondamentalement conforme aux intérêts du capitalisme français. En disposant librement du charbon de cette région, la grande métallurgie française est capable d'équilibrer, avec l'aide du riche minerai de fer lorrain, la puissance de l'industrie métallurgique de la Ruhr. Une fois un certain compromis obtenu sur cette base entre représentants des deux bourgeoisies, la voie était libre pour faire ressusciter la C.E.D. sous d'autres formes et avec d'autres moyens.

Ceci a été effectivement accompli par les accords de Londres et de Paris qui, par le truchement de l'élargissement du traité de Bruxelles et l'admission directe de l'Allemagne de Bonn à l'O.T.A.N., permettent le réarmement de l'Allemagne et son inclusion dans l'Alliance atlantique. L'accueil triomphal fait à ces accords qualifiés d'« historiques », de « révolutionnaires », est significatif de la fondamentale communauté de vues qui unit les cercles dirigeants des pays occidentaux en face des Etats ouvriers.

La rapidité de cette évolution depuis Genève et plus particulièrement depuis le rejet de la C.E.D., a probablement désagréablement surpris le Kremlin. On ne peut même pas exclure que cela ait provoqué un certain climat de crise intérieure. On a senti en effet que, depuis, le Kremlin est en partie désemparé et paralysé, d'autant plus que sur le plan purement diplomatique, sur lequel se base l'essentiel de sa politique, il semble être maintenant à bout de nouvelles ressources.

En effet, la seule riposte énergique sur ce terrain de l'offensive diplomatique des « Atlantiques » qui ont engagé les Parlements dans une course à une ratification précipitée des accords de Londres et de Paris, serait de les acculer sur la question des élections libres dans toute l'Allemagne en vue d'unifier ce pays. Mais le Kremlin, tout en parlant d'élections, hésite à dire clairement qu'il les accepterait dans les conditions qui caractérisent actuellement l'Allemagne de Bonn, tout en garantissant les mêmes droits pour les différents partis en Allemagne orientale, c'est-à-dire dans les conditions d'une démocratie bourgeoise. Il risquerait en effet dans ce cas de perdre l'Allemagne orientale sans aucune contre-partie importante, l'éventualité d'un gouvernement socialiste du S.P.D. issu d'élections générales pour toute l'Allemagne n'étant ni une garantie de neutralité prolongée de l'Allemagne ni un bon exemple pour la situation intérieure des démocraties populaires limitrophes.

Adenauer, pour sa part, est peu pressé de procéder à des élections dans toute l'Allemagne qui consacrerait le triomphe de la social-démocratie pour laquelle voterait la grande masse des électeurs anticapitalistes et anticatholiques de l'Est. Si on ajoute que Washington, en cas d'unification de l'Allemagne sous un gouvernement socialiste, risquerait de perdre le plus puissant stimulant de la « guerre froide », on peut conclure que des discussions au sujet de l'unification de l'Allemagne par des élections, où s'inscriront les passes et ripostes diplomatiques des uns et des autres, sont loin de pouvoir aboutir.

Dans ces conditions — le Kremlin ayant perdu son principal atout : l'exploitation des réticences françaises sur la question allemande, et Washington voulant par contre tirer tous les avantages du renversement de la situation diplomatique en sa faveur — il est probable que nous nous acheminons vers la ratification des accords de Londres et de Paris

sans riposte spectaculaire possible capable de perturber une fois encore ce processus de la part du Kremlin.

L'idée de discuter en partant d'une « position de force » gagne de nouveau du terrain parmi les occidentaux, y compris les Anglais et les Français. Afin de tranquilliser leur opinion publique, ils répètent tous en chœur que le dialogue avec Moscou sera repris après la ratification, qu'il aura des chances d'aboutir, « le Kremlin ne composant que par la force », etc. Ils multiplient parallèlement les affirmations sur leurs intentions « pacifiques » et parlent de la « détente », afin précisément d'endormir la vigilance et la réaction des masses pendant cette période critique où ils font pratiquement un pas des plus importants vers la guerre.

Car il ne doit exister aucun doute que la ratification des accords et le commencement du réarmement de l'Allemagne de Bonn signifieraient effectivement un nouveau pas très important vers la guerre contre-révolutionnaire que prépare l'impérialisme sous la direction de Washington. La course aux armements se verrait intensifiée. Déjà l'annonce du réarmement de l'Allemagne provoque une certaine reprise de l'industrie de l'acier, et ses magnats internationaux projettent des plans de modernisation et l'extension de leurs entreprises. Capitalistes français et allemands rêvent, outre la modernisation des installations charbonnières et métallurgiques de la Sarre (300 millions de DM par an), de créer des industries de guerre en Afrique du Nord et de faire revivre le cartel de l'acier d'avant-guerre.

Spéculer sur les antagonismes interimpérialistes, qui subsistent, pour faire échec à ces plans s'avérerait à nouveau illusoire.

Certes, le règlement sur la Sarre est précaire, et les concessions faites par Adenauer aux Français pour obtenir le statut et la force qui lui permettra demain de remettre en cause ce règlement, rencontrent déjà une opposition puissante — pour des motifs divers — en Allemagne. Certes, l'entente entre capitalistes français et allemands inquiète déjà les Anglais qui sont, d'autre part, de plus en plus énervés par les effets de la concurrence internationale exacerbée.

La décision des Etats-Unis — qui pâtissent dans une stagnation prolongée de leur économie et étouffent sous la pléthore plus spécialement de leur surproduction agricole — de participer d'une manière plus agressive au commerce mondial, tout en maintenant leur propre système protectionniste, n'est pas pour faciliter la bonne entente parmi les membres de la « Communauté Atlantique ».

Toutes ces contradictions interimpérialistes sont cependant les manières d'être de l'impérialisme et ne pourraient effacer, ou faire passer au second plan, la contradiction plus fondamentale entre son ensemble et la Révolution socialiste en marche, en cette deuxième moitié du xx^e siècle, et dont la coalition des Etats ouvriers n'est qu'un aspect.

La force principale pour faire échec aux plans de guerre de l'impérialisme réside dans la mobilisation révolutionnaire des masses, se développant parallèlement mais indépendamment — par ses propres moyens, dans sa propre logique et ses propres perspectives — à l'action diplomatique des Etats ouvriers.

Celle-ci, d'autre part, devrait toujours tenir compte de l'action indépendante des masses, en tant qu'élément essentiel de la lutte d'ensemble.

Seule l'action des masses en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie et dans les autres pays capitalistes, est capable de perturber une

fois de plus les plans de guerre de l'impérialisme et faire à nouveau hésiter et reculer celui-ci.

Mais cette action, pour qu'elle soit puissante et efficace, pour qu'elle puisse toucher, secouer les plus grandes masses, a besoin d'être axée sur une perspective de classe qui lie la question de la lutte contre les plans de guerre de l'impérialisme à la lutte dans tous ces pays pour le Gouvernement Ouvrier, appuyé sur les masses, gouvernement socialiste (Allemagne, Angleterre) ou communiste-socialiste (France, Italie).

Les directions des partis réformistes ou communistes qui mènent des campagnes limitées en les dissociant de la lutte pour le programme et le pouvoir prolétariens, sabotent objectivement une lutte efficace pour ces objectifs politiques précis, impossibles à isoler d'une perspective et d'une solution globale de classe.

C'est à la tendance marxiste-révolutionnaire, travaillant à l'intérieur des organisations de masse dans ces pays, d'y propulser tout un courant pour que la lutte contre les plans de guerre de l'impérialisme, qui sont en train de franchir une nouvelle étape importante dans leur réalisation, soit menée avec des moyens de classe, dans le cadre précité, afin qu'elle s'avère vraiment efficace.

Les élections aux États-Unis

Commencée dans l'apathie, terminée dans une atmosphère un peu plus animée, la campagne électorale aux États-Unis n'a donné aucun résultat sensationnel. Les deux partis apparaissent en équilibre, les Républicains ayant relativement peu souffert (moins que d'habitude pour des élections de ce genre) de l'usure du pouvoir. Aucun des grands thèmes employés par les uns et les autres lors de la campagne électorale ne semble avoir particulièrement touché le grand public ; ni le chômage, ni les prix des produits agricoles, ni la politique fiscale favorable au grand capital de l'administration républicaine, tous motifs sur lesquels misaient les Démocrates ; ni non plus les accusations de « mollesse envers le communisme » et de « corruption » lancées en direction des Démocrates par les Républicains, ni même, tellement, le prestige personnel d'Eisenhower.

En effet l'enchevêtrement géographique des gains et des pertes des deux partis est tel qu'il ne permet de dégager aucune tendance nationale influencée manifestement par un des motifs précités.

Dans certains États, la question du chômage (forte majorité urbaine) ou celle des prix des produits agricoles et de la politique de soutien flexible de l'administration (forte concentration de fermiers) a incontestablement favorisé les Démocrates.

Les Républicains semblent par contre avoir bénéficié surtout de la « politique de la paix » dont ils se sont réclamés pendant la campagne électorale. La situation économique — n'ayant pas évolué vers un approfondissement de la crise, et l'administration ayant fait, au contraire, état de certains signes de reprise —, n'a pas tellement défavorisé les Républicains.

Il est à remarquer que la question du macarthysme n'a été en aucune manière au centre de la campagne. Dans la mesure où on peut porter un jugement sur ce point par les résultats, ceux-ci indiquent plutôt une certaine désapprobation des méthodes grossières d'inquisition du Sénateur.

Quelle influence aura la perte du contrôle de la Chambre et du Sénat par les Républicains sur la politique extérieure des États-Unis ? Elle sera pratiquement négligeable. Les Démocrates professent être partisans de l'Europe, contre le clan des Républicains « Asiatiques » à la Nixon-Knowland ; pour une politique douanière plus libérale ; pour une augmentation des dépenses militaires concernant l'armée et la marine. Ils trouveront en Eisenhower un Président particulièrement compréhensif, surtout sur les deux premiers points de vue.

7 novembre

Il y a 37 ans, la révolution prolétarienne triomphait dans l'ancien Empire tsariste sous la direction du parti bolchevik. Ses deux chefs reconnus de l'époque étaient Lénine et Trotsky. Le jeune Etat ouvrier allait connaître des années de guerre civile et de guerre étrangère. La révolution resta isolée en URSS. Alors commença un terrible processus de dégénérescence. La bureaucratie s'empara de la direction de l'Etat, extermina le parti bolchevik en tant que parti révolutionnaire prolétarien. Seules les bases économiques, les nouveaux rapports de production furent sauvés.

Ces nouvelles formes de propriété se montrèrent si puissantes que, non seulement elles permirent au pays de repousser l'agression de l'impérialisme allemand, mais elles donnèrent lieu, en dépit de la direction bureaucratique, à un essor économique prodigieux inconnu jusqu'alors dans le monde. Et, à présent, sur cette puissante base nouvelle, de nouvelles forces révolutionnaires se développent qui cherchent à se débarrasser du pouvoir politique de la bureaucratie.

Tous les nouveaux changements en Union soviétique qui étonnent le monde contribuent à rendre justice à un des plus grands noms du communisme international.

Il y a 75 ans naissait Léon Trotsky, dont la vie tout entière allait servir la cause des travailleurs. A l'âge de 26 ans, il est pendant la révolution russe de 1905 le Président du premier soviet, celui des travailleurs de Petersbourg (aujourd'hui Leningrad). A la même époque, il formule la théorie de la révolution permanente. Jusqu'en 1914, il est — avec Lénine, Plekhanov, Martov — un des représentants du Parti social-démocrate russe dans les Congrès de la 2^e Internationale. Pendant la première guerre mondiale, il participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal. En 1917, à l'âge de 38 ans, il est à nouveau Président du soviet de Pétrograd, et de son Comité militaire révolutionnaire qui dirige l'insurrection. Il créera, comme Commissaire du Peuple, l'armée rouge en pleine guerre civile. Avec Lénine, il crée la 3^e Internationale. Et, quand le recul de la révolution se produit, il résiste à la bureaucratisation, propose la planification de l'économie, lutte contre la dégénérescence de la 3^e Internationale, puis fonde la 4^e Internationale.

La bureaucratie, en la personne de Staline, n'épargnera rien pour l'atteindre. Exil, calomnies, faux.... jusqu'au coup de pioche pour l'assassiner. Mais aujourd'hui la vérité perce de plus en plus. C'est le programme de Trotsky qui, seul, répond aux aspirations des forces nouvelles de l'URSS comme de l'avant-garde révolutionnaire dans le monde. Les bureaucrates post-staliniens ne pourront ruser avec l'histoire. Le prolétariat soviétique se libérera de leur régime. La révolution mondiale triomphera sous la bannière de la 4^e Internationale, celle de Léon Trotsky.

Évolution du mouvement ouvrier anglais

Le capitalisme britannique en déclin pratique une sorte de défense en retraite élastique. Après les Indes, l'Egypte : à des rapports brutaux, il fait place à des rapports plus souples là où il sait que la lutte ouverte serait désespérée. En même temps, il maintient toutefois une poigne de fer au Kenya, en Malaisie.

Mais les soucis pour lui ne sont pas seulement à grande distance des îles britanniques. Dans la métropole même, le prolétariat anglais est en marche pour apporter un grand changement à son sort. Au cours des toutes dernières semaines, deux faits ont attiré l'attention du monde entier, le Congrès du Labour Party à Scarborough et la grève des dockers dans tout le pays. Ils méritent non seulement d'être étudiés l'un et l'autre, mais il faut aussi comprendre la connexion qui existe entre eux.

Scarborough a marqué une étape nouvelle dans la lutte entre la droite et la gauche dans le Labour Party. On se souvient que l'opposition de Bevan avait marqué un succès très important il y a deux ans au congrès de Morecambe. Depuis lors, les sections politiques du Labour Party étaient en fait bevanistes. Mais la direction du Labour Party restait encore entre les mains de la droite, grâce aux votes massifs des syndicats contrôlés par la bureaucratie réactionnaire des trade-unions.

Bevan n'avait pas poursuivi systématiquement la bataille après Morecambe. Au contraire, il commença à la faveur de quelques manœuvres habiles de gauche d'Attlee par rétablir des rapports cordiaux avec la droite. Mais la situation, le développement de la classe ouvrière britannique l'obligèrent à reprendre la lutte

de tendance en vue du Congrès de Scarborough. La question du réarmement de l'Allemagne capitaliste soulevait de grandes inquiétudes et de grandes résistances, qui étaient autant de manifestations de l'opposition des travailleurs aux préparatifs de guerre.

Quelques semaines avant le congrès de Scarborough se tint le Congrès des trade-unions ; la direction de ceux-ci ne fit voter une résolution favorable au réarmement de l'Allemagne capitaliste que d'extrême justesse. Selon toutes les prévisions, le Congrès de Scarborough, où, dans le vote entreraient en ligne de compte les sections politiques, tandis que ne participeraient pas les ouvriers arriérés qui, tout en étant membres des syndicats, ne paient pas leur cotisation politique au Labour Party, devait voir les opposants au réarmement allemand obtenir la majorité.

Parmi ceux-ci, il y avait certes des droitiers invétérés (tel Dalton, ex-chancelier de l'Echiquier) ; d'autre part les arguments de Bevan et des leaders de sa tendance étaient assaisonnés de sentiments anti-allemands, et même de chauvinisme. Mais, malgré cela, un vote du Congrès repoussant le réarmement allemand aurait eu une signification politique et des conséquences politiques allant bien au-delà des termes mêmes employés et des intentions de Bevan. Il n'y a pas de doute que, survenant après le rejet de la C.E.D. par le Parlement français et au cours même de la Conférence des 9 à Londres, un tel vote aurait extrêmement perturbé la marche des travaux de celle-ci et accru les tensions dans le camp impérialiste.

Pour ces raisons immédiates et, d'une manière générale, en fonction de la perspective de plus en plus admise par tous les observateurs sérieux de la situation en Grande-Bretagne d'une majorité travailliste aux prochaines élections, l'aile droite s'organisa pour l'emporter coûte que coûte au congrès de Scarborough comme le prélude à une offensive organisationnelle en vue de prévenir toute victoire de la gauche, fut-ce au prix d'une scission. La machine bureaucratique devait obtenir les votes qui faisaient défaut, l'opposition devait être avertie qu'elle devait se soumettre sous peine de sanctions. Pour mieux faire l'opération, Attlee commença par rapporter sur le voyage de la délégation du Labour Party en Chine — voyage qui, en ce qui le concerne personnellement n'a été effectué qu'avec l'accord de Churchill et Eden. Après cela, il fit donner l'appareil, sous la direction du chef cuisinier, Herbert Morrison.

Bevan était candidat au poste de trésorier à la direction, poste clef dans ce parti ; les votes syndicaux massifs, ignorant la volonté de la base dans des cas aussi importants que ceux des métallurgistes, firent passer Gaitskell, qui se situe à l'extrême-droite et qui n'a pas hésité à dire tout haut, dans la presse bourgeoise, la nécessité d'imposer silence à la gauche.

Pour éviter toute surprise possible sur la question du réarmement allemand, la direction interdit à ceux de ses membres sortants non désignés par elle d'intervenir dans le débat : ainsi Bevan dut se taire et ne put intervenir au congrès que sur une question secondaire. Au vote, quelques pressions non dissimulées firent changer le vote de bonzes syndicaux, notamment celui du dirigeant du syndicat des travailleurs du bois, en dépit des consignes de son organisation syndicale. Ainsi fut votée une résolution rédigée en termes emberlificotés — qui ne mentionnait pas explicitement la question du réarmement allemand —, et Eden en fut avisé télégraphiquement au cours des travaux de la Conférence de Londres.

Si la presse mondiale a relaté avec assez de détails les travaux du congrès sur les points précédents, elle a fait le silence sur une affaire significative qui fut discutée à huis clos parmi des questions d'organisation. Le Labour Party — plus exactement sa direction — s'affirme très démocratique. Il est ainsi possible, entre autre, aux membres de ce parti de publier des organes qui sont en fait des organes de tendance contribuant à la vie politique du parti. D'une façon générale, les organes existants sont orientés à gauche, la droite du parti n'étant jamais trop soucieuse — et pour cause — d'éduquer les membres du parti. Depuis plus de cinq ans paraissait le « Socialist Outlook », qui se montra l'organe de gauche le plus conséquent, et qui avait rencontré un écho favorable dans le Labour Party. Peu avant le Congrès, la direction du Labour Party jeta l'interdit sur ce journal : défense d'y collaborer et défense de le diffuser dans les rangs du Labour Party sous peine d'exclusion. Tous les organes de tendance, de très nombreuses sections politiques et sections syndicales élevèrent une protestation ; au Congrès, Jenny Lee membre du Parlement, compagne de Bevan, déposa une résolution pour annuler cette décision qui, tout en visant nommément le « Socialist Outlook », créait un précédent dangereux pour la liberté d'expression au sein du Labour Party. Là encore la machine bureaucratique fonctionna et la direction fut approuvée par 4.475.000 voix contre plus de 1.500.000.

La gauche est fort loin d'être en recul, comme l'ont prétendu, par erreur ou mensonge, de nombreux journalistes bourgeois. Elle n'a rien perdu dans les sections politiques, au contraire, et son influence grandit dans les trade-unions. En fait, le recours de la machine bureaucratique pour commettre de grossières violations des règles appliquées depuis si longtemps et qui sont largement en faveur de l'appareil dirigeant est une preuve que, pour la première fois, la droite craint effectivement d'être battue et qu'elle est résolue à tout, y compris la scission, pour conserver la direction. Ces Messieurs ne peuvent songer reprendre le pouvoir avec un parti échappant à leur contrôle. Comme argument destiné à justifier le rejet d'une résolution catégorique sur la question du réarmement allemand, Morrison ne dis-

simula pas son point de vue : « Si le parti revient au gouvernement, déclara-t-il, allons-nous être enchaînés ? »

Dans une réunion organisée par « Tribune » à Scarborough, Bevan a dénoncé en termes très vigoureux ces machinations ; il a déclaré que la majorité de la direction ne représentait pas la majorité du parti et a annoncé son intention d'engager le combat dans les trade-unions pour déloger les bureaucrates qui faussent et trompent la volonté des travailleurs. Il a même fixé un premier objectif, la direction de la Fédération des mineurs, contre laquelle il a évidemment une base d'action sérieuse parmi ses propres électeurs, les mineurs du sud du pays de Galles.

Il paraît que certains des dirigeants de la tendance Bevan, laquelle jusqu'à ce jour n'était pas formellement organisée se présentait avant tout comme un courant d'affinités dans le groupe parlementaire, ont été choqués de la violence de l'intervention de Bevan. Il n'y aurait rien de surprenant à cela, il n'y aurait rien de surprenant que plusieurs d'entre eux prennent leurs distances d'avec Bevan dans les mois qui viennent si celui-ci organise et engage la bataille à la base. Dans ce cas, ce ne sera pas un affaiblissement de la gauche, mais une étape inévitable et salutaire dans son développement idéologique et politique, qui est loin d'être achevé. Incontestablement, la gauche ne peut songer à gagner la partie — qui a un intérêt considérable pour tout le mouvement ouvrier international — sans procéder à une organisation de ses rangs, organisation s'étendant aux instances de base, afin d'associer le maximum de militants du rang à ce combat, à les associer aussi à l'élaboration de la politique de la gauche sur la base des expériences qu'elle est en train de faire.

En tout cas, le congrès de Scarborough en raison des manœuvres bureaucratiques qui l'ont marqué a fortement mécontenté les travailleurs britanniques et on peut dire sans exagération que, parmi les causes de la grève des dockers, il faut accorder une place importante à ce mécontentement envers la droite travailliste.

Ce mouvement remarquable a en grande partie paralysé les ports de la Grande-Bretagne. C'est d'une importance extraordinaire pour ce pays dont la devise depuis la fin de la 2^e guerre est « Export or die » (exporter ou mourir) ; l'arrêt du trafic maritime ayant des effets désastreux tant à courte échéance qu'à échéance lointaine. Or, tout au cours de ce mouvement, le gouvernement conservateur s'est montré d'une prudence inconnue jusqu'à ce jour ; il a cherché des formules de médiation ; il a reculé jour après jour afin de n'avoir pas à utiliser l'armée pour remplacer les dockers en grève.

Deux raisons essentielles ont déterminé Churchill dans ce sens. Il craignait que l'emploi de la troupe ne suscite des mouvements de solidarité parmi les travailleurs britanniques où le mécontentement accumulé risque d'éclater brusquement. Il ne voulait pas, par une telle mesure, aggraver la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvait la bureaucratie des trade-unions en la personne de Deakin, le secrétaire à vie de l'énorme « Transport and General Union », le farouche adversaire de la gauche, celui qui dans les congrès du Labour Party, à défaut d'arguments, recourt aux grossièretés de langage et au chantage (c'est nous qui payons, dit-il — oubliant que l'argent des syndicats, c'est l'argent des syndiqués et pas le sien).

Depuis fort longtemps, les dockers ont des difficultés avec cette direction syndicale qui n'a cure de leurs intérêts. Dans les derniers mois, un petit syndicat qui rassemblait une catégorie de travailleurs du port de Londres se trouvait aux prises avec l'organisation dirigée par Deakin, les dockers de divers ports quittant celle-ci pour rejoindre l'organisation beaucoup plus petite mais combattive. L'opposition entre ces deux syndicats n'est pas directement liée à la lutte au sein du Labour Party. Mais, après Scarborough, le mécontentement des travailleurs contre Deakin et la droite s'est emparé de cet antagonisme. Les dockers ont fait grève, accordant leur confiance au petit syndicat et conspuant les bureaucrates expédiés par Deakin pour leur enjoindre de reprendre le travail.

Toutes les déclarations de Deakin au cours du mouvement ne sont que transposition de ses propos dans les congrès du Labour Party ; c'est à lui que les ouvriers doivent obéir, sinon ils sont les dupes du communisme ! Les caisses de son syndicat, remplies par les cotisations des travailleurs, sont restées fermées aux grévistes. Voici des années que bien des journalistes bourgeois mentionnent que la machine de syndicat de Deakin fonctionne loin des adhérents, et que de ce fait surgissent des mouvements « sauvages ». Mais, ce ne sont que des articles sans portée.

Le gouvernement conservateur a avant tout cherché à aider Deakin, c'est-à-dire la direction du Labour Party et des syndicats, pour ne pas susciter une tension plus grande qui pourrait profiter à la gauche du Labour Party. La direction centrale des trade-unions a ignoré officiellement la grève des dockers, mais a suspendu le petit syndicat pour avoir recueilli les adhésions de travailleurs qui quittaient le syndicat dirigé par Deakin. Cette même direction syndicale a également protesté auprès de la direction du Labour Party au sujet d'un article de « Tribune » où il était dit que Deakin montrait, dans ses propos, qu'il ignorait les raisons de la grève. La direction du Labour Party semble se préparer à prendre des mesures contre l'organe de Bevan.

Un compromis très fragile ayant été trouvé sur la question des heures supplémentaires, les dockers ont repris le travail. Incontestablement les dockers et, avec

eux tous les travailleurs britanniques, ont le sentiment que le mouvement s'est terminé à leur avantage.

Et il en est bien ainsi. L'impérialisme anglais n'a plus ses richesses d'antan. Il a été obligé de louvoyer cette fois-ci, mais il n'y a pas de doute que ce qui se prépare, c'est une épreuve de force qui risque de dépasser en ampleur la grève générale de 1926 (dont tout le monde rappelle le souvenir au cours de la grève des dockers). Une des formes de la préparation de cette épreuve de force, c'est la bataille de tendances au sein du Labour Party. La droite au service de l'impérialisme dispose de l'appareil, mais la gauche a pour elle l'appui et la combativité de la classe ouvrière. Dans ces batailles se prépare aussi la direction qui saura conduire les travailleurs à la lutte décisive, à la révolution prolétarienne pour une Angleterre socialiste.

Dans le mouvement ouvrier italien

Nous avons souligné plusieurs fois dans les notes éditoriales de notre revue la précarité des conditions dans lesquelles se trouve la bourgeoisie italienne, et plus particulièrement sa direction politique. Tout le monde aura compris que les événements des dernières semaines, notamment les suites de la fameuse « affaire Montesi », ont accru ces difficultés.

Mais le mouvement ouvrier a-t-il pu profiter de cette situation favorable ? Nous devons affirmer le contraire. Ni sur le plan politique ni sur le plan syndical les organisations ouvrières n'ont su tirer le profit qu'il était possible et nécessaire de tirer ; le bilan des luttes des derniers mois n'est pas celui qu'il aurait pu être.

Nous insistons particulièrement sur les luttes syndicales. Une lutte pour l'amélioration des salaires des ouvriers industriels s'est développée à peu près une année et plusieurs épisodes avaient montré sans équivoque possible l'esprit combattif des masses, leur volonté de lutte jusqu'au bout pour remporter une victoire sur les patrons. Mais encore une fois la CGT a appliqué sa tactique préférée qui consiste dans le déclenchement de luttes de catégories distinctes ou de travailleurs de provinces différentes, et qui tâche d'éviter de toute manière une bataille d'ensemble de toute la classe. Cette fois-ci les conditions objectives pour un tel combat existaient à 100 %, car la situation politique était favorable et des couches fondamentales de la classe ouvrière étaient intéressées directement à la lutte. Mais la CGT a fait la sourde oreille et, après avoir commencé par des manifestations nationales, contre toute logique elle a mis l'action sur les manifestations corporatives et locales.

L'issue de la bataille est maintenant claire. Ayant compris que les dirigeants cégétistes n'avaient aucune intention d'exploiter la force de leurs organisations et n'étant pas effrayé par les proclamations démagogiques avec lesquelles Di Vittorio tâchait de masquer son opportunisme, le patronat a conclu des accords avec les organisations catholiques et social-démocrates, en écartant la CGT, c'est-à-dire l'organisation qui a derrière elle la grande majorité des ouvriers italiens. L'accord implique des améliorations dérisoires et, lors de sa signature, la CGT, s'est insurgee violemment. Mais quelques semaines plus tard elle a avancé des propositions de compromis et en pratique a maintenant capitulé sans condition, en acceptant de facto l'accord signé entre les patrons et les syndicats jaunes, ce qui est très dangereux surtout en ce sens qu'il crée un précédent défavorable pour l'organisation majoritaire.

En même temps la CGT a accepté, sans aucune résistance valable, l'adoption d'une loi qui implique une limitation sérieuse des libertés syndicales des fonctionnaires de l'Etat. Ici Di Vittorio a voulu faire preuve de son esprit subtil, en posant de préférence le problème en des termes juridiques : comme si sur ce plan le mouvement ouvrier pouvait jamais gagner la partie dans une société bourgeoise !

Sur le plan politique le PC a axé sa propagande dans les derniers mois sur l'affaire Montesi, ce qui pouvait être de bonne guerre, si cette propagande s'était inscrite dans une politique générale correcte. Or, ce n'est pas le cas pour la politique générale du PC italien.

En réalité ce parti n'a pas actuellement une politique bien définie, n'a pas une orientation générale claire. Il mène parfois de bonnes campagnes, il avance des mots d'ordre qui peuvent être corrects ; mais tout ce qu'il dit devient le plus souvent abstrait, parce qu'il ne pose pas clairement le problème du gouvernement. Bien sûr, le PC italien attaque violemment le gouvernement Scelba-Saragat, plus violemment à vrai dire que le gouvernement Pella, qui pourtant était soutenu par les monarchistes. Mais par quel gouvernement veut-il remplacer le gouvernement actuel ? que dit-il à ce sujet ?

Il n'a pas de mot d'ordre précis. Il dit qu'il faut que le verdict des élections du 7 juin 1953 soit respecté, qu'on doit rétablir le front des « forces démocratiques », qu'il faut installer « un gouvernement de paix et de progrès social ». Il insiste sur la nécessité de lutter dans le cadre de la Constitution bourgeoise, pour dé-

fendre et concrétiser les conquêtes de cette Constitution. On comprend que, de ce fait, même la campagne du parti pour la nationalisation des monopoles et pour la réforme agraire perd toute signification concrète. Le problème est, en effet, le suivant : qui peut nationaliser les monopoles et réaliser la réforme agraire ? par quel gouvernement ces buts peuvent-ils être atteints ?

La réponse, le PC italien ne la donne pas par sa propagande, dans laquelle il se limite à des formules qui sont abstraites même si parfois il met en avant des détails techniques, et qui ne peuvent que créer la confusion parmi les masses, surtout les masses petites bourgeoises qui désirent sincèrement des réformes.

En ce qui concerne la situation intérieure du parti et des syndicats, il y a sans doute une fermentation critique qui n'existait pas il y a quelques années. Surtout dans les réunions syndicales — soit de la CGT soit du parti — on entend des critiques parfois très violentes et le prestige des dirigeants n'est pas très haut. D'autre part, des interventions intéressantes se sont produites dans les congrès de section ou de fédérations et on a enregistré des épisodes qui ne sont pas normaux dans la pratique stalinienne. Il y a, autrement dit, quelque chose qui bouge dans le PC italien.

Les bureaucrates en sont probablement inquiets. Ils avaient convoqué il y a quelques mois les congrès des cellules, des sections et des fédérations, mais sans parler de leur suite logique, à savoir du congrès national. Or à la fin de l'été, ils ont annoncé pour novembre une conférence nationale, à laquelle auront accès les délégués des fédérations, qui seront désignés non par les assemblées, mais par les directions provinciales. Cette sorte de conférence est prévue par les statuts du parti, mais évidemment pour des périodes extraordinaires. Or, on n'est pas maintenant dans une période extraordinaire en Italie et il faut ajouter que le PC a tenu son dernier congrès au printemps de 1951.

Il s'agit donc, de toute évidence d'une manœuvre bureaucratique, avec laquelle on veut étouffer dans l'œuf toute possibilité d'une critique tant soit peu efficace de la part de la base ou des cadres inférieurs. Dans quelle mesure cette manœuvre peut réussir, on le verra à la Conférence et, surtout, au cours des mois prochains dans les organismes périphériques du parti.

Rome, le 19 octobre 1954.

Nehru à Pékin

Face à la Chine populaire en Asie qui polarise les sympathies et les espoirs des masses déshéritées de ce continent, se dresse l'Inde féodo-capitaliste de Nehru. Elle lui dispute l'influence sur les autres pays asiatiques, mais en même temps s'efforce d'entretenir avec Pékin des bons rapports de voisinage.

Le jeu de Nehru, représentant d'une bourgeoisie industrielle encore faible, assise sur une véritable poudrière intérieure, entourée d'une mer révolutionnaire, grosse de tempêtes, est celui d'un équilibre entre des forces et des intérêts contradictoires. La bourgeoisie hindoue a besoin de neutraliser l'influence révolutionnaire de la Chine nouvelle aussi bien dans les pays limitrophes qu'en son propre pays. En particulier ses chances de stabiliser tant soit peu son régime résident en grande partie sur cette possibilité.

Nehru, son grand homme, puise encore maintenant les principales ressources du régime qu'il préside dans sa politique neutraliste et proasiatique.

Son voyage à Pékin avait pour but de rechercher un *modus vivendi* avec la Chine, de lui prêter le « calme » et la « modération » face aux provocations de Washington, et d'obtenir des garanties en ce qui concerne la propagande de Pékin parmi les populations chinoises dans les pays asiatiques, et celle du Parti Communiste aux Indes même.

On ne sait pas dans quelle mesure il a obtenu satisfaction. Lui-même a parlé « des manières différentes d'approche » des problèmes internationaux qui sont apparues lors de ses conversations avec les dirigeants chinois. Mais, d'autre part, aussi bien Pékin que Moscou tiennent beaucoup à « l'amitié » de Nehru pour contre-carrer les plans impérialistes en Asie.

On a remarqué à ce propos la promotion significative du mot d'ordre concernant l'Inde dans la liste des slogans lancés par le Parti Communiste soviétique à l'occasion du 37^e anniversaire de la Révolution Russe, venant immédiatement après ceux concernant les « Démocraties Populaires » et avant ceux à l'adresse des pays de l'Ouest. Dans ces conditions, il est probable que ce soit surtout, le Parti Communiste hindou qui fasse les frais de l'opération en baissant son drapeau de lutte contre le régime du Congrès et en se cantonnant davantage dans une attitude d'opposition parlementaire de gauche au Congrès.

Du nouveau entre le Kremlin et Belgrade

La nouvelle politique du Kremlin envers la Yougoslavie se confirme maintenant pleinement. Elle s'insère dans le cadre du changement plus général opéré par les successeurs de Staline dans plusieurs domaines. Il est incontestable que le Kremlin cherche actuellement à contrebalancer la pression que l'impérialisme exerce sur la Yougoslavie, à empêcher une intégration plus poussée de ce pays dans le système atlantique et à rouvrir la porte à un éventuel retour de la Yougoslavie dans son camp.

Etant donné que Tito, favorisé par la situation internationale actuelle, est moins que jamais disposé à faire amende honorable en vue d'une telle rentrée, le Kremlin lui fait savoir que telle n'est pas son intention. Il s'agit plutôt de réhabiliter Tito et d'admettre la Yougoslavie sur un pied d'égalité. Mais une telle politique, avons-nous déjà écrit, ne pourrait pas s'arrêter au seul cas de la Yougoslavie. Elle devrait comporter une révision de toute la politique stalinienne envers les autres « démocraties populaires », dans un sens supprimant leur statut actuel de satellites.

Sans exagérer l'importance pratique réelle de mesures telles que la suppression annoncée des Sociétés mixtes dans plusieurs pays du glacis soviétique, ni celle de la lutte de fractions dans les partis hongrois et romain qui a une autre allure et un autre sens que dans le temps de Staline, on peut certainement interpréter ces signes comme étant annonciateurs d'un climat nouveau dans ces pays.

Mais revenons aux faits concernant le cas de la Yougoslavie :

Après le rétablissement, sur l'initiative du Kremlin, de rapports diplomatiques avec l'URRS et certaines « démocraties populaires », nous assistons actuellement au rétablissement de relations économiques et culturelles. Différents accords dans ce sens viennent d'être signés avec l'Allemagne Orientale, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie et l'URRS.

La publication du journal antitiste, par des éléments yougoslaves pro-Cominform réfugiés à Sofia a cessé ainsi que le brouillage des émissions radiophoniques yougoslaves par l'URRS.

L'accord survenu sur Trieste entre l'Italie et la Yougoslavie fut subitement approuvé par le Kremlin sans trop s'embarrasser des directions des PC italien et français qui, tenues dans l'ignorance de la volte-face du Kremlin, n'avaient pas manqué, quelques jours seulement auparavant, à le dénoncer. En effet, Vichinsky, sur les instructions du Kremlin adressait le 14 octobre une lettre au Conseil de Sécurité des Nations Unies déclarant que « l'Union Soviétique prend bonne note de l'accord » considéré « comme acceptable par les deux pays les plus intéressés, la Yougoslavie et l'Italie » et qui « contribuera à une diminution de la tension dans cette région de l'Europe ».

Puis le 20 octobre, 10^e anniversaire de l'entrée de l'Armée Rouge à Belgrade, une cérémonie significative réunissant représentants yougoslaves et soviétiques à Belgrade, a eu lieu à l'occasion de l'inauguration d'un cimetière où reposent ensemble combattants yougoslaves et soviétiques tombés pour la libération de Belgrade.

Pour la première fois depuis la rupture, la nouvelle parut dans l'organe officiel du Cominform « Pour une Paix Durable » (22/10/54) qui écrit :

« Des dizaines de milliers de travailleurs de Belgrade étaient présents. Y ont également assisté : M. Pijade, président du Parlement yougoslave, A. Rankovitch, vice-président de l'Assemblée Exécutive fédérale, etc... Des gerbes ont été déposées au nom du Comité Central de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, du Conseil central des Syndicats de Yougoslavie, etc. »

En même jour, la Pravda à Moscou publiait un article dans lequel était écrit ceci : « Nous avons agi en étroite collaboration avec l'Armée Nationale de Libération de nos alliés yougoslaves. Nous avons aidé leur pays qui avait contribué de façon importante à la lutte des peuples d'Europe pour leur émancipation. Nous savions de quel courage et de quelle résolution les partisans yougoslaves avaient fait preuve en combattant pendant plusieurs années, dans des conditions difficiles, derrière les lignes allemandes et italiennes. Les soldats et partisans yougoslaves ont pris une part très active à la lutte et nous les avons trouvés partout à nos côtés. Il est arrivé fréquemment que leur intervention décide de l'issue de la bataille ».

Dans le même article, la réhabilitation de Tito personnellement en tant que dirigeant de l'Armée de Libération Yougoslave est explicite. Retournant ces amabilités du Kremlin, Tito vient à son tour de déclarer, dans un discours au Parlement, le 25 octobre que la politique du Kremlin a effectivement changé, qu'elle ne constitue pas un piège, qu'elle contribue à la diminution de la tension internationale, et en tant que telle, elle doit être prise en considération par l'Ouest.

« Si quelqu'un est compétent pour juger ceci, c'est incontestablement nous », a déclaré Tito.

Déjà « Política » avait apporté comme preuve du « changement » de la politique du Kremlin son effort « d'élever considérablement le niveau de vie des masses soviétiques ».

Enfin, pour le 37^e anniversaire d'Octobre, Sabourov pour le gouvernement soviétique a insisté sur l'amélioration des rapports URSS-Yougoslavie, « certains obstacles » ayant été écartés ; et Tito a envoyé des félicitations à Vorochilov.

Les marxistes-révolutionnaires ne peuvent que se réjouir de ces développements qui permettraient à la Yougoslavie de se dégager de l'alliance impérialiste et de réintégrer sur un pied d'égalité le camp des Etats ouvriers et de la Révolution. Mais ces opérations qui se placent sur le niveau des manœuvres aussi brusques et bureaucratiques entre gouvernements que dans la phase qui a marqué la rupture, quand le Kremlin accusait les Yougoslaves de « fascisme », et inversement les Yougoslaves traitaient l'URSS de « capitalisme d'Etat impérialiste », ces manœuvres si elles ne s'accompagnent pas d'une clarification idéologique, ne peuvent que desservir la cause d'un renouveau rapide et nécessaire du mouvement révolutionnaire. Car elles apparaissent comme une prime à l'opportunisme, qui « paie ».

La tâche de la clarification idéologique incombe particulièrement aux communistes yougoslaves.

Au Vietnam

Dans le Nord l'installation du gouvernement Ho-Chi-Minh à Hanoi ouvre une nouvelle phase dans la Révolution vietnamienne, qui aura à procéder à des transformations sociales radicales. Pour toute une période, comme en Chine, une politique de NEP sera d'autant plus nécessaire que la situation économique actuelle est loin d'être brillante. La division du pays aggrave les difficultés. Le gouvernement Ho-Chi-Minh manque de devises étrangères, ainsi que de surplus exportables. La récolte de riz s'annonce d'autre part déficitaire. D'où une modération nécessaire dans les rapports avec les entreprises capitalistes restées sur place ainsi qu'avec l'impérialisme français. Ce dernier s'intéresse à entretenir des relations économiques avec le Viet-Minh. Ce qui n'est pas du goût de Washington, qui a déjà obligé les compagnies françaises ayant des intérêts aux Etats-Unis d'abandonner Hanoi.

Dans le Sud, l'instabilité politique reste grande et sans perspectives d'amélioration prochaine. La lutte entre les différents clans qui se disputent le pouvoir ne s'apaise pas. Diêm, protégé des Américains, s'oppose aux généraux Hinh qui contrôlent l'armée, et Viên qui contrôle la police. Les Américains accusent maintenant ouvertement les Français de soutenir ces derniers malgré les accords passés à Washington le 29 septembre. Les Français de leur côté luttent pour ne pas être complètement supplantés par les Américains au Sud-Vietnam. Mais dans cette lutte ils partent déjà perdant car les Américains disposent des fonds versés maintenant directement à Diêm. Washington rêve de transformer le Sud en une nouvelle Corée et Diêm en un nouveau Sygman Rhee. Cependant la tâche n'est pas facile. Les plans de l'impérialisme seront mis d'autant plus facilement en échec que la politique des révolutionnaires dans le Nord et le Sud sera claire et audacieuse. C'est le programme et surtout les réalisations révolutionnaires du Nord qui exerceraient une influence grandissante sur les masses du Sud, ainsi qu'un climat politique démocratique constant avec la décomposition du régime patronné par les impérialistes. C'est aussi une politique correcte dans le Nord et le Sud sur la question cruciale de l'unification du pays qui pourrait paralyser les impérialistes et leurs protégés dans leurs efforts de perpétuer la division.

L'accomplissement de ces tâches incombe avant tout aux forces marxistes-révolutionnaires conscientes qui travaillent dans le mouvement de masse du pays, en tenant compte des particularités et des possibilités différentes dans le Nord et dans le Sud.

La crise en Afrique du Nord

La politique coloniale de Mendès-France, représentant « intelligent » d'une partie de la bourgeoisie française, a constitué à liquider l'affaire non payante de la guerre d'Indochine pour concentrer ses efforts sur l'Afrique du Nord, elle-même en pleine effervescence révolutionnaire.

Les réformes politiques qu'il envisageait d'y entreprendre reposaient sur un calcul juste : devant le danger résultant de la croissance d'un fort mouvement plébéien et même prolétarien dans les trois colonies nord-africaines (Tunisie, Algérie, Maroc), lequel dans sa dynamique menacerait à la fois l'impérialisme et les classes possédantes indigènes, il fallait associer plus largement dans l'administration et dans certains secteurs de la vie économique cette « élite » indigène.

L'équipe des « Africains » qui siège dans ce gouvernement « éclairé » de la bourgeoisie avait même compris jusqu'à un certain point que la manière retardataire d'exploiter économiquement ces pays par le pur et simple pillage de leurs richesses agricoles et minières, que cette exploitation qui a privé les populations indigènes d'une immense partie de leurs terres sans leur procurer des débouchés dans des industries locales menait à la longue à une situation sociale et politique intenable. Aussi envisage-t-elle une industrialisation plus intense de ces pays avec l'apport de capitaux internationaux, capables entre autre d'élever un tant soit peu le niveau extrêmement bas des populations indigènes et de résoudre au moins en partie la question aiguë du chômage.

Ces préoccupations sociales des « Africains » coïncident naturellement avec les intérêts bien compris d'une certaine partie de la bourgeoisie française pour laquelle le seul débouché économique valable et le seul espoir de se maintenir au rang de grande puissance restent l'exploitation rationnelle de l'Afrique du Nord et des possessions africaines en général.

D'autre part, en cas de guerre ces possessions représentent la meilleure garantie de survie économique et même physique de cette bourgeoisie.

D'où les poétiques envolées de ces « Africains » sur une « plus grande France ».

Mais leur intérêt pour l'Afrique s'est manifesté historiquement un peu tard. Lâcher prise au Vietnam pour mieux tenir l'Afrique serait possible dans de toutes autres conditions de rapports de force et dans une ambiance internationale différente de celle qui caractérise actuellement la marche irrésistible de la révolution prolétarienne et socialiste en cette seconde moitié du XX^e siècle, la révolution coloniale n'étant qu'un aspect de celle-ci.

Les colonies et semi-colonies africaines sont toutes, du nord au sud, secouées par un mouvement anti-impérialiste irrésistible et imbattable. En Afrique du Nord, la lutte est déjà entrée dans une phase supérieure, celle de la lutte armée, les forces révolutionnaires paysannes et prolétariennes s'organisant en armées de partisans, embryons — à l'exemple de la Chine, du Vietnam, de la Corée — de la véritable armée nationale de demain. Ceci est plus spécialement le cas des « fellaghas » tunisiens et des partisans algériens qui ont récemment fait leur entrée en scène.

La direction de ces armées est encore entre les mains des représentants des partis nationalistes féodo-bourgeois ou petits bourgeois. Mais déjà leurs cadres moyens les plus décidés s'orientent instinctivement vers un programme plus complet, plus efficace, d'inspiration prolétarienne et socialiste.

Les directions féodo-bourgeoises ou petites bourgeoises de ces mouvements comptent exploiter dans leur lutte contre l'impérialisme français les convoitises des autres impérialismes sur les territoires africains et les pressions que ces impérialismes veulent exercer sur Paris à travers ces mouvements. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le rôle des Etats-Unis en Afrique. Sans dénier à ces mouvements le droit, et devoir, d'utiliser toute ressource matérielle, technique et militaire d'où qu'elle vienne, il importe de signaler que seule une orientation plus sociale, basée sur les intérêts des masses paysannes et ouvrières de ces pays, est capable d'amplifier, de fortifier ces mouvements et de les rendre invincibles.

L'impérialisme français est décidé à recourir aux pires méthodes de répression pour se maintenir dans cette région vitale pour sa puissance. La manière dont il vient de réagir aux événements d'Algérie en est une preuve supplémentaire. Les mesures prises à l'encontre du M.T.L.D., dirigé par Messali Hadj, visent à décaper le mouvement national algérien de sa direction la plus décidée et la plus combative. Les prolétaires de France se feront un devoir de riposter à ces mesures par une solidarité agissante envers leurs frères de classe d'Afrique du Nord en soutenant inconditionnellement ces ouvriers et paysans qui sont leurs alliés les plus sûrs, les plus précieux dans la lutte commune pour le renversement du capitalisme français.

De Gasperi

Entre les exigences objectives d'une classe et les possibilités subjectives d'un homme, il s'opère une symbiose qui représente, pour ainsi dire, une loi historique et qu'il n'est pas possible d'ignorer lorsqu'on entend juger des personnages historiques ou des hommes politiques importants. On retrouve clairement cette symbiose dans le cas de Gasperi. Il suffit, pour s'en convaincre, de répondre parallèlement à deux questions : quelles étaient les exigences de la classe dominante après la chute du fascisme ? Quelles étaient la formation, la mentalité, les orientations de Gasperi ? La corrélation entre les deux réponses mettra en évidence la « nécessité » du rôle joué par le leader démocrate-chrétien qui vient de mourir.

Après la crise qui avait abouti à la déroute militaire, la bourgeoisie italienne se trouvait placée devant les problèmes les plus formidables qui puissent se poser à une classe dirigeante. Elle devait assurer sa propre continuité d'une part, en évitant que le fascisme, en s'écroulant, ne l'entraîne, en tant que classe, à sa suite et, d'autre part, en empêchant le prolétariat d'exploiter à fond une conjoncture favorable. Elle devait reconstruire son propre appareil d'Etat — secoué jusque dans ses fondations — rétablir son propre pouvoir politique et sa légalité propre, l'une et l'autre n'existant pratiquement plus après l'effondrement du mois de septembre 1953. Elle devait retrouver sa place au sein de la bourgeoisie internationale, faire oublier aux vainqueurs sa participation à la guerre et leur démontrer, de façon concrète, l'utilité d'avoir à leurs côtés, et sans restrictions, une Italie capitaliste reconstruite. Tout ceci devait être réalisé dans une situation qui était caractérisée par la défaite militaire, par des rapports de forces défavorables à la classe dominante ; par la répulsion, non seulement du prolétariat, mais aussi de la grande

majorité des classes moyennes envers les formes de domination politique qui avaient caractérisé les vingt ans de fascisme ; par la soif ardente de renouvellement de ces mêmes couches populaires ; par la crise de méfiance d'une partie même de la classe dirigeante qui semblait se résigner à l'inévitable.

Dans une conjoncture aussi critique, de quel personnel politique, de quels appareils politiques organisés disposait donc la bourgeoisie ?

De ce côté aussi la situation n'était pas florissante ! Des vieux partis de la démocratie pré-fasciste, qui d'ailleurs avaient déjà démontré leur insuffisance avant 1922, il était resté bien peu de choses, et on ne pouvait songer à les ressusciter purement et simplement. Aucune des vieilles organisations n'offrait des garanties suffisantes pour résoudre le problème essentiel qui se trouvait posé à la bourgeoisie, à savoir : assurer son contrôle sur les larges couches ouvrières et petites bourgeoises. Il était donc nécessaire de forger des instruments nouveaux ou, tout au moins, profondément renouvelés.

D'un autre côté, en mettant de côté, au moins pour le moment, le personnel politique fasciste, aucune des vieilles figures du pré-fascisme n'était en condition de jouer un rôle efficace.

Pas plus Orlando, que Nitti ou De Nicola — placés en dehors des organisations de lutte de la résistance, usés en outre par l'expérience de l'après-guerre précédente, presque incapables de comprendre une situation nouvelle et ayant tendance à penser suivant des schémas dépassés — ne pouvaient répondre aux exigences du moment. D'autre part, des hommes apparus pendant la résistance, comme Parri, n'offraient pas de garanties suffisantes soit à cause de leurs penchants petits bourgeois, soit parce qu'ils ne disposaient d'aucune masse de manœuvre.

AVANT 1943

La bourgeoisie trouva une issue en misant sur l'utilisation d'une force, sinon neuve, du moins profondément renouée : la démocratie chrétienne, et d'un homme comme De Gasperi, qui avait déjà fait ses preuves à l'époque pré-fasciste même si la situation ne lui avait pas permis alors de jouer un rôle de premier plan.

La Démocratie Chrétienne pouvait lier à la classe dominante les larges masses populaires encore soumises à l'influence

de la religion et de l'Eglise. C'était là, en effet, la meilleure carte pour la bourgeoisie : la crise de la guerre avait remis en question tous les pouvoirs et toutes les forces constituées... sauf le pouvoir et la force de l'Eglise qui pouvaient être exploités pour assurer une base populaire au régime bourgeois en voie de se reconstruire. Mais ceci ne pouvait être réalisé que grâce à un parti qui, tout en se présentant comme « chrétien » et tout en

étant attaché au Vatican, ne prenne pas une physionomie strictement confessionnelle ou, pour ainsi dire, néo-guelfiste. La Démocratie Chrétienne — réincarnation du vieux Parti Populaire adaptée opportunément aux exigences nouvelles — s'était proposée déjà dans la lutte clandestine comme candidate pour résoudre cette tâche.

Et De Gasperi possédait toutes les qualités pour jouer un rôle de premier plan dans la tâche réservée à la Démocratie Chrétienne.

On sait que De Gasperi a commencé sa carrière comme représentant de la minorité italienne de la région de Trente au parlement autrichien. Déjà, à cette époque, il était connu comme modérateur ; il renonçait à revendiquer la séparation de Trente de l'Empire autrichien et demandait simplement l'autonomie dans la limite de la Constitution des Habsbourg. Et, au cours même de la guerre, il n'abandonne pas son attitude modératrice et de loyalisme envers l'Empire, bien qu'il faille considérer comme de la mauvaise polémique l'accusation portée contre lui et lui reprochant d'avoir approuvé l'exécution de Battisti.

La seconde phase de sa vie politique est constituée par son adhésion au Parti Populaire et par l'accroissement progressif de son autorité dans ce parti. Au cours de cette phase sa tendance et sa personnalité sont particulièrement mises en relief par son attitude envers le fas-

cisme. Adversaire des formes de domination politique du type fasciste, il accorda toutefois, ainsi que tous les « populaires », un préjugé favorable aux débuts de l'expérience Mussolini, utile pour « restaurer l'ordre contre le bolchevisme », et que l'on espérait ensuite ramener progressivement dans la ligne de la démocratie bourgeoise.

Lorsque l'assassinat de Matteotti provoqua une « scission » entre la bourgeoisie favorable au fascisme et celle qui restait fidèle à la démocratie parlementaire, De Gasperi se joignit à cette dernière. Mais il ne pouvait concevoir la lutte contre le fascisme que sous la forme d'un appel au retour à la constitution, se limitant à engager Victor-Emmanuel à prendre sur lui l'initiative d'un renversement de la situation. Lorsque le régime fasciste fut stabilisé, De Gasperi, s'il ne manifesta jamais de solidarité avec lui, ne fut cependant pas un antifasciste militant. Il ne reprit son activité, du Vatican où il était réfugié, qu'en 1943, au moment où le problème d'un changement de direction se posait de nouveau pour la classe dominante.

Ces quelques brèves données biographiques sur De Gasperi sont suffisantes pour caractériser le personnage et montrent clairement qu'en 1943 il existait en puissance en Alcide De Gasperi l'homme qui devait se révéler comme l'interprète le plus indiqué des exigences de la bourgeoisie pour surmonter la crise et restaurer l'ordre politique et social.

L'HOMME DE LA BOURGEOISIE

L'homme dont la bourgeoisie avait besoin ne devait pas être compromis avec le fascisme, il devait pouvoir se présenter comme le défenseur de la démocratie parlementaire, avoir derrière lui un parti qui puisse compter sur un large appui populaire, il devait pouvoir rendre possible une collaboration étroite entre la bourgeoisie italienne et le Vatican, sans que cela mène cependant à la constitution d'un Etat clérical au sens propre du mot.

Cet homme devait être rattaché au mouvement de la Résistance ; il devait être en mesure de négocier avec les socialistes et les communistes qui représentaient les masses ouvrières et paysannes en mouvement ; il devait s'imposer comme le promoteur d'une « rénovation démocratique ». De plus, il devait apparaître comme l'ennemi du nationalisme, le nationalisme ne trouvant plus aucun écho dans les couches déterminantes de la population et, en outre, pouvant sembler suspect aux puissances qui avaient gagné la guerre (la classe dominante cherchant justement à faire oublier à ces dernières la politique étrangère de l'époque fasciste).

De Gasperi était justement cet homme. Antifasciste, mais cependant modéré dans son antifascisme ; « homme d'ordre » dans le sens le plus direct de l'expression, mais défenseur acharné de la démocratie parlementaire ; représentant des C.L.N. (Comités de Libération Nationale) dans lesquels cependant il avait exercé depuis le début — et ses amis n'ont pas manqué d'ailleurs de souligner ce fait — une fonction « modératrice » ; relativement imbu de « sociologie chrétienne » et prêt à user de la terminologie « réformiste » exigée par la situation ; catholique fervent, étroitement lié aux milieux du Vatican, mais non clérical et convaincu, au contraire, de la nécessité d'éviter les excès dans ce sens ; disposé à obtenir les « droits nationaux » de la patrie bourgeoise, mais adversaire décidé du nationalisme, il répondait parfaitement aux exigences du moment, à ce qu'attendait la classe dominante.

Puisqu'il était en mesure de comprendre avec lucidité les intérêts fondamentaux de sa classe, De Gasperi fut de ceux qui virent avec le plus de clarté la nécessité de la stratégie qui s'imposait à la bourgeoisie dans la situation des années 1944-1945. Il était dangereux alors

d'affronter directement le mouvement ouvrier et paysan, et il était préférable de tenter de tourner les positions. Il était problématique de vouloir gouverner contre les communistes et les socialistes et il fallait donc gouverner « avec eux » ; le gouvernement avait besoin de leur aval pour pouvoir se présenter comme un gouvernement d'union nationale, qui pouvait laisser espérer aux prolétaires et aux paysans un renouveau effectif.

C'est là un point essentiel pour qui veut comprendre les développements de la situation après la guerre. La bourgeoisie devait reconstruire son appareil d'Etat, restaurer son économie, rétablir ses lois. Puisqu'elle ne pouvait pas le faire en s'opposant ouvertement aux masses ouvrières et paysannes, elle ne pouvait que jouer la carte de « l'unité démocratique et nationale » et se montrer disposée à faire des concessions — qui devaient d'ailleurs se révéler rapidement plus formelles que réelles — pour sauver l'essentiel. Et l'essentiel consistait dans le fait que l'Etat se reconstruisait comme appareil de répression de la bourgeoisie, que l'économie se rétablissait sur des bases capitalistes, que la nouvelle constitution, bien que proclamant la République fondée sur le travail, était tout de même basée sur la propriété privée des moyens de production.

Depuis le début, dans le cadre de cette stratégie générale, De Gasperi fut l'un des hommes politiques les plus sensibles à certaines exigences indispensables de cette reconstruction bourgeoise. Pour les « hommes d'ordre » les C.L.N. représentaient des noyaux susceptibles de créer la base d'une nouvelle structure étatique plus « progressiste » que la structure traditionnelle et, dans une certaine mesure, de se poser comme une alternative face au gouvernement central. Il fallait donc surmonter cet obstacle et De Gasperi s'en occupa très rapidement. Parlant d'une réunion à Milan des C.L.N., immédiatement après la fin de la guerre, un écrivain petit bourgeois de tendance plus ou moins radicale écrit : « Alcide De Gasperi s'est mis en évidence comme l'homme qui, plus que tous les autres, possède le sens de l'Etat. Il a expliqué la nécessité pour le gouvernement de se placer au-dessus des factions politiques et a représenté l'impérieuse nécessité de reconstruire l'Etat, le prestige et l'autorité de l'Etat... »

Cette appréciation ne pourrait pas être plus exacte, à condition que l'on ajoute au mot « Etat », l'adjectif « bourgeois ».

Cette sollicitude pour reconstruire l'Etat traditionnel ne devait pas tarder à trouver sa récompense. Si, après l'insurrection du printemps, la bourgeoisie avait considéré comme un succès la constitution d'un gouvernement Parri, l'automne devait donner l'avantage à l'homme le plus décidé à réduire les C.L.N. au rôle d'organismes purement formels. Ce fut le début des huit années de gouvernement De Gasperi.

On a dit que De Gasperi était très réaliste. C'est vrai. Il a toujours su se rendre compte des possibilités réelles de sa classe, il a su comprendre ses exigences générales au-dessus des tendances particulières. Un exemple, dans ce sens, mérite d'être cité. Avant le referendum au sujet de la royauté, De Gasperi sut garder une attitude ambiguë qui profitait certainement aux royalistes. Mais après les résultats du 2 juin, il sut s'opposer avec décision à toute tergiversation et contribuer à démolir les manœuvres monarchiques qui tendaient à contester le scrutin. On a pu dire alors qu'il démontrait ainsi sa « fidélité au système démocratique ». Il est d'ailleurs triste de constater que des affirmations aussi banalement fausses aient été publiées dans des publications de gauche. En réalité De Gasperi s'était rendu compte que la République pouvait continuer à assurer le contrôle politique de la bourgeoisie, sous une forme différente, alors que le maintien à tout prix de la monarchie ne pouvait que provoquer une violente réaction des masses et compromettre la stratégie qu'il avait envisagée en 1943-1944 et qu'il n'était pas temps encore de modifier. De là venait sa position : la défense du résultat du referendum.

Juin 1947 marque le début d'une nouvelle phase de la politique italienne. Il est incontestable que des pressions furent exercées par les Etats-Unis pour que ce changement se vérifie. Mais il serait faux d'oublier le processus intérieur qui faisait que la bourgeoisie, arrivée à une certaine étape de sa reconstruction, n'estimait plus nécessaire d'être « couverte » par les communistes et les socialistes et éprouvait au contraire la nécessité d'éliminer tout ce qui entravait encore l'action de son gouvernement. De Gasperi sut se faire en temps voulu l'interprète de cette nécessité, et il n'hésita pas à liquider le « tripartisme ». Moins d'un an après, les résultats du 18 avril confirmaient — du point de vue de la bourgeoisie — que l'opération avait été effectuée de la manière la plus heureuse.

LE « GRAND EUROPEEN »

Togliatti et Nenni ont parlé de la « trahison » de Gasperi en juin 1947. Il n'y a aucune raison d'employer cette expression. De Gasperi était un représentant de la bourgeoisie et il entendait de toute façon défendre les intérêts de celle-ci. De-

puis 1943 son but était clair : reconstruire l'Etat bourgeois, rétablir la domination de la bourgeoisie. Tant qu'il a pensé qu'il était nécessaire — de son point de vue — de collaborer avec les partis ouvriers, il a collaboré. Lorsqu'il a pensé qu'il

était possible et utile de terminer cette collaboration, il l'a terminée.

La rhétorique nécrologique sur De Gasperi a fait grand usage de l'expression « grand Européen », et on a même placé sur les lèvres du mourant, sur certaines affiches, à côté du nom de Christ, les initiales, plus profanes, de la C.E.D. A part la rhétorique il est certain qu'il faut souligner un autre aspect du « réalisme » de Gasperi. Il s'est parfaitement rendu compte que, dans une conjoncture de crise sans issue pour l'Europe capitaliste, l'unique possibilité de survie laissée à la bourgeoisie de son pays consistait à lier son sort à celui de la seule bourgeoisie qui n'était pas encore touchée directement par la crise, la bourgeoisie des Etats-Unis. La nécessité d'un front unique bourgeois, d'un effort pour surmonter les contrastes opposant les Etats européens qui reproduisent le spectacle des divisions tragi-comiques de l'ancienne Grèce, lui était apparue avec évidence.

Pour nous, qui jugeons du point de vue des intérêts du prolétariat et de la révolution, nous pouvons nous réjouir du fait qu'une fraction de la bourgeoisie française ait provoqué la fin de la C.E.D. Mais si nous voulions juger du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, il nous faudrait bien admettre qu'un homme comme De Gasperi avait bien mieux compris les intérêts de sa classe que les vieilles ruines type Herriot ou les mégalomanes type de Gaulle.

C'est d'ailleurs toujours pour ces mêmes raisons que De Gasperi a été opposé aux tentatives de résurrection d'un nationalisme italien. Le fasciste Almisante a écrit dans « Il secolo » : « Nous nous souvenons de Gasperi, en 1949, à Trieste, inerte devant les aspirations italiennes d'une foule inoubliable. » En ôtant la rhétorique inutile, il reste l'impression, probablement exacte, de ce nationaliste pour qui De Gasperi ne « sentait » pas, ne comprenait pas des manifestations de ce genre. Dans le fond, il se rendait parfaitement compte de la « relativité » d'un

problème comme celui de Trieste par rapport aux problèmes bien plus essentiels qui se posaient — et se posent toujours — à la bourgeoisie sur le plan international, et il comprenait l'inutilité des intentions des nationalistes jusqu'au-boutistes.

On pourra dire que De Gasperi a dirigé de façon intelligente la reconstruction bourgeoise de l'Italie, mais qu'il ne l'a fait qu'en simple administrateur, c'est-à-dire avec plus de tenacité que d'esprit d'entreprise, avec plus de sagesse que de génie, avec une vision à brève échéance plutôt qu'avec une large vision d'avenir. En d'autres mots, il s'est d'abord occupé de rassembler les différents morceaux de la société bourgeoise, telle qu'elle était en 1945, plutôt que de donner à cette société des ambitions nouvelles. Tout ceci est vrai, et ce sont effectivement les limites de Gasperi qui n'a pas été un « Créateur » politique, de ceux dont on se souvient parce qu'ils ont dit quelque chose de nouveau, parce qu'ils ont accompli une œuvre de portée historique. Jugé à l'échelle de l'histoire, il apparaît comme un médiocre, et la médiocrité est sa caractéristique individuelle en tant qu'homme. Mais c'est justement cette médiocrité qui lui a permis de jouer le rôle qu'il a joué, et même s'il avait possédé des qualités extraordinaires il n'aurait pas trouvé la possibilité de les utiliser. Son action politique, en effet, est fonction de la situation dans laquelle il opérait, des possibilités — dans une situation donnée — de la classe qu'il servait. Qu'aurait pu réaliser de vraiment constructif une classe sociale désormais définitivement condamnée et entrée dans une phase de crise extrême ? Et, par voie de conséquence, qu'aurait pu réaliser l'homme qui la représentait le mieux ? Dans quel sens De Gasperi aurait-il pu diriger un renouvellement alors que le seul renouvellement possible était — et est encore — soumis à la condition préalable d'un renversement de la classe à laquelle il appartient ?

LIMITES ETROITES DE SON ACTION

Les données objectives, dont il ne pouvait faire abstraction, ont déterminé les limites étroites de son action ainsi que sa disparition de la scène politique. Le 18 avril a marqué en même temps l'apogée de son règne et le début de sa décadence. Grâce à la victoire électorale, il achevait son œuvre de reconstruction de l'appareil politique de la bourgeoisie. Cette tâche essentielle mais tout de même préliminaire étant accomplie, il devait justement tenter de donner une base stable, un nouveau visage, à la société capitaliste ainsi reconstruite et qui devait maintenant résoudre les problèmes élémentaires qui se posent à toute société moderne et qu'elle doit résoudre si elle ne veut pas perdre toute base de légitimité et, en dernière analyse, toute

chance de survivre. Mais cette tâche, ni De Gasperi, ni aucun autre homme politique de sa classe n'était en mesure de l'accomplir, car — répétons-le — les conditions de la bourgeoisie contemporaine ne permettent aucune solution stable : elles permettent uniquement de vivre au jour le jour, en reculant l'échéance de la crise décisive.

De Gasperi envisagea la formule la plus subtile que pouvaient lui permettre les exigences de sa classe : il manifesta des intentions « réformistes », il fit adopter par son parti la formule du « troisième temps ». Mais il ne put pas donner une base solide au régime ainsi reconstruit, ni lui associer des couches populaires décisives, ni satisfaire, même dans une

faible mesure, les besoins des masses. De là le déclin de son parti, la crise de la formule centriste, la crise de la direction politique bourgeoise et l'insuccès du 7

juin qui marquait pratiquement la fin de l'expérience gouvernementale De Gasperi. Et c'était aussi la fin de son activité politique militante.

ROLE TERMINE

On a discuté sur les conséquences que pouvait entraîner la mort de Gasperi, et on a évidemment noté que l'équilibre intérieur du parti démocrate chrétien serait plus difficile à réaliser. On ne peut pas exclure non plus que De Gasperi aurait pu être à nouveau utilisé comme homme d'Etat par la bourgeoisie dans un moment où son prestige aurait encore pu servir à celle-ci. Mais, en définitive, sa courbe était achevée, car la période qui avait servi à son épanouissement était achevée. Des nuages menaçants, porteurs de tempêtes, s'amassent à l'horizon de la classe dominante. En dernière analyse, elle ne sera pas capable de tenir tête à cette tempête; mais il y aura des pauses dans le développement de cette

crise et elle pourra prendre des mesures qui lui permettraient de prolonger son agonie. Mais ce serait des mesures que n'aurait pas pu prendre un homme ayant le caractère, la formation et les tendances de Gasperi. Si cette étape se réalise, la bourgeoisie aura besoin d'un personnage politique différent, d'un leader différent de celui qu'a été De Gasperi.

A cause de cela, et même s'il était encore vivant, De Gasperi aurait difficilement retrouvé des conditions aptes à le mettre en valeur. Si la nature a été assez honnête avec lui, en n'interrompant pas trop tôt sa vie, on peut dire au fond que même politiquement il a disparu au moment voulu: lorsqu'il avait déjà dit tout ce qu'il avait à dire.

La République populaire de Chine a cinq ans !

Il y a cinq ans les troupes du Kuomintang étaient écrasées, la République populaire de Chine proclamée. Un chapitre tout nouveau allait s'ouvrir dans l'histoire de ce pays immense et de l'humanité tout entière.

Pendant le cours du XIX^e siècle, les puissances capitalistes de l'époque (Angleterre, France, Russie tsariste...), par quelques guerres ne nécessitant que peu d'efforts imposèrent à la Chine féodale un statut semi-colonial.

L'intervention du capitalisme étranger provoqua le début du développement capitaliste de la Chine et, avec celui-ci, l'éveil de courants désireux d'éliminer le vieux régime et de faire de la Chine un Etat moderne.

C'est en 1911, quelques années après la première révolution russe, que commença la révolution démocratique en Chine. Elle se fit alors sous la direction du plus avancé des réformateurs bourgeois de ce pays, Sun Yat Sen, inspiré par les idéaux de la démocratie bourgeoise qui atteignait alors son apogée en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

La monarchie s'effondra dès les premiers chocs ; mais il ne s'ensuivit pas la victoire de la démocratie en Chine. Très rapidement le pays tomba sous la coupe de généraux qui régnaient chacun en seigneur sur une province, s'alliant ou se combattant selon les circonstances, se vendant à tel ou tel impérialisme et faisant vivre leurs armées sur une paysannerie toujours plongée dans la misère la plus complète.

La révolution russe d'octobre 1917 eut un retentissement profond chez de nombreux Chinois, désireux de sortir leur pays de l'état d'anarchie, de misère, de division dans lequel il était constamment plongé. Le Parti communiste fut fondé en 1919 par Tchen Dou Siou, un professeur qui avait joué un rôle important dans la révolution de 1911. Une partie de la bourgeoisie indigène, aussi, chercha un appui dans le jeune Etat soviétique pour lutter contre les impérialistes.

Mais la nouvelle grande montée révolutionnaire en Chine ne se produisit qu'à partir de 1925 ; le mouvement ouvrier européen après une vague révolutionnaire suivant la première guerre mon-

diale reflua déjà depuis deux ans. Ce reflux et l'isolement consécutif de l'Etat soviétique avaient favorisé l'ascension de la bureaucratie en URSS et la bureaucratisation de l'Internationale communiste. Sous la direction de celle-ci, le PC chinois appela les masses à accepter la direction du Kuomintang et la deuxième révolution chinoise (1925-1927) fut écrasée dans une défaite des plus sanglantes. Le pouvoir tomba entre les mains de Tchang Kaï Chek, le dirigeant militaire du Kuomintang, dans lequel Staline avait placé sa confiance et celle des communistes chinois.

Un régime de dictature depuis lors allait sévir sur le pays, aggravé de 1937 à 1945 par l'occupation japonaise des centres vitaux du pays.

A partir de 1927, le Parti communiste chinois, à la suite de la « longue marche » qui fit traverser toute la Chine à des milliers de communistes, s'était concentré sur les activités des armées rouges chinoises, vivant elles aussi sur des territoires variables avec le temps, s'appuyant avant tout sur ces soulèvements paysans qui ont été le trait le plus marquant de l'histoire de la Chine depuis des siècles.

Le PC chinois combinait ces luttes avec des tentatives d'accord avec le Kuomintang, mais celles-ci ne purent jamais être menées à bonne fin. En 1946-1947, cette politique fut balayée par le soulèvement gigantesque, irrésistible de millions et de millions de paysans, à la suite de la défaite du Japon. Un tableau grandiose, un récit frémissant en a été donné par le journaliste américain Belden dans son livre « La Chine ébranle le monde ». Les armées communistes chinoises gonflèrent comme un des grands fleuves du pays au moment des inondations. Elles submergèrent les troupes fondantes du Kuomintang, dont le régime s'écroulait dans un amas de scandales. En quelques mois, les dirigeants du PC chinois, s'emparant des grandes villes de Shanghai, Pékin, Hankou, Canton... se trouvèrent à la tête du pays.

Les forces restantes de la bourgeoisie chinoises s'embarquèrent en toute hâte pour l'île de Formose où elles ont pu se maintenir (et vieillir) sous la protection de la flotte des Etats-Unis.

1911-1949, période quasi ininterrompue de révolution et de guerres civiles et étrangères. Depuis lors, la situation n'a pas été paisible. Dès 1950, la guerre de Corée nécessita l'intervention de volontaires chinois pour stopper les troupes de l'impérialisme qui s'avançaient vers le Yalu. Il y a seulement quelques mois, le gouvernement des Etats-Unis, pour essayer de sauver les positions de l'impérialisme en Indochine, songeait à engager immédiatement la guerre contre la Chine et à recourir à l'emploi de la bombe atomique. Il ne faut pas se faire d'illusion : le gouvernement américain, s'il ne se décida pas à étendre le conflit, en juin dernier a remis la décision à un moment plus favorable. C'est d'ailleurs à cet effet que Tchang Kai Chek continue à recevoir subsides, armes, munitions et encouragements de toute sorte.

Toutefois, depuis octobre 1949, la Chine a connu une nouvelle ère, dans laquelle la guerre ne jouait plus l'élément essentiel. La nouvelle Chine s'est mise à l'œuvre pour procéder à de formidables transformations dans tous les domaines, économique, politique, social, culturel.

Pour apprécier tant soit peu exactement les efforts auxquels s'adonne la Chine nouvelle, il ne faut à aucun moment oublier à la fois et le retard considérable, l'état extrêmement arriéré du pays, le niveau très bas des forces productives, et l'étendue, l'ampleur du pays. Dans tout ce qui se passe actuellement en Chine, les dimensions de chacun des problèmes qui se posent sont absolument incroyables.

N'oublions pas que, dans la population du globe, on compte un Chinois pour quatre être vivants.

La Chine était et est encore avant tout une nation agricole — la paysannerie constitue plus de 80 % de la population, travaillant intensément de tout petits lopins de terre. Les chemins de fer sont rares. Les moyens de transport limités.

Tout comme la jeune révolution russe, la Chine nouvelle ne connaît pas d'échanges commerciaux importants avec le monde capitaliste. L'aide de l'U.R.S.S. à la Chine, si elle ne peut être considérée comme insignifiante, est tant en raison des possibilités de l'économie soviétique que de la politique toujours parcimonieuse de la bureaucratie soviétique, en tout cas bien insuffisante pour les besoins de la Chine.

De toute façon, les conditions du pays dictent à ses dirigeants une politique de NEP de vaste envergure. Tout en ayant comme objectif la transformation socialiste de la société et en exploitant les moyens du pouvoir d'Etat à cet effet, ils doivent pendant toute une période permettre à l'économie capitaliste de s'exercer dans une série de domaines de la production et de la distribution — car, dans les conditions ac-

tuelles de la Chine, elle est indispensable pour assurer un développement des forces productives.

A vrai dire, la formule théorique de la marche de la révolution chinoise, avant et après la prise du pouvoir, avait été donnée il y a bientôt 50 ans par Trotsky, dès la première Révolution Russe. Reprenant les idées exposées par Marx sur la « révolution permanente » au lendemain de la défaite de la révolution de 1848, au moment où la bourgeoisie était encore une classe progressive, Trotsky analysa la dynamique de la révolution pour un pays économiquement arriéré — comme l'était la Russie tsariste — à une époque où le capitalisme, dans les pays économiquement les plus avancés, entraînait dans son déclin et avait unifié le marché mondial sous le joug impérialiste.

Selon cette théorie, les tâches démocratiques bourgeoises qui continuaient à se poser en raison du retard historique ne pouvaient être résolues que par une révolution dirigée par le prolétariat, instaurant la dictature du prolétariat. Sous ce régime politique se produiraient des bouleversements incessants dans tous les domaines de la vie sociale, et notamment la résolution de tâches relevant de la révolution socialiste, conduisant ainsi à la société socialiste. Enfin la révolution ainsi commencée dans le cadre national pour des tâches démocratiques bourgeoises ne serait qu'un élément de la révolution socialiste mondiale et se développerait dans celle-ci. La théorie de la révolution permanente que Trotsky développa en 1905-1906 allait être vérifiée par la victoire de la Révolution russe de 1917 et aussi par celle de la Révolution chinoise.

Cette théorie fut dénoncée par Staline et par les dirigeants actuels du PC chinois. Mais les événements ont été plus forts que toutes les condamnations et répressions bureaucratiques.

La bourgeoisie chinoise qui, sous la direction de Tchang Kai Chek, fut au pouvoir pendant près de 25 ans se montra incapable de libérer la nation de l'exploitation impérialiste, d'unifier vraiment le pays, de résoudre tant soit peu la question agraire ou de donner une impulsion vraiment sérieuse à l'économie du pays. Cette faillite n'est pas le résultat d'une direction particulière, celle de Tchang Kai Chek. L'exemple des Indes, sous la direction de Nehru, prouve qu'il s'agit dans les conditions internationales actuelles d'une incapacité congénitale de la bourgeoisie indigène venue au monde trop tard et effrayée par le jeune mouvement ouvrier révolutionnaire de ces pays.

C'est seulement lorsque le PC chinois, sous la poussée des paysans révoltés, prit la direction de la lutte pour le pouvoir contre la bourgeoisie que la révolution triompha. C'est après cette victoire que le nouveau pouvoir put résoudre les

principales tâches démocratiques bourgeoises en un temps relativement court : la Chine est, à quelques enclaves près, débarrassée de la présence impérialiste et se présente sur l'arène internationale comme une grande puissance indépendante ; l'unification du pays s'opère vraiment pour la première fois dans son histoire ; la réforme agraire a été effectuée ; l'économie commence à se développer.

En même temps que se sont poursuivies ces réalisations des tâches démocratiques, en même temps que l'industrie et le commerce capitalistes continuaient à s'exercer, le pays a abordé un certain nombre de tâches relevant de la révolution socialiste : des industries ont été nationalisées, l'agriculture est mise avec beaucoup de précautions sur la voie

d'un développement collectif, une planification de l'économie est entamée, une nouvelle structure d'Etat est mise sur pied qui entre dans le cadre de la dictature du prolétariat.

Enfin toute une série de bouleversements d'ordre social dont le plus éclatant, pour la Chine, est la mise à égalité de la femme avec l'homme, transforme de fond en comble la Chine et, par elle, le monde entier.

Nous allons dans la suite de cet article donner tout d'abord quelques indications qui montrent l'ampleur des problèmes et des réalisations en cours ; nous verrons ensuite la situation politique telle qu'elle se présente et enfin nous examinerons quelques leçons théoriques que la révolution chinoise victorieuse a fournies ou confirmées.

LA SITUATION ECONOMIQUE

La nouvelle République avait hérité d'une situation économique épouvantable, les années de guerre avec le Japon et les années de guerre civile ayant accumulé les destructions et les ruines.

Dans les cinq années qui viennent de s'écouler, les progrès très appréciables qui ont été effectués ont permis non seulement de remettre en route l'économie, mais de commencer à procéder à une certaine planification.

Sur le plan industriel, un des plus grands obstacles à une progression rapide est l'absence de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée.

Jusqu'à présent, les statistiques officielles étaient données en pourcentages par rapport à des références sur lesquelles on ne savait rien de précis. Dans un discours prononcé récemment par Tchou En Lai à l'Assemblée nationale, des chiffres précis apportent une idée plus claire sur la situation de l'économie chinoise.

« Pour 1954, il sera produit : 10.8 milliards de kw-h d'énergie électrique. 81.990.000 tonnes de houille. 3.030.000 tonnes de fonte. 2.170.000 tonnes d'acier. 13.513 machines-outils pour la coupe des métaux. 4.730.000 tonnes de ciment. 4.600.000 balles de filés de coton. 480.000 tonnes de papier. ».

Ces chiffres sont évidemment très faibles et, par tête d'habitant, deviennent minuscules. Mais c'est là, à peu de choses près, le point de départ de l'industrialisation de la Chine. Les prévisions doivent partir de là. Les rythmes prévus sont relativement grands, plus grands que ceux des premiers plans quinquennaux en Union Soviétique.

Nous ne ferons que mentionner des problèmes aussi importants que ceux des transports.

De toute façon, même si tout marchait bien dans le domaine industriel — et il s'en faut qu'il puisse en être ainsi —

la Chine resterait encore bien longtemps un pays agricole, et les problèmes agricoles qui se posent, après la réalisation de la réforme agraire, sont également gigantesques.

Les dirigeants chinois parlent maintenant de la société socialiste, des tâches et de la place des campagnes dans la construction de la société socialiste, mais il ne peut s'agir à présent que d'une tendance. Les obstacles à une évolution tant soit peu rapide sont considérables.

Les dirigeants chinois emploient volontiers la terminologie des dirigeants de l'U.R.S.S. en matière agricole, et n'hésitent pas à qualifier un kolkhoze de forme « socialiste » dans le domaine agricole, ce qui est erroné. Mais malgré cela, ils sont obligés — en ce qui concerne leur pays — de se tenir très près des réalités.

La tâche essentielle immédiate, c'est d'augmenter la production rurale, pour satisfaire les villes, à un moment où le niveau de l'industrie n'offre pas la possibilité d'absorber une partie importante de la campagne, et où le manque d'outillage et de techniciens pour l'agriculture est effrayant. Il y a 7.000 agronomes en Chine contre 350.000 en U.R.S.S. ! On cultive environ 100 millions d'hectares (on estime qu'il y a trois fois plus de terres arables), et, dans cette situation, Teng Tse-Hui, membre du C.C., déclare : « Les machines et les engrais dont nous disposons représentent une goutte dans la mer ».

Le nombre des fermes collectives ou d'Etat est réduit et il n'y a aucune raison valable de l'augmenter exagérément : en 1953, on comptait 11 stations de machines agricoles, 59 exploitations mécanisées... Ce sont plutôt des centres d'expérimentation, d'enseignements. Les vrais problèmes sont ailleurs.

Le petit paysan ne peut être contraint à s'engager sur la voie de la coopéra-

tion, en vue du socialisme. Il faut l'encourager, le stimuler, en lui montrant son intérêt propre dans l'immédiat.

Dans l'état actuel de la paysannerie chinoise, ce qui est à présent encouragé, c'est l'esprit d'entraide entre paysans.

Sur 110 millions de familles rurales, on estime que 48 millions sont engagées dans une sorte d'aide mutuelle, c'est-à-dire une association de travail d'une douzaine de fermes au moment des semailles et des récoltes, associant le peu d'outillage et de bétail dont elles disposent. Il ne faut pas oublier le grand retard de la paysannerie chinoise.

Dans le premier plan quinquennal, il est prévu que, pour la fin de celui-ci, en 1957, environ 1/5 de la paysannerie sera dans des « coopératives de producteurs ». Il y en avait 14.000 à la fin de 1953, l'objectif de 1954 est de 40.000, et pour 1957, 600.000.

Que sont ces coopératives de producteurs ? Ce ne sont pas des kolchozes. La terre appartient en privé à chaque paysan. Mais un assez grand nombre de familles s'entendent pour que leurs terres privées soient gérées et exploitées en commun. Ainsi la coopérative de Chu An Di rassemble 18 familles, soit 76 personnes. Sur le revenu total de cette coopérative, 52 % ont été payés en salaires, 40 % en redevances aux propriétaires de la terre, et le reste a été employé pour « les besoins productifs et culturels de la communauté ».

Il n'y a pas de doute que cela ne constitue une étape très élevée, mais elle paraît correspondre aux conditions réelles. Evidemment, cette situation laisse le champ libre aux différenciations dans la campagne, à la formation de koulaks, etc... La fiscalité est utilisée par le gouvernement chinois pour tenir les koulaks dans des limites données.

La paysannerie aurait payé en 1952 un impôt 12 % de ses revenus, ce qui constitue un grand allègement de son sort par rapport au passé.

Un autre moyen de contrôle de la paysannerie et des processus qui s'y développent est fourni par l'utilisation du marché. Ainsi le commerce des grains, du riz, est un monopole d'Etat, il est possible que cette mesure ait été prise d'une manière forcée, pour des raisons de pénurie, pour remédier à des famines ou les prévenir. Mais quelles que soient les raisons, il est certain que c'est un moyen très puissant pour agir sur la paysannerie.

Quelle est la situation du capitalisme privé dans le pays et quels sont ses rapports avec le pouvoir d'Etat ? Comment se présente la lutte entre les deux secteurs, le secteur étatique et le secteur privé ?

L'importance du secteur privé est indiquée par le fait qu'à un congrès de capitalistes privés, tenu à la fin de 1953, étaient représentés les employeurs de

près de 4 millions de travailleurs et employés. Les profits qu'ils font sont divisés de la façon suivante : des impôts pour l'Etat, un fonds pour le bien-être des travailleurs et la future expansion de l'industrie, un paiement de dividendes. Malheureusement, nous ne possédons pas d'indications plus précises sur les proportions relatives de ce partage.

Il existe également des formes de transition entre les deux secteurs. Ainsi à Shanghai, il y a plusieurs dizaines d'affaires « **publiques-privées opérées conjointement** », dans lesquelles l'Etat dispose de la moitié de l'entreprise. Ces entreprises qui sont intégrées dans la planification se trouvent dans les branches suivantes : fer, acier, machines-outils, produits chimiques, électricité, textiles, cigarettes, produits pharmaceutiques.

D'après des déclarations que Lin Po Chu, membre du B.P., a faites en octobre 1953, il se trouvait, en 1952, dans les mains de l'Etat, 80 % de la production de l'industrie lourde et 50 % de la production de toute l'industrie. Dans son discours à l'Assemblée nationale du 23 septembre, Tchou En Lai déclare que pour l'année 1954 la part des entreprises capitalistes non encore transformées en entreprises mixtes (ce qui est plus large que le secteur d'Etat proprement dit, mais où l'autorité directe de l'Etat s'exerce dans la production) ne constituera que 29 % de la production globale de l'industrie.

Evidemment la production artisanale est encore très importante. Dans ce domaine, la coopération de production est encouragée. A la fin de 1953, il existait 4.000 coopératives de production groupant 300.000 artisans.

En ce qui concerne le commerce, Tchou En Lai dans le discours mentionne les précisions suivantes :

« Le secteur commercial d'Etat assure déjà en totalité ou en grande partie le commerce des marchandises essentielles qui ont une grande importance pour la prospérité nationale et pour le bien-être du peuple, et contrôle tout le commerce extérieur. Les coopératives d'achat et de vente et les coopératives de consommation sont devenues des auxiliaires sûrs du commerce d'Etat. Au premier trimestre de l'année en cours, elles groupaient plus de 31.000 succursales groupant au total plus de 165.520.000 membres. A l'heure actuelle, le commerce d'Etat et le commerce coopératif entrent pour 50 % environ dans le volume global du commerce de détail et pour 80 % environ dans le commerce de gros ».

Dans le domaine de la distribution comme dans celui de la production, nous faisons bien entendu toutes les réserves nécessaires sur le caractère « socialiste » des coopératives, sans pour cela nier leur très grande importance dans la construction de la société socialiste. En ce qui concerne les chiffres ci-dessus, ce qui est plutôt surprenant c'est la part rela-

tivement faible du commerce qui se trouve dans les mains d'individus, après si peu d'années.

En matière fiscale, voici ce que déclara Tchou En Lai dans ce discours qui présentait un rapport d'ensemble sur la situation du pays :

« Dans le budget d'Etat de 1954, les recettes, non compris l'excédent de l'année passée, ont été multipliées par 3,6 comparativement à 1950. En même temps, les sources de recettes ont sensiblement changé : de 1950 à 1954, la part des recettes fiscales provenant des paysans est tombée de 29,6 à 13,4 %, tandis que la part des recettes fiscales et des revenus provenant des entreprises socialistes d'Etat et des coopératives de type socialiste est passée de 34,1 à 66,1 % ».

L'année de référence — 1950 — est très contestable, le nouveau pouvoir venant seulement de s'installer, l'industrie étant à son point le plus bas. Néanmoins, la tendance n'est pas douteuse : le paysan chinois n'est plus pressuré comme jadis et le développement économique fournit des ressources plus rationnelles à l'Etat.

Quelles sont les conditions d'existence et de travail des ouvriers ? Toute une série d'améliorations ont été apportées : relèvement des salaires, assurances sociales, construction de logements (qui ont déjà été mentionnées dans d'autres numéros de notre revue). Dans les conditions de la Chine, ce n'est pas tant le chiffre absolu que la tendance qui importe, et pour l'ouvrier chinois la tendance à l'amélioration est incontestable.

Mais le développement économique soulève des questions de la plus grande importance, comme on peut le voir dans le long passage suivant du discours de Tchou En Lai :

« Il est clair que dans notre pays le développement de l'édification économique est indissolublement lié à l'amélioration de la vie des masses populaires étant donné que le seul objectif de l'économie socialiste est de satisfaire les besoins matériels et culturels du peuple ; par conséquent, pour satisfaire pleinement ces besoins, il est indispensable de développer sans cesse l'économie socialiste. Opposer ces deux aspects serait de tous les points de vue erroné. Elever trop et trop rapidement les salaires et le bien-être sans tenir compte du niveau actuel de la production et porter, par là même atteinte aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière serait faire preuve d'économisme ; par contre, négliger le bien-être et même la sécurité des ouvriers et employés, ne pas prêter attention aux questions qui peuvent et qui doivent être résolues ou ne pas vouloir les résoudre serait faire preuve de bureaucratisme. Nous devons lutter en même temps contre ces deux erreurs. Au cours des dernières années, le système des salaires a été quelque peu remis en ordre, mais il reste malgré tout encore compliqué. La tendance au nivellement n'est pas encore éliminée. Le nivellement est une manifestation de l'idéologie petite bour-

geoisie qui favorise le retard, empêche d'avancer et n'a rien de commun avec le marxisme et le socialisme. Le nivellement entrave l'activité des ouvriers et des employés dans l'étude de la technique et l'élévation de la productivité du travail... »

Tchou En Lai aborde là un des plus importants problèmes du nouvel Etat, celui des rapports de l'Etat ouvrier avec les ouvriers eux-mêmes sur le plan économique. Problème dont la complexité et la difficulté proviennent de ce qu'il ne s'agit pas d'un Etat déjà industrialisé avec une classe ouvrière qualifiée, mais d'un Etat à industrialiser et d'une classe ouvrière à former à partir d'une paysannerie dépourvue des qualifications techniques nécessaires au travail dans l'industrie. En fait la Chine se trouve, comme ce fut le cas pour l'U.R.S.S., au lendemain d'Octobre, devant le problème de « l'accumulation primitive socialiste », sans disposer d'une aide extérieure vraiment adéquate que seule la planification des principales économies qui sont encore aux mains du capitalisme (Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne) pourrait fournir.

En U.R.S.S., ce développement s'est fait sous la direction de la bureaucratie qui s'est emparée du pouvoir, au dépens du prolétariat, et qui a eu recours à ces atroces méthodes dont l'histoire stigmatisera à jamais le nom de Staline.

En Chine la direction du PC qui n'est pas l'expression politique de la bureaucratie — couche sociale — mais une direction ouvrière à traits bureaucratiques aborde ce problème avec beaucoup plus de souplesse, disons même plus d'humanité, mais aussi — hélas ! — avec des notions théoriques apprises à la funeste école stalinienne, ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses.

« La tendance au nivellement » n'était pas l'expression d'une quelconque idéologie en ce qui concerne la Chine, mais — comme ce fut le cas en U.R.S.S. pendant le « communisme de guerre » — une nécessité de la période de guerres civiles et étrangères. Une partie même des salaires était payée en nature. C'était inévitable dans la pénurie générale et en face des exigences de la guerre sur l'économie. Ce système n'était plus viable dès que les conditions redevenaient un peu normales et que l'économie commençait à se développer.

Dans ces conditions présentes, dans les conditions d'une société de transition d'un type aussi arriéré que la Chine, inévitablement sur les formes de production collectives (base pour une société socialiste) qui tendent à se développer, vient s'associer un mode de distribution, un mode de répartition qui ne peut pas être autre chose qu'un mode capitaliste et qu'il faut appeler par ce nom. Sans entraîner le développement exagéré de tendances individuelles, sans favoriser la formation de privilégiés, il est absolument nécessaire d'encourager l'inté-

rét privé du travailleur, aussi pour provoquer le développement des forces productives. En ce sens, pendant une période et dans des limites raisonnables qui n'écrasent pas les couches les moins qualifiées, des systèmes de salaires encourageant la production et l'acquisition de la qualification technique, sont parfaitement légitimes et, comprises de cette façon, servent en définitive à la construction du socialisme. Il va de soi que ces considérations ne justifient en aucune mesure les énormes avantages et les privilèges qui ont été extorqués par la bureaucratie en U.R.S.S., qui en font une couche sociale aux intérêts non seulement distincts, mais opposés à ceux des travailleurs. Elles ne justifient également pas, bien entendu, toutes les insanités des stalinien dans les pays capitalistes au sujet du respect de la hiérarchie dans les questions de luttes pour les salaires. La lutte contre les privilèges, cette lutte célébrée notamment par Lénine dans « L'Etat et la révolution », cette lutte indispensable dans la marche au socialisme, n'a rien à voir avec une quelconque « tendance au nivellement ». Sur ce point, la bureaucratie stalinienne ne faisait que reprendre le vieil argument éculé de la réaction contre les socialistes au XIX^e siècle, celui des « partageux ».

Il y a donc à trouver, comme le dit Tchou En Lai, un équilibre entre les nécessités de l'industrialisation et celles du bien-être des masses. Sur ce point, il ne dit plus rien. Plus exactement, dans tout ce qu'il dit est impliqué que c'est la direction qui résoudra ce problème. A ce sujet, même si nous nous trouvions devant une direction possédant toutes les qualifications désirables, une direction composée de génies du calibre de Marx, Lénine, Trotsky et dont le dévouement à la cause des travailleurs et du socialisme serait hors de doute, la solution de cette question comme de toutes les questions relatives au développement économique et du développement général de la société dépasse les qualités intrinsèques d'une direction, et exige un élément essentiel du domaine politique, la démoc-

ratie ouvrière, c'est-à-dire la participation des masses travailleuses dans la détermination des tâches et dans le contrôle de leur réalisation, à la direction politique d'abord et, ensuite, à la gestion de l'économie.

Sur cette question de l'intervention démocratique des masses dans toute la vie économique, sur la question du contrôle des travailleurs, on ne trouve rien chez les dirigeants chinois qui permette de penser qu'ils ont vu que c'est un problème à résoudre, dont la solution n'est guère aisée. Car, comme Lénine l'avait effectivement observé sur l'exemple de l'U.R.S.S. dans la dernière partie de sa vie, même l'existence formelle de la démocratie ouvrière ne suffit pas pour que les travailleurs l'exercent effectivement et aussi, dans de nombreux cas, disposent des éléments et des qualifications pour pouvoir le faire valablement.

Ce problème ne paraît pas exister pour les dirigeants chinois. Il n'y a pas de doute que les ouvriers chinois tôt ou tard le poseront.

Dans ces conditions, la question se pose de savoir si les plans et le rythme déterminés par la direction sont corrects ou pèchent dans un sens ou dans un autre, par timidité ou par excès. On se souvient que la bureaucratie en U.R.S.S. s'est précisément livrée, avec des moyens horribles, à une série de zigzags tantôt gauchistes tantôt opportunistes en la matière, méconnaissant les questions des besoins de la classe ouvrière, faisant du développement de l'industrie un but en soi, et s'octroyant dans cette situation d'odieux privilèges. Avec les données dont nous disposons, et si loin des lieux, il est difficile de se prononcer avec certitude sur le rythme et les proportions fixées en Chine. On peut toutefois dire, compte tenu des indications fournies par la direction et qui semblent très vraisemblables, qu'elle a empiriquement adopté des mesures et un rythme de développement qui, dans les conditions actuelles, correspondent sensiblement aux besoins et nécessités.

(à suivre)

La bataille des salaires dans la République de Bonn

(La fin de la légende du «partenaire social»)

Les mouvements pour les salaires qui se sont déroulés dans la République fédérale au cours de cet été ont attiré sur eux l'attention de toute l'opinion publique mondiale intéressée au mouvement ouvrier. La bourgeoisie des pays capitalistes a, de son côté, également suivi les événements d'Allemagne avec, en partie, un plaisir malveillant, mais aussi avec une certaine inquiétude. L'importance de ces luttes pour le mouvement ouvrier européen réside dans le fait qu'elles peuvent être le point de départ du déplacement du rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat en faveur de ce dernier. Les concurrents capitalistes de la République fédérale observent ces événements avec des sentiments mêlés. Le rétablissement de conditions capitalistes « normales » en Allemagne, l'affaiblissement de la concurrence allemande leur sont agréables. Le danger que le plus solide facteur de la puissance capitaliste en Europe puisse être menacé, les remplit d'inquiétude et de crainte.

Le mouvement est parti de Bade-Wurtemberg où, à la suite du rejet des revendications de salaires du syndicat des métallurgistes, 92 % des syndiqués ayant pris part au vote initial, décidèrent la grève. Mais l'intervention du ministre du Travail social-démocrate de ce Land permit de trouver un compromis pour empêcher la grève. Cependant 42 % votèrent contre cet accord et exigèrent la proclamation de grève. Les plus importantes des entreprises menacées par la grève appartiennent à l'industrie d'exportation qui est actuellement en plein essor, ce qui explique l'empressement des employeurs à parvenir à un compromis.

Les premières luttes aigues partirent de la grève des travailleurs de la fonction publique décrétée le 3 août à Hambourg. Elle se termina au bout de dix jours par un arbitrage qui accorda aux ouvriers et aux employés une partie de leurs revendications.

La grève de Hambourg n'était pas encore finie que les ouvriers de la métallurgie de Bavière abandonnaient le travail le 9 août. Après un départ sans cohésion, freiné par des arrangements distincts dans de nombreuses entreprises, ce

qui provoqua quelquefois la dislocation du front de grève, la lutte atteignit dans la troisième semaine son point culminant. Elle commença à décliner à la quatrième semaine pour se terminer, ici encore, par une proposition d'intervention du ministre du Travail, également un social-démocrate. Ce qui témoigne de l'esprit combatif des grévistes, c'est que, malgré la recommandation du Syndicat d'accepter l'arbitrage, 53 % d'entre eux votèrent encore pour la continuation de la grève.

Pour le développement et le maintien du moral syndical il est très important que le but de la grève (12 pfennigs d'augmentation sur le salaire de base) ait été presque atteint (10 pfennigs). Les ouvriers n'ont pas eu le sentiment d'une défaite. Mais on ne peut pas dire non plus qu'ils retournèrent au travail avec la conscience d'une grande victoire. Ils étaient en quelque sorte surpris que tout se soit si bien passé et réellement contents que tout soit fini. Cela est compréhensible lorsqu'on pense que des milliers d'ouvriers d'âge jeune et moyen ne connaissaient la grève qu'à travers les récits des plus âgés et se voyaient, pour la première fois dans leur vie, en posture d'adversaires du patron qui, depuis des années, leur avait été représenté comme un « partenaire social ».

La grève des métallurgistes bavaïrois révèle quelques faiblesses sensibles des syndicats allemands d'aujourd'hui ; mais elle montre en même temps la force potentielle que possède à présent la classe ouvrière allemande.

C'est dans la direction que se manifeste la plupart des faiblesses. Alors que les militants moyens et de base remplissent infatigablement et fidèlement leur tâche, il se révéla bientôt que la direction s'était engagée dans la grève sans une préparation véritable et sérieuse. On n'avait pas fait, avant la grève, de propagande auprès de l'opinion publique qui se montra en partie indifférente, et parfois hostile aux grévistes. Il n'y eut pas de véritable stratégie de grève consistant à former un centre de gravité et à encercler les points faibles. Les entreprises non plus n'avaient été travail-

lées ni par une campagne de préparation prolongée, ni par des moyens de propagande suffisants, ni par une période préalable de politique syndicale intensive et offensive. Il n'y avait pas de groupes organisés de syndiqués jeunes et actifs qu'on aurait pu envoyer, comme troupes rapidement mobilisables, partout où le front commençait à flancher et où surgissaient des difficultés qui ne pouvaient être maîtrisées par les forces locales ou d'entreprise. Toute la machine administrative se révéla trop lourde, de sorte que l'activité des militants et des meilleurs éléments se trouva empiétrée dans l'appareil administratif et réduit à néant. D'ailleurs, l'un des caractères les plus saillants de la grève a été sa préparation et sa conduite bureaucratique administrative, ce qui explique pour une grande part les faiblesses que nous venons d'indiquer.

Outre le fait que l'inexpérience des jeunes grévistes coûta beaucoup de sacrifices inutiles et que beaucoup d'entre eux tombèrent dans les filets de la loi à cause de petites fautes tactiques, il y eut surtout la mauvaise surprise que de vieux syndiqués et de vieux social-démocrates — en grande partie des contremaîtres et des maîtres-ouvriers — agirent en briseurs de grève. Le nouveau prolétariat dans lequel se trouvaient des éléments ayant appartenu autrefois à toutes les couches de la petite bourgeoisie, y compris d'anciens officiers faisant souvent fonction de délégués d'entreprise, ce nouveau prolétariat, disons-nous, n'a agi comme freineur ou comme briseur de grève que là où il n'y avait pas eu au préalable d'activité syndicale claire, ou encore là où de grandes parties des équipes avaient été corrompues par les soi-disant services sociaux volontaires comme, par exemple, chez Schweinfurt (fabriques de roulements à billes). La volonté combative se trouva aussi dangereusement freinée par le fait que, surtout dans les grandes entreprises, le personnel était fortement endetté par les crédits que leur avaient accordés les employeurs. Un cas spécialement terrible de ce genre s'est présenté chez Siemens à Munich.

Les patrons cherchèrent à briser le moral des grévistes par l'emploi combiné de la carotte et du fouet. Dès avant la grève, ils organisèrent une propagande par tracts contre la grève et envoyèrent des lettres dans les ménages ouvriers, faisant ressortir les rigueurs de la grève et les suites néfastes possibles pour les grévistes, et enjoignant aux femmes de renvoyer leurs maris au travail. Pendant la grève, des contremaîtres et des maîtres-ouvriers briseurs de grève visitaient les demeures des ouvriers pour agir dans le même sens. L'emploi de la police contre les piquets de grève — souvent de façon provocante — et les menaces de lock-out étaient destinés à faire le reste pour miner le moral des grévistes et amener la cessation de la lutte.

Malgré toutes ces manœuvres et ces chicanes, le front de grève tint bon dans l'ensemble. Le noyau de la résistance était constitué avant tout par des grandes entreprises avec une bonne tradition syndicale et des ouvriers professionnels hautement qualifiés. Malgré cela, l'un des buts les plus importants pour la conscience de classe et la solidarité ne fut pas atteint. Les salaires des ouvriers non professionnels ne furent pas, conformément aux revendications, rapprochés davantage de ceux des ouvriers professionnels; le nouveau barème apporta, au contraire, une différenciation encore plus grande dans les salaires. Les patrons réussirent un autre coup pouvant mettre en danger le moral de classe. L'arrangement conclu avec les syndicats contient une clause de formulation vague permettant, en cas de faiblesse des conseils d'entreprise ou des directions syndicales locales, d'éloigner provisoirement ou même de congédier de l'entreprise des éléments indésirables — surtout les ouvriers qui se sont signalés par leur activité au cours de la grève.

Autant la combativité et la volonté de grève des ouvriers d'entreprise fut admirable, autant l'attitude des employés se révéla menaçante pour le développement futur de la lutte de classe dans la République fédérale. Ils se tinrent en majorité éloignés de la grève, gardant leur « fidélité » à leurs employeurs. Afin de produire sur les ouvriers un effet démoralisant, les employeurs conclurent en outre une nouvelle convention de salaires avec le Syndicat des employés (de DAG, Syndicat des employés, ne fait pas partie du D.G.B., la C.G.T. allemande) qui, après de brèves négociations, apporta à peu près les mêmes avantages que ceux arrachés par les ouvriers après une grève de quatre semaines. En même temps que cet exemple devait montrer qu'avec « de la raison et de la modération » on arrive sans lutte et sans sacrifices exactement au même but, les employeurs, faisant usage de la clause dont nous venons de parler, se vengèrent sur les militants syndicaux et surtout, aussi, sur les ouvriers inorganisés qui s'étaient exposés comme les plus actifs, tenant les piquets de grève et qui, à l'occasion, avaient dû se battre avec les policiers et les briseurs de grève.

Malgré les déficiences et les faiblesses exposées ici, l'important pour le développement ultérieur du mouvement de classe ouvrier allemand est le fait que ce grand conflit entre les « partenaires sociaux » ne s'est pas terminé par une défaite, mais avec un résultat partiel appréciable pour la classe ouvrière. Si l'on veut porter un jugement sur l'ensemble des événements, il faut prendre en considération quelques caractéristiques importantes. La grève, tant à Hambourg qu'en Bavière, ne fut pas un mouvement de masse spontané né de la misère du prolétariat ou de la nécessité de repousser une attaque contre le standard de vie. La montée des prix des dépenses ménagères (lumière, courant

électrique, gaz, loyers, alimentation) ne fut que partiellement mise en avant comme justification. Les syndicats basèrent surtout leurs revendications sur les profits très élevés des employeurs allemands et demandèrent pour les ouvriers une part plus grande du produit social et l'alignement du niveau des salaires allemand sur celui des pays industriellement avancés.

Mais le véritable motif de la grève et des revendications a une base plus profonde. Depuis le 6 septembre de l'année dernière (jour des élections au Bundestag), il s'était produit un changement toujours plus marqué dans le « climat social » tant dans les entreprises que dans la vie politique en général. Il est vrai que le coup d'Adenauer contre l'unité syndicale et ses plans pour la « Gleichschaltung » (mise au pas) des syndicats (ou leur paralysie par le CDU, le parti d'Adenauer) furent empêchés. Mais les syndicats commencèrent à s'estomper toujours plus comme facteur sur la scène politique. Les politiciens bourgeois, dans les discussions sur la politique intérieure, ne tenaient plus guère compte des syndicats, sauf pour les réprimander ou les railler. Le gouvernement ne trouvait plus nécessaire de tenir compte des syndicats ni même de les consulter.

Ce changement général dans l'atmosphère politique eut un effet très marqué dans les entreprises. On le fit clairement sentir aux délégués d'entreprises et aux hommes de confiance ainsi qu'aux responsables syndicaux petits et moyens : interdiction des réunions d'entreprise pendant les heures de travail ; interdiction de collecter les cotisations syndicales dans les entreprises ; interdiction d'entrer dans l'entreprise aux fonctionnaires syndicaux comme « étrangers à l'entreprise » ; on trouve à la loi sur la constitution syndicale une interprétation mesquine et spécieuse en faveur de l'employeur ; les droits et la liberté de mouvement des délégués d'entreprise subissent des restrictions continues. Bref, l'employeur est de plus en plus maître dans la maison.

Les conséquences sont claires. La direction syndicale tomba peu à peu dans une situation intenable. En même temps que la confiance des membres commença à disparaître, l'audace des employeurs et de leurs représentants juridiques et politiques vis-à-vis des syndicats grandit. Les militants syndicaux, directement frappés par ces changements dans le « climat de l'entreprise », ayant une conscience syndicale suffisamment développée pour ne pas succomber à cette ambiance d'hostilité syndicale, exigeaient de plus en plus fréquemment, et énergiquement de la direction une plus grande activité syndicale. Cette direction se trouva ainsi soumise à une double pression, d'une part du patronat et de la situation issue du développement réactionnaire général de la République fédérale, d'autre part de ses militants. Il était clair qu'une grève qui n'était pas

née des nécessités directes des masses, mais qui devait en réalité servir le prestige des syndicats et en particulier de leur direction — de leur bureaucratie — était en conséquence entachée de toutes les faiblesses attachées à son origine : la préparation et la conduite bureaucratique-administrative ; le soin avec lequel fut évité tout accent politique ; la peur des conséquences politiques possibles d'une extension de la lutte ; la recherche perpétuelle de possibilités de compromis, dévoilant ainsi à l'adversaire, au beau milieu du combat, les faiblesses internes ; le souci d'éviter toute extension de la grève au-delà du but fixé ; le manque de coordination de la force syndicale par des grèves de solidarité organisées par le centre. La grève de solidarité des autobus de Cologne et les menaces de grève de Dusseldorf et de Duisbourg furent dues à l'initiative locale.

Les conditions objectives de volonté de grève des masses étaient données par le mécontentement général des travailleurs de l'industrie (surtout des anciens ouvriers qualifiés des usines) qui constataient, avec un malaise et un déplaisir croissant, la disproportion entre leur travail et la richesse rapidement croissante de l'autre côté. Ce sentiment de déplaisir général imprègne aussi en quelque sorte toute la vie sociale. Le gouvernement Adenauer n'a pas tenu ses promesses électorales de caractère social. Le cours de la politique intérieure est de plus en plus dirigé vers la droite et donne un essor menaçant aux organisations réactionnaires telles qu'associations de soldats et groupes de camaraderie d'anciens nazis.

Malgré ces sentiments d'opposition, le Parti Communiste allemand n'a réussi nulle part à devenir un facteur déterminant du mouvement de grève. Mais le Parti Socialiste allemand n'a pas non plus profité de l'occasion pour essayer de donner à la lutte une base politique. Il s'est contenté de justifier les revendications syndicales par des raisons « humaines » et « morales ». Il a renoncé à donner à la campagne électorale qui se préparait en Bavière une note plus dure et plus dégagée de compromis, car cela aurait pu lui coûter sa coalition avec le CSU en Bavière qui n'est autorisée à rester qu'aussi longtemps qu'il se comportera avec « mesure » et « réalisme politique ».

Bien qu'extérieurement la social-démocratie poursuit son cours sans but ni conception dans les eaux de la politique Adenauer, un tournant s'est esquissé au sein du parti qui s'est exprimé pour la première fois à son congrès de Berlin, en juillet 1954. Ce Congrès du Parti est en quelque sorte la contre-partie politique des mouvements de salaires et montre que, dans la social-démocratie également, le temps de la paix intérieure est passé. Une série de motions au cours de ce congrès, repoussant tout réarmement, firent sensation. Ces motions indiquaient déjà ce qui s'est vérifié par la suite : le réarmement et la réunification ont abso-

lument dominé la discussion politique. Si l'on considère que les délégués, dans la plupart des cas, sont désignés simplement par des votes routiniers et sont plus ou moins des éléments fidèles de l'appareil, si l'on considère aussi les effets de l'atmosphère politique de Berlin, il est d'autant plus surprenant que près d'un tiers des délégués se soit prononcé contre tout réarmement.

Depuis le 7 septembre de l'année dernière — jour des élections fédérales — les leaders de la droite social-démocrate avaient assailli la position centriste d'Ollenhauer et essayé d'arracher, dès avant le congrès, des décisions préliminaires dans la question du réarmement et dans les questions économiques. Ils suscitèrent ainsi une série de petits mouvements sur la gauche qui, dans diverses manifestations, percèrent la glace de la paix à l'intérieur du parti. Aussi Ollenhauer et son appareil durent tenir compte des tendances et sentiments dirigés contre la droite et ils essayèrent de trouver un compromis avec celle-ci, sans que l'appareil perdît la face en direction de la gauche. Ce subterfuge ne réussit que partiellement. Sous la pression de la forte tendance hostile au réarmement parmi les délégués, la direction du Parti dut faire quelques concessions à gauche, ce qui affaiblit de ce fait son compromis avec la droite. Par suite, la remilitarisation ne fut pas approuvée sans réserve, mais subordonnée à une série de conditions que nous ne voulons pas énumérer ici en détail. Ces conditions ne répondent ni aux buts de la politique américaine d'Adenauer ni aux exigences d'une politique socialiste. L'approbation conditionnelle et peu clairement motivée de la remilitarisation n'est pas nouvelle en soi et ne constitue pas non plus le facteur déterminant. Ce qui est beaucoup plus important, c'est le fait que le congrès du Parti — pour la première fois depuis 1945 — n'a pas abandonné avec impuissance toutes les décisions à la direction, mais a fait passer contre la volonté de la direction du Parti une solution intermédiaire suivant laquelle la décision finale sur le oui ou le non du Parti socialiste allemand à l'égard de la remilitarisation doit être prise par un congrès extraordinaire.

L'opposition à tout armement qui s'est manifestée contient plusieurs tendances qui sont plus la plupart de nature neutraliste ou pacifiste. Seule une petite minorité de délégués repoussa la remilitarisation d'un point de vue socialiste. Il serait faux, cependant, de minimiser ce résultat du congrès du Parti. Il s'y exprime sans aucun doute un processus de politisation résultant de l'aggravation des rapports de classe dans la République fédérale. Mais il serait également faux de parler dès aujourd'hui de l'existence d'une « aile gauche » dans la social-démocratie. Ce qu'on a pu constater au congrès, c'est l'existence d'un courant gauche qui se développe graduellement au sein du Parti. Ses représentants actuels sont surtout des centristes qui, de

façon empirique et souvent mûs par des motifs purement opportunistes, se tournent vers la gauche. Il faudra de beaucoup plus importants mouvements de classe et de plus durs conflits sociaux, pour que se dégage une véritable direction gauche s'appuyant sur une avant-garde pénétrée de conscience de classe et qui, par les expériences de la lutte de classe, sera poussée dans la direction d'une pratique révolutionnaire.

A côté des discussions sur la remilitarisation et la réunification de l'Allemagne, tous les autres problèmes dont le congrès avait à s'occuper passeront à l'arrière-plan, qu'il s'agisse de la politique économique, de la politique culturelle ou de la politique du Parti socialiste allemand à l'égard du marxisme. Et cela prouve justement que la question de la remilitarisation est celle sur laquelle on peut développer un véritable mouvement politique de masse. En face de ce problème, pour la conscience politique des membres de la social-démocratie, à son stade actuel, il est d'importance secondaire que la dilution des principes socialistes sur le terrain économique etc., soit formulée de telle façon ou de telle autre.

Le congrès du Parti socialiste allemand a encore fait ressortir deux faits saillants par le discours du premier président, Erich Ollenhauer. A part les affirmations antibolcheviques stéréotypées, ce discours ne contient pas d'attaques contre la zone orientale. En termes très prudents, il dit même qu'on ne devait pas tout rejeter en bloc et que la réunification ne devait pas faire rendre aux patrons les entreprises expropriées ni la terre aux Junkers. A son avis, ils devaient évidemment être dédommagés « raisonnablement ». Ollenhauer développa en outre pour la première fois les termes d'un programme de rechange du Parti socialiste allemand : système de sécurité collective qui ne puisse être ressenti comme une menace ni par les USA ni par l'URSS ; réunification de l'Allemagne par des élections libres ; maintien des changements intervenus en zone orientale dans les rapports de propriété et les mesures progressives dans les domaines de la vie sociale.

Comme on devait s'y attendre, la direction du Parti socialiste allemand laissa ces points flotter dans l'air. Elle n'a pris aucune initiative réelle pour les propulser et elle ne pourra le faire aussi longtemps qu'elle ne se décidera pas à abandonner sans réserve le terrain d'une opposition parlementaire « loyale et constructive ».

Par suite des mouvements de salaires et des grèves, de l'échec du traité de la C.E.D. et de l'affaire du Dr John (qui dévoila des scandales des appareils d'espionnage politiques), le gouvernement Adenauer connu, pour la première fois dans son existence, une crise intérieure. Mais le Parti socialiste allemand n'a rien fait pour exploiter cet état de faiblesse, et approfondir cette crise intérieure du régime en élargissant et en politisant le mouvement de salaires et les grèves par

une campagne politique. Une fois de plus, il s'est tenu aux règles du jeu parlementaire, bien qu'il reconnaisse parfaitement que Adenauer et les siens violent en permanence les règles démocratiques. Prisonniers de sa pensée formellement démocratique, le Parti socialiste allemand se trouva, dans son argumentation et dans ses attaques, bien loin derrière le Dr Mayer, le « démocrate wurtembourgeois », porte-parole du Parti libéral allemand (parti de grands capitalistes). La direction du Parti socialiste allemand a montré une fois encore qu'elle n'est pas intéressée à transformer la force potentielle qui s'est montrée vivante dans les mois d'été et qui est en réalité la base de l'existence du parti (et des positions sociales de sa couche dirigeante) en un facteur effectif contre la réaction d'Adenauer, le meilleur et le plus hardi représentant des intérêts de l'industrie lourde allemande.

La direction du PS allemand se comptait encore dans le rôle d'une opposition parlementaire avec la perspective d'être associée un jour aux responsabilités. Cette attitude est décisive du point de vue de son comportement envers les masses. Par cette pratique, la direction du PS allemand reste bien loin derrière la pointe du mouvement pour une conscience de classe qui existe dans de larges couches.

Ceci a été démontré clairement par le congrès des Jeunesses de la CGT allemande à Dusseldorf dans la question du réarmement. Les délégués de 670.000 jeunes travailleurs organisés adoptèrent à Dusseldorf une position claire contre la contribution militaire de la république fédérale, position qui rejette tout à fait au second plan la décision du congrès du PS de Berlin.

On pouvait espérer que la décision de Dusseldorf ne serait pas sans conséquence sur le congrès de Francfort du D.G.B. (CGT allemande). Mais il y avait longtemps en Allemagne que ne s'était produit dans la vie du mouvement ouvrier un tel décalage entre la signification d'un congrès et le résultat de celui-ci, comme cela s'est vu à Francfort.

Le Congrès se tint dans l'église Saint-Paul à Francfort, siège du premier Parlement allemand pendant la révolution de 1848, qui manifesta l'irrésolution, la lâcheté et la médiocrité petite bourgeoise (voir les caractérisations cinglantes de cette institution faites par Marx dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne »). Ce lieu pesa lourdement sur le Congrès et on peut penser que son esprit en fut imprégné. Cela est également vrai pour les tendances gauches de ce congrès.

Bien que la plupart des délégués et même les directions des divers syndicats d'industrie se rendirent au congrès avec l'idée de régler les comptes à l'incapacité et à la dualité de la direction Freitag-Focher et de nommer une « meilleure direction fédérale », aucune force ne se présenta pour porter une meilleure direction à la tête du mouvement. Mal-

gré des critiques acerbes, les mêmes personnalités capitulaires et incapables furent réélus par la majorité des délégués. L'opposition la plus nombreuse, quoique pas la plus claire, fut faite par la direction centriste des ouvriers de la métallurgie. Dans les dernières années et plus particulièrement au cours des derniers mois, tant dans les grèves, les mouvements de salaires que dans les questions syndicales, cette direction se heurta à la direction du D.G.B. Elle se distingua souvent très favorablement par rapport aux autres syndicats. Tous les éléments oppositionnels qui étaient en faveur d'une « meilleure direction fédérale » avaient placé leurs espoirs dans le syndicat des ouvriers de la métallurgie. Mais celui-ci a totalement failli lors du congrès. Les centristes n'ont pas combattu pour la direction ; malgré toutes les possibilités existantes, ils ont donné leurs voix à une direction dont ils savent qu'elle ignorera toute décision progressive du congrès, de même qu'elle a ignoré les décisions du congrès syndical précédent de Berlin, décisions qu'elle n'avait même pas rappelées dans son rapport d'activité.

Ces centristes n'ont pas une conception de lutte, mais font des spéculations d'appareils. On ne compte pas sur les forces réelles du mouvement, mais on estime que, sur la base de la limite d'âge, la direction élue cette fois-ci ne pourra se représenter dans deux ans et qu'ainsi les postes s'offriront d'eux-mêmes. On espère même silencieusement que l'un ou l'autre de ses membres, pour des raisons de santé, devra quitter son poste avant terme et qu'ainsi sera fournie l'occasion pour un congrès extraordinaire l'an prochain.

Mais ce n'est pas seulement dans la question de l'élection de la direction que ces centristes du syndicat de la métallurgie se sont conduits lamentablement. Ils ont montré la même irrésolution dans la question du réarmement. Mais il y avait à cela une cause profonde. Une grande partie de ces centristes considère que la lutte contre le réarmement n'est pas un problème politique décisif. En raison de leur propre incertitude dans la question de la guerre et du « bolchevisme », ils sont au fond de leur cœur pour un réarmement dans le sens des socialistes européens. La pression des masses les a bien poussés vers la gauche, mais ils cherchent constamment à se dérober à cette pression des masses en déclarant que ce réarmement est une question secondaire pour le mouvement ouvrier.

Impulsés par le congrès des Jeunesses de Dusseldorf, quelques jeunes délégués au congrès de Francfort cherchèrent à présenter une résolution par laquelle le congrès du D.G.B. se solidariserait pleinement avec la décision de Dusseldorf. En très peu de temps cette résolution avait recueilli 181 signatures sur 391 délégués. Il restait aux centristes à freiner cette activité, à reprendre l'initiative et à se présenter avec une résolution moins nette, qui se trouvait plus près de la ré-

solution équivoque du Congrès du PS de Berlin que de la résolution de Dusseldorf. Par rapport à Dusseldorf, la résolution adoptée par le congrès est un recul. La lacune la plus importante de la résolution adoptée à Francfort est son ignorance totale de mesures concrètes de lutte. Elle n'a ainsi qu'un caractère déclamatoire.

Quelques jours après le congrès, le président réélu du D.G.B., Walter Freitag, fit à la radio de Munich une déclaration qui brutalisait tout le congrès en contestant sa justification à prendre de telles résolutions sur la question du réarmement. C'était une gifle aux « gauches » et aux centristes sur les épaules desquels il venait d'être réélu.

C'est dans ces conditions des rapports politiques de classe et d'état des organisations ouvrières, que la classe ouvrière allemande entre dans la phase finale et décisive de la lutte contre le réarmement. Les centristes en accord complet avec les réformistes se lamentent sur « l'absence de volonté de combat » des ouvriers. Mais les événements des derniers

six mois ont précisément montré que la classe ouvrière est prête à des actions concrètes déterminées à condition qu'elle comprenne le sens de l'action, qu'elle ait la certitude du déploiement de toute sa force, et que la direction lui montre clairement la voie de l'action et se place elle-même sans réserve à la tête du mouvement. La classe ouvrière allemande ne possède pas encore la force de contraindre sa direction par des actions spontanées, elle exerce seulement sur elle une pression permanente.

Mais les directions du PS et du D.G.B. ont fourni dans les derniers mois des exemples frappants qu'on ne peut compter sur elles. Ceci vaut aussi dans une mesure donnée pour les mouvements dans lesquels les centristes sont la force motrice.

La force du gouvernement Adenauer ne réside pas dans sa cohésion ni dans les millions de voix qu'il a obtenues le 6 septembre 1953, mais dans la faiblesse du mouvement ouvrier, et celle-ci réside avant tout dans une crise de direction.

La chute de Vargas

LA MARCHÉ DES EVENEMENTS

Au mois d'août 1953, la droite proimpérialiste commençait une féroce campagne contre le gouvernement de Gétúlio Vargas. Paulo Duarte publiait dans tous les journaux, un « manifeste aux forces armées » dans lequel il appelait ouvertement celles-ci à la préparation d'un coup de force militaire qui en finisse avec « la démagogie et la corruption ». La conférence nationale des fazendeiros (1) prêtait l'oreille à l'aile organisée par l'U.D.N. (2) qui lançait un appel à tous les propriétaires de terre afin qu'ils « prennent les armes » pour sauvegarder l'économie rurale menacée par la « démagogie ». Le *New York Times*, à cette époque déjà, dénonçait les intentions du Ministre du Travail varguiste, J. Goulart, de créer une « République syndicaliste », sur le modèle péroniste, et il alertait les « forces démocratiques » brésiliennes contre les intentions prêtées au gouvernement de créer une Centrale Ouvrière Nationale..., en accord étrange avec l'accusation lancée par les maîtres du café et l'U.D.N. prétendant que Gétúlio voulait instaurer une « dictature syndicaliste » (sic).

Simultanément, une féroce campagne de presse contre l'organe de la bourgeoisie nationale, *Ultima Hora* — subventionné par les principaux industriels du pays — se transformait en campagne de dénonciation, non seulement de l'appui illégal que la Banque du Brésil prêtait à ce journal, mais aussi des propres traités du gouvernement, et tentait d'y impliquer le président Vargas.

Ultima Hora, le quotidien brésilien ayant le plus fort tirage, servait la politique du gouvernement en agitant démagogiquement les masses par un nationalisme bourgeois et un ouvriérisme sentimental. Un groupe important d'ex-militants communistes, que la bourgeoisie utilisait et utilisait, était chargé de réaliser cette politique. La dénonciation de *Ultima Hora* et de la Banque du Brésil servait donc les deux buts du secteur proimpérialiste de la bourgeoisie (secteur des propriétaires fonciers et compradors) :

1) mobiliser la petite bourgeoisie dans la lutte contre la « corruption » (les journaux de la Standard Oil et de la Light and Power, les journaux de Chateaubriand — le Hearst brésilien — etc., jouant les vestales),

2) tenter de réaliser un coup de force légal provoquant la chute de Vargas

par l'intermédiaire du Parlement.

Ces perspectives se réalisèrent en partie seulement. La campagne de presse se heurta à la résistance de la bourgeoisie nationale qui passa à la contre-attaque et dénonça, à son tour, l'origine yankee des fonds de la presse jaune. Ces campagnes de presse eurent pour effet de déprécier toute la presse bourgeoise, tous les secteurs de la bourgeoisie : nationale dont les scandales furent mis à jour aux yeux de l'avant-garde ouvrière d'une part, et d'autre part, pro-impérialiste, ce qui eut pour effet de polariser les couches les moins actives de la petite bourgeoisie autour du drapeau impérialiste de « la morale et de l'ordre » et, par conséquent, de pousser la bourgeoisie nationale un peu plus sur le chemin de la démagogie anti-impérialiste, comme unique forme réaliste de défense.

Tel était le sens fondamental du discours de Vargas à Curitiba, dans lequel il menaçait, en termes voilés, de nationaliser l'énergie électrique (Electrobras) ce qui porterait atteinte à la Bond and Share et la Light and Power (qui contrôlaient 90 % de l'énergie électrique brésilienne). Tel était aussi le sens de l'augmentation de 100 % du salaire minimum et de l'extension des droits syndicaux aux travailleurs ruraux (plus de dix millions de salariés).

Mais la chute de Vargas ne put être provoquée au moyen d'un coup de force légal, en raison de la majorité gétuliste au Parlement. L'accusation politique contre Lutero Vargas, fils de Gétúlio, et Euvaldo Lodi, grand industriel, (députés impliqués dans l'affaire de la Banque du Brésil et de *Ultima Hora* que l'opposition voulait livrer à la justice criminelle) fut mise en échec ; la « mise en accusation » contre le Président Vargas ne put être présentée.

Les possibilités d'un coup d'Etat « légal » étaient éliminées. La fraction de la bourgeoisie liée à l'impérialisme était exaspérée par l'augmentation des salaires et par les mesures d'organisation syndicale à la campagne (attaque directe contre la base de son pouvoir politico-économique). Les propriétaires fonciers, d'une part, se lancèrent dans une campagne de « résistance civile » contre le gouvernement (lock-out patronaux, débauchages massifs, campagnes de rumeurs, protestations publiques, appels publics appelant l'intervention des forces armées pour la « défense de l'ordre menacé par démagogie », etc.) et d'autre part concentrèrent leurs efforts pour la préparation directe d'un coup de force

(1) Gros propriétaire foncier.

(2) Union démocratique nationale, parti des propriétaires fonciers.

militaire provoquant la chute du gouvernement de Getulio.

Le « Manifeste des Colonels » le montra clairement : presque tous les officiers supérieurs des régions vitales pour la politique du Brésil — Rio et Sao-Paulo — déclarèrent leur mécontentement devant « l'agitation sociale » provoquée par l'augmentation des salaires et se plaignirent de leur situation « désavantageuse » devant la hausse continue du coût de la vie. Cette déclaration faite en dehors du Ministre de la Guerre varguiste, signifiait presque la rébellion militaire et était un clair avertissement au gouvernement sur l'attitude de l'armée — tout au moins de ses officiers supérieurs — devant la politique sociale du getulisme. En conséquence, Vargas fit une nouvelle concession : son Ministre de la Guerre démissionna et fut remplacé par un candidat de compromis et — revendication principale du secteur pro-impérialiste — il exigea la démission de J. Goulart, Ministre du Travail du 100 % d'augmentation, pour le remplacer par un fonctionnaire policier.

Mais l'agitation ne cessa pas. Des foules « populaires » — petits bourgeois et étudiants — manifestaient continuellement contre Getulio et huaient Luterio Vargas, l'homme du scandale de Última Hora chaque fois qu'il paraissait pour témoigner au procès. La campagne de presse augmentait en intensité, préparant les conditions psychologiques du coup de force dans la petite bourgeoisie qui était mobilisée à travers les étudiants.

Dans cette ambiance générale, la nouvelle d'un attentat contre Carlos de Lacerda (journaliste à la tête de l'agitation anti-getuliste, celui de la lutte à mort contre Última Hora) dans lequel fut tué un officier de l'Armée de l'Air, fournit le prétexte attendu. L'Armée de l'Air descendit dans la rue. La Marine et une partie de l'armée de Terre se solidariserent avec les forces de l'Air, les réunions d'officiers supérieurs se succédèrent et, dans la nuit du 24 août, au cours d'une réunion d'officiers, après avoir proposé sa démission et avoir demandé un congé de 3 mois, Getulio Vargas se suicida.

LES FORCES BOURGEOISES EN JEU

Tel est l'énoncé sommaire du déroulement des événements. Mais il faut une analyse plus profonde pour comprendre la raison de la lutte et de la façon dont elle se déroula, le rôle de l'armée, les hésitations de Getulio Vargas, son suicide final.

Getulio Vargas, propriétaire foncier du Rio Grande do Sul, producteur de viande pour le marché intérieur, vendeur, par force, aux frigos impérialistes (Armour Swift, Wilson) était au gouvernement le représentant du front unique des éleveurs qui produisaient pour le marché intérieur et dépendaient du standard de vie de travailleurs et des prix qu'ils pouvaient arracher à l'impérialisme — et de la bourgeoisie nationale industrielle (Matarazzo, Jafet, etc.) dont la situation était semblable. Ensemble ils avaient intérêt à une politique de centralisation du pays, une hausse des salaires, une augmentation des bénéfices sociaux qui représentaient pour eux une augmentation du marché intérieur et par conséquent de leurs profits. Ensemble ils avaient intérêt à affronter, à la manière bourgeoise et avec les limites de la bourgeoisie, la politique asphyxiante et de monopole de l'impérialisme.

Getulio Vargas, gouverneur du Rio Grande do Sul, état des éleveurs et un des plus prospères et des plus industrialisés du pays, commença le « Brésil Moderne » avec la révolution de 1930 qui mit fin à la politique des « gouverneurs », c'est-à-dire à la politique des propriétaires fonciers et de l'impérialisme. S'appuyant habilement sur les

officiers, jeunes, petits bourgeois, anti-impérialistes, et sur leur rôle politique décisif — dû à la faiblesse des classes exploiteuses — il tenta de centraliser politiquement le Brésil, écrasant le pouvoir local des propriétaires fonciers, nommant des délégués du pouvoir central, dissolvant les forces armées locales (fidèles à ces maîtres de la terre), brûlant leurs drapeaux et leurs symboles sur la place publique, écrasant la rébellion séparatiste de 1932 à Sao Paulo, dernier sursaut d'un passé qui se refusait à mourir et du pouvoir des propriétaires fonciers du café et de l'impérialisme anglais.

Mais la faible industrialisation du pays (comparée à celle de l'Argentine, par exemple), sa décentralisation, son retard (76 % de paysans actuellement), déterminaient l'extrême faiblesse de la bourgeoisie nationale que Getulio représentait. De là l'éternel jeu de bascule politique, ses hésitations constantes, ses compromis avec un secteur ou avec un autre. Pour échapper à la domination anglaise, Getulio s'appuya, en 1932, sur la domination ascendante de l'impérialisme yankee ; ensuite, pour échapper à ce dernier, il mita sur le capital allemand, vers lequel allaient toutes les sympathies de l'armée et de la bourgeoisie nationale ; après la guerre, il n'hésita pas à céder des bases à l'impérialisme yankee et à envoyer des troupes en Italie pour pouvoir maintenir ses privilèges. Contre le danger de putsch stalinien de 1935, il s'appuya sur les intégralistes (fascistes brésiliens). Contre ceux-ci qui voulaient

être quelque chose de plus qu'une réserve de forces de choc et organisèrent pour cela leur propre putsch, il spécula sur la gauche à laquelle il laissa une certaine liberté momentanée, pour qu'elle écrase les forces armées intégralistes en 1937. Contre l'avant-garde ouvrière (le PC et ses sympathisants dans les syndicats), il lança une féroce répression et concéda en même temps toute une législation sociale ouvrière ; il tenta de mobiliser les masses les plus retardataires par l'intermédiaire d'une couche de bureaucrates syndicaux bien payés, contrôlés par les syndicats getulistes.

Ce jeu démagogique avec le prolétariat lui valut, en 1945 après la guerre, quand les rapports de forces devinrent défavorables à la bourgeoisie et quand le Brésil, ainsi que toute l'Amérique latine, assista à une gigantesque poussée ouvrière, un coup de force militaire dirigé par l'ambassadeur yankee Adolphe Berle, qui exprima ainsi, avec l'armée brésilienne l'opposition de Wall Street à la légalité accordée au PC brésilien, à l'amnistie des prisonniers politiques, à l'utilisation par le getulisme de l'appui que le PC brésilien — canalisant les masses — lui prêtait alors.

Battu en 1945, Getulio — après le bref interrègne du gouvernement réactionnaire de Dutra — obtint à nouveau, en 1950, par une écrasante majorité électorale, la Présidence de la République, sur la base de déclarations quelque peu anti-impérialistes et d'une campagne contre la cherté de la vie. Grâce à la politique sectaire du PC brésilien — qui comparait Getulio à Dutra comme serviteur de l'impérialisme ; qui disait que les syndicats étaient « fascistes » et accusait les syndiqués de jaunes ; qui faisait des collectes pour acheter des armes ; qui appelait à la prise du pouvoir « même dans des lieux isolés et même pour quelques heures » afin de secouer les masses, alors que les masses appuyaient Getulio Vargas — la bourgeoisie put canaliser le mouvement des masses.

Mais Vargas, contrairement à Péron, représentait une bourgeoisie très faible et devait affronter un autre prolétariat dans l'avant-garde duquel le PC avait une grande influence, et cela à un tout autre moment international. La première vague de montée ouvrière — 1945 — avait été canalisée par le PC. Bien que la politique erronée de celui-ci le privât de l'appui des grandes masses — ses voix baissèrent des 4/5 et ses effectifs des 2/3 — l'avant-garde ouvrière continuait tout au moins à l'appuyer de ses sympathies et la bourgeoisie devait en tenir compte. De plus, l'ascension de Péron, en 1945, se fit pendant les années de prospérité relative qui se succédèrent jusqu'en 1950 pour ces pays semi-coloniaux — ce dont Getulio ne put profiter. Getulio monta au pouvoir au moment du boom de la guerre de Corée. Mais ce fut de courte durée et, immédiatement, l'économie brésilienne se vit prisonnière de ses contradictions et de la pression impérialiste. Pour cette raison, en plus de sa faiblesse,

la bourgeoisie brésilienne avait, par rapport à sa sœur argentine, le double handicap d'avoir pris le pouvoir trop tard — ce qui l'empêchait d'avoir un champ de manœuvre économique permettant de faire des concessions aux masses — et de l'avoir pris sans pouvoir contrôler l'avant-garde. Tout cela l'empêchait de créer un appareil qui contrôle les travailleurs.

De là le caractère purement verbal et la timidité de sa démagogie travailliste et les concessions croissantes à l'impérialisme et à ses agents qui marquèrent si nettement son gouvernement.

Vargas ne fut même pas capable de réunir un cabinet représentant simplement les intérêts et la politique de la bourgeoisie nationale. Conscient de la faiblesse de cette bourgeoisie, sachant que son gouvernement est le fruit d'un compromis, dont il était le représentant, Getulio Vargas essaya toujours de s'en sortir en faisant des compromis pour gagner du temps, et en présentant la « lutte » comme l'ultime recours. La bourgeoisie nationale et Vargas avaient conscience de leur faiblesse, craignaient davantage les masses que l'impérialisme et essayaient à peine de marchander avec celui-ci pour obtenir de meilleurs prix et de meilleures conditions de vente. Ainsi, Getulio assistait, dans ses cabinets à une lutte perpétuelle entre les hommes de la bourgeoisie nationale et ceux des compradores et de l'impérialisme. Par exemple, il avait, comme ministre de la Guerre Estilac Leal — l'homme de la nationalisation du pétrole — qui faisait une politique « péroniste » anti-impérialiste dans l'armée, et comme ministre des Affaires Etrangères Neves da Fontoura, lié directement aux intérêts yankee, qui accepta le traité militaire avec les Etats-Unis, à l'insu du ministre de la guerre. Ainsi, Vargas, après avoir approuvé la nationalisation du Pétrole (Petrobras) portant atteinte à la Standard Oil, fit nommer le « Brigadeiro » Eduardo Gomes (chef militaire pro-impérialiste et candidat de l'opposition à la Présidence) à la direction de l'application du traité militaire avec les Etats-Unis et accepter l'ultra-réactionnaire loi de la Défense de la Patrie. Tout cela modelait l'appareil gouvernemental en accord avec les nécessités de la bourgeoisie nationale ou de l'impérialisme.

Cette nécessité de conciliation croissait avec la poussée du mouvement ouvrier. A partir du milieu de 1952 — après une brève période d'« expérience » pendant laquelle les masses attendirent la réalisation des promesses que Getulio avait faites comme candidat — une tumultueuse poussée ouvrière se produisit dans tout le Brésil.

Les nouvelles masses veues de la campagne, conséquences de l'industrialisation accélérée produite par la guerre, connaissaient seulement de Vargas la législation ouvrière et non la répression (exercée seulement contre l'avant-garde consciente politiquement). Elles n'avaient subi aucune défaite ; le triomphe getuliste, au contraire, signifiait pour elles

la démonstration de leur force invaincue et elles se lancèrent au combat, avec quelques illusions gétulistes, évidemment, mais surtout avec la ferme intention d'obliger Getulio à satisfaire les revendications ouvrières.

Après quelques grèves à Sao Paulo, employés de banque, chauffeurs de Matarazzo, etc... une grande grève des chemins de fer dans le Rio Grande do Sul émut tout le pays. L'une après l'autre, toutes les grandes villes arrêtaient le travail, les ouvriers en devinrent maîtres et affrontèrent la police, nommèrent des Comités de grèves traitant d'égal à égal avec l'armée et envoyèrent à Vargas des télégrammes lui disant que « s'il ne tenait pas ses promesses de combattre la cherté de la vie (il s'agissait de lutter contre l'augmentation du prix de la viande), les cheminots installeraient un gouvernement de travailleurs ». La victoire de ce mouvement déclencha toute une vague de grèves et effraya toute la bourgeoisie. Vargas offrit un gouvernement « d'union nationale », fit voter rapidement le traité militaire et la loi de Défense de la Patrie, fit pression pour que son parti participe dans tous les cas à des fronts uniques de tous les partis bourgeois, avec des candidats uniques contre le candidat appuyé par les masses. Le secteur pro-impérialiste applaudit à ses « mesures raisonnables » mais rendit Getulio responsable du déchainement des luttes sociales provoquées, selon la droite, par la démagogie varguiste. Puis la droite exigea la répression, prétendant que toute la politique sociale de Vargas augmentait le coût de la production et menait le pays à la ruine avec un super-industrialisme.

La victoire des divers mouvements ouvriers, les uns après les autres (chemins de fer de Minas, textiles de Pernambouc, mineurs de Santa Catarina, ouvriers des ports de tout le pays, transports municipaux de Santos, sucre, textiles de Rio, grève générale de 1953 à Sao Paulo... pour ne citer que les plus importants) et le triomphe aux élections du candidat PS-PC dans la ville de Pernambouc, et de Janio Quadros à Sao Paulo, contre le candidat unique de la bourgeoisie, furent accompagnés de toute une série d'expulsions des syndicats des agents bureaucratiques du gouvernement, grâce à la victoire des oppositions syndicales dirigées d'abord par des conciliateurs, puis par des militants de gauche, finalement par des communistes, et grâce à une organisation syndicale massive au cours des luttes qui fit passer le nombre des ouvriers syndiqués de 4 % à peine en 1946, à 45 % actuellement. Et, ce qui était pire pour les propriétaires fonciers et la bourgeoisie en général, les travailleurs agricoles, qui constituent l'immense majorité des salariés, pour la première fois, commençaient à s'organiser syndicalement.

Le sérieux danger que représentaient le débordement du gétulisme dans le camp ouvrier — en moins de deux ans, Vargas

avait été battu dans tous les syndicats et les grèves succédaient aux grèves — et la possibilité pour le PC brésilien de contrôler, dans un avenir pas très lointain, la puissante montée des masses urbaines et rurales exerçaient une pression énorme tant sur la bourgeoisie nationale que sur le secteur pro-impérialiste. Et cela dans une nouvelle situation internationale.

La fin du boom de Corée augmenta encore les contradictions de l'économie brésilienne. L'impérialisme exerçait une pression sur le prix du café. Le coton, le cacao (deuxième et troisième produits d'exportation) n'avaient pas de débouché et s'accumulaient dans les dépôts. L'Etat avait aidé jusqu'alors le secteur industriel de la bourgeoisie, désavantagé dans une certaine mesure les propriétaires fonciers et essayant de leur faire payer l'industrialisation. Naturellement, les préjudices étaient relatifs et il s'agissait plutôt d'une politique de moindre faveur que d'une politique dirigée contre les propriétaires fonciers — étant donné la faiblesse de la bourgeoisie nationale, sa décentralisation, ses liens multiples avec les propriétaires fonciers eux-mêmes qui imposaient à Getulio Vargas une politique de mesures timides et de conciliation.

Ce qui jusqu'alors était intolérable au secteur pro-impérialiste exigea dans la nouvelle situation, ajoutée à l'énorme montée ouvrière et au déroulement accéléré des grèves, des mesures urgentes. Dès 1953, le secteur impérialiste commença la préparation d'un coup de force militaire.

L'impérialisme dans sa préparation de sa guerre contre-révolutionnaire, ne pouvait pas permettre que des gouvernements de la bourgeoisie nationale, toujours désireux de tirer des avantages du rapport de forces favorable à la révolution, manœuvrent à son insu pour faire pression, exercer un chantage et obtenir un meilleur prix de vente. La nationalisation du pétrole et le projet de nationalisation de l'énergie électrique que Vargas agitaient en menace, furent autant de clous pour le cercueil que l'impérialisme lui préparait.

Vargas en avait conscience. Pour cette raison, au dernier moment et comme ultime recours, il prétendit concilier, en même temps qu'il freinait le mouvement ouvrier et s'appuyait sur lui pour pouvoir résister suffisamment, afin de convaincre Wall Street qu'il pouvait être un bon serviteur, si on lui payait un meilleur salaire.

Dans ce but, il arrêta une nouvelle loi sur les changes et augmenta les subventions à l'exportation du café et autres produits agricoles, claire concession aux propriétaires fonciers — d'une part — tandis que de l'autre, pour éviter que le mouvement ouvrier soit canalisé par le PC, il faisait une brève expérience « péroniste », en nommant son filleul Joao Goulart, président du Parti Travailleur brésilien, ministre du Travail.

L'expérience Goulart, trop tardive,

cherchait à isoler l'avant-garde communiste des masses en évolution, en attachant au Ministère du Travail les dirigeants syndicaux et à amener, par quelques déclarations anti-impérialistes et des concessions aux ouvriers, le mouvement des masses à soutenir la bourgeoisie nationale. A cet effet, Vargas fit accorder une augmentation de 100 % des salaires minima, l'extension des droits syndicaux aux ouvriers agricoles, quelques améliorations sociales. Goulart en arriva même à aider quelques grèves, dans des secteurs non décisifs, et à faire un front unique de fait avec le PC dans quelques congrès ouvriers pour l'amélioration de la législation, parlant même de faire une Centrale ouvrière, etc...

Mais la nouvelle situation mondiale augmenta la pression de l'impérialisme qui ne peut permettre ni le chantage, ni la timide opposition de la bourgeoisie nationale, puisqu'elle a besoin d'agents fidèles pour la préparation de sa guerre et non de saboteurs en puissance. Cette situation se répercuta à l'échelle nationale par une forte montée ouvrière qui menaçait de la même façon tous les secteurs exploitants et effrayait la bourgeoisie nationale. Celle-ci, incapable de canaliser cette poussée ouvrière, poussa une partie de ses éléments dans une action anti-ouvrière avec les compradores (soutenus bien entendu par l'impérialisme) tandis que la fraction la plus petite restait isolée, en pleine confusion, impuissante.

La bourgeoisie nationale ne pouvait pas, comme Péron en Argentine, canaliser la montée ouvrière ; elle n'en avait pas les moyens (sa faiblesse, sa décentralisation, la non organisation de la classe ouvrière, l'influence du PC, etc.) La poussée ouvrière — qui affaiblit encore plus ses positions dans les masses, surtout dans l'avant-garde organisée influencée par le PC (syndicats) et qui porta l'hésitation dans ses rangs à un degré plus aigu — coïncida avec l'augmentation de la pression impérialiste, car ces deux phénomènes répondaient aux mêmes causes objectives, la division mondiale en deux camps, laissant de moins en moins de place aux Getulio.

Soumis à une brutale pression impérialiste, battu dans le camp ouvrier dans ses tentatives de canaliser la montée des masses, l'appui du secteur bourgeois qu'il représentait lui ayant été en partie enlevé, devant la menace concrète du coup de force révélée par le « Manifeste des Colonels », Vargas ne pensa qu'à concilier : il fit démissionner son Ministère du Travail, il accepta la « Portaria 99 » de la SUMOC (nouvelle augmen-

tation énorme de la subvention du café) et il se borna à tenter une division de l'armée, en nommant, dans les régions principales, quelques généraux nationalistes, tels que Estilac Leal pour Sao Paulo.

Devant les vacillations de la bourgeoisie nationale et sa faiblesse en face des masses, l'impérialisme essaya cautelement de placer à la direction un agent absolument sûr, afin de protéger son bas-ventre, l'Amérique latine, par une espèce de cote de maille composée des dictatures de fer d'Odrias, Trujillos, Somozas, Castillo Armas et autres aspirants dictateurs comme Gomes.

Quand le prétexte se présenta (tentative d'assassinat du journaliste pro-impérialiste Carlos de Lacerda) l'impérialisme lança ses hommes pour abattre Vargas. L'ambassadeur yankee, en 1945, lança directement le coup qui le fit tomber; aujourd'hui la diplomatie yankee a appris quelque chose en matière de discrétion. L'ambassade yankee, cette fois-ci, n'apparut pas ouvertement à la direction du coup de force militaire du « Brigadeiro » Eduardo Gomes et de l'UDN. Cependant, les déclarations du *New-York Times* (7/9/54) et de *Business Week* sont bien claires quant au sens du coup de force et à la main qui tira les ficelles : « Les Etats-Unis ne peuvent retenir la spirale inflationniste du Brésil ... ni investir de nouveaux capitaux importants, dans les circonstances actuelles. Le gouvernement brésilien doit d'abord introduire des réformes de base au moyen de lois qui protègent le commerce, les investissements de capitaux étrangers, le change et le niveau des salaires et des prix... Le Brésil devra corriger la politique vraiment désastreuse du défunt Président Vargas dans le domaine du commerce et du travail... La pierre de touche est le pétrole. Il n'est pas exagéré de dire que si le Brésil modifiait sa politique nationaliste dans le développement des ressources pétrolières, son économie pourrait subir des transformations... Cependant, la nationalisation de l'industrie pétrolière du gouvernement de Vargas exclut les investissements de capitaux étrangers ».

La composition même du gouvernement (ministres avocats de la Light, de la Standard, généraux et amiraux formés aux Etats-Unis, Mission mixte, etc.) est une garantie, pour l'impérialisme, d'une politique de capitulation et de répression ouvrière. Elle indique clairement que, s'il n'y a pas actuellement dictature, cela est dû uniquement, non au désir de la bourgeoisie, mais à la réaction des masses après la mort de Getulio.

LE P. C. BRÉSILIEN ET LE GOUVERNEMENT VARGAS

Le PC brésilien n'a jamais compris la nature du gouvernement Getulio Vargas. Pour les stalinien, il ne fut qu'un démagogue « fasciste » et dès le début de son gouvernement, en 1950, ils l'accusèrent d'être un « agent servile de l'impérialisme nord-américain ».

Si Getulio monta au pouvoir en 1950, conduit par un puissant mouvement de masses, cela est dû, avant tout, à la position sectaire du PC qui l'identifiait au gouvernement pro-impérialiste Dura et l'accusait d'être un « agent yankee ». Pendant que le PC appelait — en 1950

— à la prise du pouvoir « même pour quelques heures », collectait des armes pour l'insurrection, faisait sortir ses militants des syndicats prétendus « fascistes » et insultait les gétulistes, Getulio en profitait pour gagner les masses et se faisait élire par une énorme majorité.

Si bien qu'en 1952 — après une scission sur la gauche du dirigeant Crispim provoquée par la nécessité de trouver un pont vers les ouvriers gétulistes, d'entreprendre un travail d'organisation syndicale et de rompre avec le sectarisme, le PC brésilien modifia sa politique par rapport aux gétulistes. Mais il ne modifia pas son analyse du gouvernement Getulio.

A tout moment, il le définît comme un « gouvernement d'agents des propriétaires fonciers et de l'impérialisme nord-américain ». Le nouveau programme, publié en bonne place par l'organe du Kominform, destiné à servir de base idéologique pour un virage tactique « à gauche » (relativement à la période antérieure) insistait sur cette définition et préconisait « la chute immédiate du gouvernement Vargas, traite national » pour le remplacer par un gouvernement... de la bourgeoisie nationale !

Cette ligne de conduite était la moins apte à lier l'avant-garde communiste aux larges masses qui, bien qu'encore gétulistes étaient en train de se « dégétuliser » et à expliquer à l'avant-garde elle-même la démagogie gétuliste et les contradictions de sa politique. Dans l'avant-garde, la perte de confiance dans le gétulisme se manifestait par un appui au PC brésilien. Mais les larges masses ne le suivaient que lorsqu'il existait une communauté d'intérêts entre le PC et les masses (ce fut le cas de la grande grève de Sao Paulo de 53, dirigée par le PC et réalisée un mois à peine après la grande défaite électorale du PC à Sao Paulo où il recueillit à peine 18.000 voix, contre 400.000 à Janio Quadros, candidat des larges masses).

Cette séparation entre l'avant-garde organisée et les masses provenait de la politique d'un PC de composition petite bourgeoise, de tradition aventurière, « caporaliste » (anti-impérialiste putschiste) jusqu'en 1945, sans aucun lien avec les larges masses — il avait à peine 3.000 membres — avec une petite base ouvrière et une forte masse petite bourgeoisie nationaliste « prestiste », ce qui permettait à sa direction de dicter ses ordres au parti pour que celui-ci, à son tour, les transmette à la classe ouvrière.

Ceci était d'autant plus dangereux que les larges masses ne sont pas encore communistes. Le PC a sa place traditionnelle dans le vieux prolétariat, dans l'avant-garde ouvrière. Mais la grande industrialisation a incorporé à la vie urbaine un nouveau prolétariat, retardataire, politiquement vierge, très combattif et qui n'a subi aucune défaite. Les événements internationaux le poussèrent vers le PC en 1945 parce qu'il lia le triomphe sur le nazisme, le triomphe des PC européens, le prestige des PC asiatiques avec ses désirs de lutte et de chan-

gement de régime. La politique opportuniste de 1945-50 et ensuite le sectarisme de 1950 le jeta dans les bras de la bourgeoisie nationale, précisément à cause de son retard politique et du manque de tradition du parti ouvrier. Dans ce manque d'union entre l'avant-garde organisée, influencée par le PC et les larges masses se trouvent la faiblesse et la force de la bourgeoisie nationale.

Ceci explique pourquoi Getulio Vargas qui comptait sur un secteur de l'armée et qui avait encore de l'influence sur les grandes masses ne se défendit pas et préféra le suicide... Il ne se défendit pas parce que le PC qui contrôle l'avant-garde des travailleurs et principalement la majorité des syndicats, orientait toute sa politique « contre le gouvernement de Vargas, agent de l'impérialisme », l'attaquait journellement et en faisait le premier point de son agitation. Il ne se défendit pas parce qu'il ne comptait ni sur les masses, ni sur un appui organisé (comme Péron qui peut compter sur la CGT) parce que l'avant-garde répondait au PC et que, pour se défendre, il aurait dû faire un appel direct aux travailleurs dont la mobilisation, une fois déclenchée, ont été impossible à contrôler et dont la force l'inquiétait plus que l'impérialisme. Son suicide marquait symboliquement l'impuissance de la bourgeoisie nationale à mener à bien une lutte anti-impérialiste, à résoudre le problème démocratico-bourgeois d'expulsion de l'impérialisme (3). La bourgeoisie nationale — Vargas — fut incapable de défendre ses propres intérêts contre l'impérialisme parce qu'elle avait plus peur des masses que de l'impérialisme lui-même.

Cependant, bien que le PC — seul parti organisé à l'échelle nationale, seul parti ouvrier possédant des cadres ayant fait leurs preuves, ayant un prestige et une tradition dans l'avant-garde — étant donné les conditions de perte de prestige de la bourgeoisie nationale et internationale et étant donné la préparation de la guerre impérialiste — aura probablement une montée rapide (plus d'influence et plus d'effectifs) dont les premiers indices se sont vus depuis le milieu de l'année passée, un afflux direct de larges masses vers lui n'est pas sûr. Ceci est dû à la séparation entre l'avant-garde et les masses que la politique du PC perpétue, soit par son sectarisme — isolant l'avant-garde — soit par son opportuniste — entraînant l'avant-garde dans le sillage de la bourgeoisie, ce qui la démoralise et la laisse dans les bras de l'ennemi de classe. Pour cette raison, la bourgeoisie nationale qui démontra

(3) C'est seulement lorsqu'il mit un pied dans la tombe que Vargas osa faire allusion, en termes voilés, à l'impérialisme, « forces économiques internationales ». Même dans ces conditions, faisant « ses ennemis légitimes de sa mort », il n'eut pas le courage politique nécessaire pour nommer l'impérialisme. Jusqu'à la fin il eut cette peur de classe devant la mobilisation des masses.

son impuissance par le suicide de Getulio et qui subit une défaite devant les masses, peut revenir à l'attaque.

Paradoxalement, la mort de Vargas revitalise un peu, provisoirement, le varguisme. Getulio qui avait perdu l'appui de l'avant-garde, conservait cependant du prestige dans les larges masses, surtout dans les secteurs les plus arriérés, les secteurs ruraux, et sa politique désespérée des derniers mois — augmentation de 100 % des salaires minima, syndicalisation rurale, bénéfices sociaux, etc. — devait redorer ce prestige. Sa mort donne une forte impulsion au mouvement de masses, à la lutte anti-impérialiste et le présente comme un martyr de cette lutte. Les événements qui se produisent dans les principales villes quand Getulio mourut, indiquent clairement que les masses virent dans sa mort un assassinat perpétré par l'impérialisme et en Vargas un combattant anti-impérialiste. Bien que le PC qui avait intérêt à se servir de la mort de Vargas pour la lutte anti-impérialiste ait pris part à ces manifestations et découvert soudainement que Vargas n'était pas « l'agent direct de l'impérialisme yankee », ces manifestations sont la preuve que les masses les plus larges n'ont pas la même compréhension que l'avant-garde influencée par le PC. La bourgeoisie nationale peut tirer profit de ces couches ; battue, elle reprendra probablement la lutte par ce moyen. Tant qu'une direction ouvrière n'entraînera pas les masses pour résoudre les problèmes de la démocratie bourgeoise, tant que le PC continuera — suivant la politique du Kremlin — à mettre à la tête de la lutte anti-impérialiste la bourgeoisie nationale et lui laissera la direction, l'absence d'une direction prolétarienne facilitera la tâche de la bourgeoisie nationale et de ses démagogues et conduira les larges masses vers de nouveaux errements temporaires dans sa marche vers la révolution.

La politique du PC désarma les masses et ses militants en mettant la lutte contre Vargas au premier plan, flirtant même avec l'opposition de droite, disant que Getulio était l'agent direct de l'impérialisme yankee. La mort de Getulio, les événements postérieurs, la lutte précédente entre les secteurs bourgeois, trouvèrent le PC pris entre les contradictions provoquées par son suivisme mécanique de la diplomatie du Kremlin, lequel, pour affaiblir le front impérialiste, découvre des bourgeoisies nationales ouvertement anti-impérialistes qui

combattaient pour la révolution démocratique-bourgeoise, tandis qu'il nie que Nasser, Peron, Vargas représentent ces bourgeoisies nationales réelles et concrètes et les qualifie d'agents directs de l'impérialisme et de fascistes, etc...

Aujourd'hui la mort de Vargas éclaircissait la situation, en supprimant certaines contradictions gênantes... La bourgeoisie nationale et ses partis sont en opposition au gouvernement pro-impérialiste et à l'impérialisme. Ils doivent recourir à la démagogie et c'est la seule façon de défendre leurs intérêts (et de freiner le PC lui-même et les masses, en les canalisant). Il y a donc une bourgeoisie nationale pour former ce front tellement désiré ; mais la direction de la classe ouvrière dans ce front — que stipule le programme du PC — dépend d'une série de conditions.

Le gouvernement Café Filho est un gouvernement de transition dont l'homme fort est Gomes, et l'issue logique (dans l'esprit de ses composantes) est la dictature militaire policière avec la bénédiction de Wall Street. Le ministre du travail et l'appareil d'Etat, avec toutes les précautions requises, tâtent déjà le terrain pour réprimer les masses qui sont encore trop fortes pour permettre une action plus directe contre elles. Mais si la répression ne peut être féroce, malgré le désir de l'impérialisme, — car il faut compter sur les travailleurs — les syndicats ne pourront plus compter sur l'appui du Ministère du Travail et même les cadres syndicaux professionnels, les bureaucrates varguistes devront s'appuyer sur les ouvriers et résister pour défendre les syndicats.

Le PC est organisé nationalement, influence l'avant-garde, influence ou contrôle les principaux syndicats. C'est la force dont doivent tenir compte aussi bien les bureaucraties syndicales que les démagogues de la bourgeoisie nationale. C'est le PC qui dans la lutte peut capitaliser l'appui organisé de l'avant-garde urbaine et rurale des travailleurs et, s'il modifie sa politique, profiter de la démagogie bourgeoise pour, en tant que force prolétarienne cohérente, saper les bases de la bourgeoisie et s'assurer la direction future, non seulement de l'avant-garde, mais de l'ensemble des travailleurs brésiliens. La lutte sur des points concrets, avec le parti et les hommes de la bourgeoisie nationale, ne peut — pour un parti ouvrier — signifier le renoncement à ses propres objectifs anti-capitalistes et à sa propre politique.

LES EVENEMENTS DEPUIS LA MORT DE VARGAS

Jusqu'au suicide de Vargas le coup de force se prépara sans que la classe ouvrière réagisse. Seuls les trotskystes le dénoncèrent dès août 1953 dans un manifeste public. La classe ouvrière sentait

que le coup de force se ferait sur sa tête mais, faute de direction, elle était désarmée et sur la défensive. Le PC publiait son nouveau programme préconisant la « chute immédiate de Vargas » et de son

gouvernement pro-impérialiste, au moment où visiblement se préparait le coup de force. Au moment de l'attentat contre le journaliste Lacerda, qui servit de prétexte au coup de force, *Notícias de Hoje*, organe du PC, dans son édition du 10 août, disait : « le lâche attentat contre le journaliste Carlos Lacerda... suscite la juste indignation et la répulsion des plus amples secteurs de l'opinion publique. Cela montre une fois de plus le climat de terreur et de banditisme qui s'instaure dans le pays sous le gouvernement de M. Getúlio Vargas, transformant la capitale même de la République en un « far west » d'où il s'agit d'éliminer la liberté et la vie de quiconque gêne les plans de la clique du pouvoir. » Et il poursuivait : « L'attentat... met à l'ordre du jour, de toute urgence, la nécessité de l'union de toutes les forces démocratiques et patriotiques — depuis les communistes jusqu'aux hommes honnêtes qui militent dans les autres partis — pour imposer le respect des droits constitutionnels et mettre fin aux attentats terroristes à la liberté et à la vie des citoyens. Et cela au moment précis où toute la campagne de la réaction pour « l'honnêteté contre la force » se manifestait comme la préparation du coup de force de l'impérialisme et au moment où l'armée descendait dans la rue pour préparer la chute de Getúlio !

Les masses étant désarmées politiquement et la réaction ayant passé à l'offensive (manifestations « populaires » dans les rues, campagne effrénée de la presse, de la radio, de la télévision, etc...) le suicide de Getúlio fit l'effet d'une véritable bombe qui bouleversa le pays.

En apprenant la mort de Vargas, les masses se lancèrent spontanément, dans toutes les villes, à l'attaque contre l'impérialisme yankee et occupèrent les rues de Belo Horizonte, Porto Alegre, Rio de Janeiro, Sao Paulo, etc... ; amenant un gigantesque tournant de la situation, elles prirent la contre-offensive et balayèrent la réaction. Les pro-impérialistes se cachèrent et s'enfuirent, Carlos Lacerda se réfugia à l'ambassade yankee ; l'armée et la police furent battues et se montrèrent impuissantes à contenir la colère populaire. Les consulats yankee furent incendiés à Porto Alegre et à Belo Horizonte — deux des principales villes du pays — l'ambassade yankee fut lapidée ainsi que les journaux pro-impérialistes, des usines américaines et des sièges des partis pro-impérialistes furent brûlés.

Un exemple probant de la distinction qui doit être faite entre l'avant-garde influencée par le PC et les larges masses, une démonstration de la façon dont celles-ci interprétaient la politique du PC jusqu'à la mort de Vargas, est donné par l'incendie, par les masses, de *Tribuna Gaucha*, journal du PC à Rio Grande do Sul et du siège du Front Démocratique PC-PS. A Rio Grande do Sul, la mobilisation des masses — anti-impérialistes gétulistes — ne fut pas, contrairement à ce qui se passa dans toutes les principales villes, contrôlée par l'avant-garde

influencée par le PC. Là les masses exprimèrent leur gétulisme et leur rejet de la politique, objectivement favorable au coup de force, du PC qui affronta ces événements complètement désorienté.

Cependant, dans toutes les autres villes, à Rio et Sao Paulo, la situation fut différente. Dans les larges masses, le suicide de Getúlio redorait le prestige du gétulisme comme politique anti-impérialiste. Dans l'avant-garde influencée par le PC, la participation aux manifestations n'avait pas un caractère gétuliste — mais un caractère anti-impérialiste. L'avant-garde, la seule ayant une politique claire contre l'impérialisme et la seule à être organisée, canalisa le sentiment anti-impérialiste des masses et les sortit, dans principales villes, de l'ornière gétuliste dans laquelle la bourgeoisie nationale voulait les enfermer. Le PC, dans tous ces événements, agit en général correctement, centrant la lutte contre la réaction et l'impérialisme. Bien que sa précédente politique erronée transparaissait encore même ces jours-là, et qu'une nouvelle erreur de type opportuniste se montrait déjà, son action avec les masses au cours de ces événements lui permit de gagner de l'influence et du prestige.

Cette mobilisation — incendie des journaux et des sièges des partis impérialistes, de la New-York City Bank, des consulats yankee, de la Standard Oil, etc... — la descente des masses dans la rue, freinèrent la réaction dans sa tentative évidente d'instaurer une dictature militaire. Les rues, ces jours-là appartenaient aux masses. Le rapport des forces se révéla favorable aux masses qui firent une grande expérience pendant cette mobilisation.

La bourgeoisie liée à l'impérialisme mise fondamentalement sur la désorganisation des masses et sur la séparation qui existe entre l'avant-garde et la plus grande partie des masses. Elle essaie même de maintenir cette séparation en limitant sa répression aux communistes et en agitant démagogiquement (même les pro-impérialistes les plus marqués) le cadavre de Getúlio comme un drapeau. En même temps elle essaie de préparer les conditions d'un coup de force qui lui permette d'instaurer une dictature militaire pro-impérialiste. La grève générale de Sao-Paulo, cœur industriel du pays, peu de jours après le suicide de Vargas (2 septembre) eut une importance énorme. Cette grève victorieuse, malgré toute une ambiance de répression bourgeoise, a revêtu le caractère d'un défi de la classe ouvrière à l'impérialisme et une réponse au coup de force ; elle eut comme résultat immédiat la tenue des élections et le maintien de la politique de nationalisation du pétrole, deux conquêtes que le nouveau gouvernement avait déjà déclaré vouloir supprimer.

Depuis 1917, il n'y avait eu au Brésil aucun mouvement de cette envergure. La classe ouvrière y démontra qu'elle avait pleinement conscience de la nécessité de défendre les conquêtes démocratiques menacées par l'impérialisme et ses

agents et qu'elle avait conscience que la lutte était le seul moyen pour cela.

Les élections du 3 octobre, qui étaient une conquête des masses, apparaissaient comme un nouveau test pour analyser le rapport des forces. Le gouvernement pro-impérialiste les prépara en empêchant la présentation des candidats communistes ou progressistes, en violation ouverte de la constitution. Il s'agissait, pour le gouvernement, d'imposer illégalement une majorité pro-impérialiste aux Chambres et aux gouvernements d'Etat, afin de faire son coup de force dans de meilleures conditions. Tel était le sens des déclarations de l'Estado de Sao Paulo, organe de l'UDN qui disait, le jour même des élections, que « si à ces élections, le candidat de « la défense » était battu, une dictature militaire devrait « réaliser l'œuvre de la moralisation que le gouvernement de Café Filho avait été incapable de faire ». Pour les masses, il s'agissait de profiter des élections pour s'organiser, conquérir quelques points d'appui dans les Parlements, lier l'avant-garde au reste de la classe. Les trotskystes l'entendirent bien ainsi lorsqu'ils centrèrent toute leur campagne sur la lutte pour la victoire des candidats ouvriers au Parlement et lorsqu'ils critiquèrent la politique opportuniste du PC. Mais le PC sortit de Charybde pour tomber en Scylla. Il passa de l'antigétulisme au gétulisme, appuya totalement le candidat du PTB (parti de Vargas) pendant que ses militants distribuaient dans les rues des portraits de l'ex-président et sa lettre posthume comme moyen d'agitation. En même temps, il retirait ses candidats sur le plan national (à Rio Grande do Sul, le candidat PC-PS ; à Pernambuco, le candidat du PS) pour appuyer ceux de la bourgeoisie nationale sans se différencier d'eux. Il appuyait même de grands industriels réactionnaires et des politiciens pro-impérialistes, comme Pasqualini, Cleofas, simplement parce qu'ils se présentaient comme candidats gétulistes, bien que ces personnages, au gouvernement, se mettront rapidement d'accord avec Café Filho dans sa politique de réaction. De cette façon, loin d'unir l'avant-garde aux masses en répondant à ce que l'un et l'autre désiraient (une politique anti-capitaliste et anti-impérialiste), il troubla l'avant-garde et la démoralisa — dans les quartiers ouvriers de Sao Paulo et dans les villes ouvrières de quelques états, le PC eut moins de voix que dans d'autres secteurs ; dans de nombreuses urnes on trouva des votes nuls disant « Vive Prestes » — il laissa également les masses dans la confusion (plus de 33 % d'abstentions), entre les mains des démagogues petits bourgeois et dans une position hostile au PC.

Auparavant, sous le gouvernement gétuliste, les contradictions étaient plus grandes pour la politique du PC, mais son anti-gétulisme, dans la pratique, l'amenait à prendre — en l'absence d'une bourgeoisie nationale qui lui tend la

main — une attitude « plus à gauche », plus anticapitaliste.

La mort de Getulio éclaire la situation et ouvre la possibilité d'un opportunisme transitoire et dangereux, d'une subordination à la politique de la bourgeoisie nationale. Très dangereux parce que, en désarmant l'avant-garde et la classe ouvrière, il facilite la préparation du coup de force impérialiste et facilite la tâche de la réaction dont Wall Street annonce la dictature pour les mois prochains. Transitoire parce que l'évolution de la situation mondiale et la nécessité de se défendre contre les coups de force de l'impérialisme et de ses agents l'obligent à prendre une attitude plus indépendante. Simultanément il pratique cet opportunisme par rapport à la bourgeoisie et, désespéré par la possibilité d'un coup de force, il se lance dans une politique d'aventure syndicale. A la mort de Getulio, il voulut imposer aux syndicats une grève qui continuerait ensuite « jusqu'à la victoire », sans comprendre que les larges masses ne suivaient pas. Il voulut prolonger artificiellement les manifestations de rues, alors qu'il ne restait que ses militants dans la rue. Il appelle à la lutte contre la réaction à n'importe quel moment, corporation après corporation, isolément, ce qui favorise le jeu de la réaction.

Le gouvernement actuel est un gouvernement de transition. Il prépare une dictature et, à cette fin réprime le mouvement ouvrier (pour écraser la grève des Transports de Rio il arrêta plus de 1.300 ouvriers), intervient dans les syndicats (chemin de fer Leopoldina), viole la constitution, tente de séparer l'avant-garde communiste des masses. La préparation du coup de force est évidente.

Loin d'avoir une politique clairement anticapitaliste, le PC appuya, en tant que « gétulistes », les hommes de la bourgeoisie nationale, sans se séparer d'eux ; il ne différencia pas son programme et appela à une « union avec tous les dirigeants responsables du PTN ». Cette subordination à la politique de la bourgeoisie nationale — imposée au PC par le poids qu'a, sur un parti composé de cadres petits bourgeois, une direction isolée de la classe ouvrière — menace de freiner le rythme de croissance du PC, de démoraliser ses militants et de les isoler des masses en ne leur offrant aucune perspective. Les trotskystes critiquent cette politique qui fait le jeu de la réaction et n'arme pas les travailleurs qui se dirigent, pour lutter, vers le PC, comme unique parti ouvrier. Ils montrent comment une telle politique donne une nouvelle chance aux démagogues et maintient la division entre l'avant-garde et la classe ouvrière, division sur laquelle mise l'impérialisme pour préparer sa dictature.

Après la mort de Getulio, symbole de l'impuissance politique de la bourgeoisie nationale dans sa lutte contre l'impérialisme, symbole de sa peur des masses plus grande encore que ses heurts avec l'impérialisme, prétendre faire un Front

avec le fantôme de cette bourgeoisie, subordonner à ce spectre la force réelle de la classe ouvrière, amènera au sein du PC toute une série de conflits qui s'annoncèrent déjà par la réaction des masses communistes pendant la période électorale. Les trotskystes qui, depuis 1950, analysèrent correctement Gétulio et le gétulisme, ne s'illusionnèrent pas sur la bourgeoisie nationale et ne la qualifiè-

rent pas de « fasciste » auront acquis un terrain fort propice dans l'avant-garde organisée du PC, pour lui faire comprendre la théorie de la Révolution Permanente, base scientifique de son programme, confirmée à nouveau de façon splendide par les derniers événements brésiliens.

4 octobre 1954.

L'amère leçon du Guatemala

Le 29 juin dernier, les colonels Carlos Castillo Armas, chef d'une bande de mercenaires payée par l'United Fruit et appuyée par Washington et Elfego Monzon, commandant de l'armée de Guatemala, entamèrent des négociations pour établir une dictature militaire et policière dans le pays dont la tâche serait de détruire les organisations ouvrières et paysannes et de liquider les droits conquis depuis 1944 par les travailleurs guatémaltèques.

Le soir suivant, parlant à la radio et à la télévision, le secrétaire d'Etat John Foster Dulles célébra cet événement l'appelant une « glorieuse victoire » des Etats-Unis dans leur lutte contre le communisme. Ni plus ni moins. Depuis le triomphe de la révolution chinoise, la résistance invincible du peuple coréen, l'écroulement du front français en Indochine, après tant de défaites, l'impérialisme nord-américain pouvait enfin chanter victoire : il venait d'écraser une petite nation de 3 millions d'hommes !

CALENDRIER DES FAITS

Deux jours auparavant Jacobo Arbenz gouvernait le Guatemala en s'appuyant sur la Confédération Générale des Travailleurs, la Confédération Paysanne Nationale et le Parti Guatémaltèque du Travail (stalinien). Les prolétaires et les paysans soutenaient unanimement le régime. Malgré cela il fut renversé en moins de deux semaines sans offrir de résistance.

Que s'était-il passé ? Comment s'est produit sa chute ? Rappelons brièvement les faits (1).

18 juin. « La bataille du Guatemala a commencé », déclare le chancelier Guillermo Toriello aux journalistes réunis à une conférence de presse, où il dénonce le bombardement de la capitale et d'autres points du pays par « des avions non identifiés de fabrication nord-américaine », l'invasion à partir du Honduras du territoire guatémaltèque par des détachements armés sous le commandement du colonel Castillo Armas.

19 juin. Le ministre de l'Intérieur admet que les envahisseurs ont pénétré sur une profondeur de 15 km. Un avion C-47 lance des tracts sur la capitale ; un autre, un Thunderbolt, mitraille l'aérodrome. L'artillerie chasse les deux appareils. Le gouvernement demande l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations Unies. La nuit, le président Arbenz parle à la radio et dénonce les bombardements contre la population civile.

20 juin. Les forces d'invasion s'enpa-

rent d'Asquipulas, Morales et Bananera, trois agglomérations situées à 16 km. de la frontière. Jusqu'alors il n'y a pas eu de choc armé. Le gouvernement impose la loi martiale dans toute la République.

21 juin. Selon un communiqué officiel, l'armée chasse les envahisseurs du centre ferroviaire de Gualan, à l'est de Zacapa. Selon le même communiqué, des combats ont eu lieu à Puerto-Barrios. Le gouvernement reconnaît l'occupation de Tiquisate, agglomération au nord de Zacapa, par les troupes de Castillo Armas. Les Affaires étrangères demandent au gouvernement de Mexico d'interner deux pilotes nord-américains dont l'avion, après avoir été atteint par le tir anti-aérien guatémaltèque a atterri dans l'agglomération mexicaine de Puerto Madero.

22 juin. Le gouvernement fait savoir la déroute des envahisseurs à Puerto Barrios et Chiquimula. « L'armée de libération », commandée par Castillo Armas, établit son quartier général à Camotan, à 30 km. à l'intérieur du Guatemala, le transportant de la ville du Honduras de Santa Rosa de Copan.

23 juin. « L'ennemi a été battu partout où il se trouvait », affirme le gouvernement. De son côté, « l'armée de libération » annonce la capture de 17 agglomérations dans les provinces de Chiquimula, Isapal et Zacapa.

24 juin. Les communications avec Puerto Barrios sont maintenues, selon les informations gouvernementales. Castillo Armas reconnaît que les pluies retardent l'avance de ses troupes.

25 juin. Les incursions aériennes des jours précédents se poursuivent. Les avions bombardent un fort et mitrillent

(1) Information prise dans la presse mexicaine.

le palais national. Les envahisseurs, déclarent le gouvernement, ont fusillé 12 dirigeants d'un syndicat ouvrier de l'United Fruit à Bananera. Le gouvernement, tout comme le quartier général de l'armée de libération se targuent de victoires.

26 juin. Castillo Armas forme son cabinet et émet un décret mettant hors la loi le Parti guatémaltèque du Travail. « Radio Libération » demande à l'armée de renverser Arbenz et d'établir un gouvernement militaire ; s'il en est ainsi, ajoute-t-elle, il sera possible de cesser les hostilités et de commencer des pourparlers pour constituer un nouveau régime.

27 juin. Dix jours après le début de l'invasion, Jacobo Arbenz renonce à la présidence de la République et confie le pouvoir au colonel Carlos Enrique Diaz, chef d'état-major de l'armée. Le nouveau président déclare : « La lutte contre les mercenaires envahisseurs ne diminuera pas, les conquêtes obtenues par le Guatemala dans les dix dernières années ne seront pas perdues. »

28 juin. La Junte militaire, présidée par le colonel Diaz, met hors la loi le Parti guatémaltèque du Travail.

29 juin. Une nouvelle junte militaire, présidée par le colonel Elfezo Monzon, remplace la précédente. La nouvelle junte engage des pourparlers de paix avec Castillo Armas. Arbenz, Dias, Toriello et nombre de dirigeants du parti stalinien se réfugient à l'Ambassade du Mexique. L'ambassadeur des Etats-Unis, John Peurifoy, déclare aux journalistes : « Les derniers événements constituent notre première victoire sur le communisme dans le Nouveau Monde. »

30 juin. Les pourparlers de paix entre Monzon et Castillo Armas ont lieu à San Salvador. Jack Rutledge, correspondant de l'Associated Press, révèle que John Peurifoy « fut l'axe des négociations pour le changement de gouvernement au Guatemala ».

1er et 2 juillet. Le pacte de paix est signé et une nouvelle junte militaire est constituée, toujours présidée par Monzon, mais dans laquelle entrent Castillo Armas et un de ses partisans.

8 juillet. La junte militaire élit comme président le colonel Carlos Castillo Armas.

CAPITULATION DU GOUVERNEMENT ET NULLITE DU PARTI STALINIE

En juin 1950, sous la pression de la délégation des Etats-Unis, le Conseil de Sécurité des Nations Unies approuva en moins de 24 heures « l'opération de police » — mise en marche à son insu par un simple « ordre exécutif » du président Truman — contre le peuple coréen. En juin 1954, sous la même pression, le même Conseil repoussa plusieurs jours après sa présentation la demande guatémaltèque d'intervention « afin d'éviter que se poursuive l'agression ».

S'il n'y en avait d'autres, ce serait une preuve suffisante que le renversement du gouvernement de Arbenz fut organisé et financé par Wall Street.

C'est ce que comprirent les ouvriers et les étudiants qui défilèrent par milliers dans les rues de Mexico, luttèrent contre la police en face de l'Université de Tegucigalpa, organisèrent des meetings à Panama, des brigades à Quito, occupèrent la cour de la Faculté de Droit à Lima, brûlèrent le drapeau yankee à Santiago, manifestèrent sur les places de La Paz, pour ne citer que quelques-unes des capitales d'Amérique, protestant contre l'intervention impérialiste.

Mais, précisément, les preuves abondent.

Les attaques de Foster Dulles contre le Guatemala à la conférence de Caracas sont des plus connues. Que furent-elles, sinon la préparation propagandiste de l'attaque des mercenaires ? Veut-on une meilleure preuve de la préméditation ?

Une semaine avant le passage de la frontière par Castillo Armas, le même Foster Dulles fit un appel aux nations américaines pour qu'elles « aident le peuple du Guatemala à se libérer lui-

même de la pénétration communiste. Si l'on ne fait pas cela, on verra sur notre continent les mêmes forces qui ont porté la guerre, l'esclavage et la misère à tant de millions d'êtres d'Europe et d'Asie » (2).

Le Honduras fut la base d'opérations de Castillo Armas. Il est évident que le gouvernement de ce pays n'aurait pas couru le risque d'un conflit avec le Guatemala s'il n'avait pas reçu des instructions et des garanties précises de Washington. La veille de l'invasion, « des recrues de ce qui semble être un mouvement de résistance contre le gouvernement de gauche du Guatemala, se promenaient en uniforme, ouvertement dans la journée, dans les rues de Tegucigalpa, malgré la demande faite par l'attaché diplomatique guatémaltèque pour que le gouvernement s'y oppose. Les correspondants étrangers de la capitale du Honduras eurent l'attention attirée par le grand nombre d'hommes en costume kaki qui se trouvaient dans la ville et se concentraient à l'aéroport. Les hommes en uniforme, qui n'arboraient aucun emblème, montèrent dans plusieurs avions sans tenter de se cacher. Des rapports reçus de San Pedro Sula, centre bananier à 166 kilomètres au nord-est de Tegucigalpa, et à seulement 37 km. de la frontière guatémaltèque, disent que les forces de résistance se déplaçaient là librement » (3).

(2) Discours devant l'Assemblée du Rotary International, Seattle, 10 juin.

(3) *Excelsior*, 18 juin 1954, Mexico.

La même presse pro-impérialiste n'a pas caché la genèse et les forces motrices de « l'opération guatémaltèque ». Examinons une analyse des faits écrite avec assez de franchise : « Il est plus efficace d'expulser les communistes au travers d'un mouvement national qu'au travers de la vieille pratique de l'intervention militaire. Heureusement il existe, en plus de la bonne volonté du Honduras, un mouvement révolutionnaire qui a pu se former sur son sol et partir de sa frontière... L'opération a été bien préparée, si l'on considère que nous n'avons pas eu de pratique dans ces activités pendant près d'un demi-siècle. Le terrain fut bien cultivé à Caracas. L'Agence Centrale du Service d'Intelligence aida beaucoup à découvrir l'embarquement d'armes envoyées au gouvernement du Guatemala par un pays de derrière le rideau de fer... Ici on espère que l'armée guatémaltèque s'unira aux rebelles et qu'ainsi on évitera l'effusion de sang. L'expédition a été entreprise avec l'idée d'accélérer ce résultat. Si cette façon d'agir ne semble pas adéquate, il faut tenir compte du fait que le communisme ne peut être expulsé avec des phrases courtoises et avec de la propagande. Dans un cas de cette nature, les Etats-Unis ne peuvent se payer le luxe d'employer des moyens incommodes » (4).

La participation personnelle et directe de l'ambassadeur des Etats-Unis John Peurifoy dans les intrigues avec les chefs de l'armée qui obligèrent le président Arbenz à démissionner, est une chose admise et proclamée par tous les journaux des Etats-Unis.

Finalement, Eisenhower et Foster Dulles, proclamant comme un triomphe propre celui de Castillo Armas, ont mis sur ce dernier et son gouvernement la marque bien claire « Made in USA ».

Castillo Armas eut de l'argent, des avions, etc... Il eut en permanence ses arrières assurés en Honduras. Cela est certain. Mais il est également certain que le gouvernement de Arbenz ne fut pas défait militairement par les troupes de Castillo Armas et qu'il ne pouvait l'être. En effet, la bande de mercenaires ne se composa jamais de plus de 1.000 hommes, cependant que l'armée guatémaltèque en avait presque six mille. Par ailleurs, les envahisseurs étaient environnés par la population paysanne qui leur était hostile, tandis que l'armée pouvait compter sur l'appui populaire. On aurait pu armer plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans, milice sans rivale en Amérique centrale. Les bombardements n'entamèrent pas la machine de l'Etat et ne minèrent pas le moral de la population civile.

Les raisons de la défaite du peuple guatémaltèque furent autres. Appelons-les de nouveau par leur nom : capitulation du gouvernement et nullité du parti stalinien.

A peine l'invasion eut-elle commencé que le gouvernement tenta d'empêcher toute mobilisation populaire en sa faveur et d'arriver à un arrangement avec l'impérialisme sur le dos des masses.

Par exemple, la démonstration organisée par les organisations syndicales, ouvrières et paysannes pour manifester leur appui au gouvernement fut suspendue sur la demande de celui-ci dès que furent reçues les premières nouvelles de l'invasion. Le Parti guatémaltèque du Travail se contenta d'obéir au gouvernement, c'est-à-dire qu'il renonça à mobiliser de façon indépendante le prolétariat et la paysannerie.

Pendant ce temps, le gouvernement tentait de négocier avec Washington. Les conversations commencèrent le dimanche précédent, quand le ministre des Affaires étrangères Guillermo Toriello appela par téléphone Peurifoy et sollicita une entrevue. Affirmant que les opérations pourraient être arrêtées si on formait une junte de gouvernement, Toriello lui déclara qu'il était disposé à se retirer du pouvoir. Pourtant, le chancelier exprima l'espoir que le président Jacobo Arbenz pourrait rester au pouvoir... L'ambassadeur répondit « qu'il ne pouvait engager les Etats-Unis, mais que personnellement il croyait que la seule solution était de liquider complètement le gouvernement Arbenz » (5).

Ces négociations traîtres ne furent pas dénoncées par le Parti guatémaltèque du travail. Cela semblera incroyable, mais il est certain que le parti stalinien ne prit aucune initiative, ne répandit pas un seul mot d'ordre propre, réduisit son activité à appuyer inconditionnellement et aveuglément le gouvernement. Son journal **Tribune Populaire** est la meilleure preuve de ce que nous disons. La direction politique du prolétariat guatémaltèque se mit de côté, laissant le champ libre aux politiciens bourgeois et aux militaires.

Ce n'est que récemment après la catastrophe, que les staliniens ont commencé à parler : « Devant la pression de l'impérialisme yankee, la plus forte de toutes celles que ce dernier a exercé contre aucun pays latino-américain jusqu'à maintenant, les forces réactionnaires et les sectateurs hésitants de la bourgeoisie qui participaient au gouvernement Arbenz et parmi lesquelles on trouvait des figures connues du cabinet, commencèrent une politique de trahison nationale, visant à parvenir à un accord avec la réaction indigène et le gouvernement des Etats-Unis... La conjuration anti-patriotique parvint à créer la division dans le mouvement ouvrier, à empêcher la mobilisation des masses populaires en armes pour défendre la légalité constitutionnelle et le droit à la libre détermination en face de l'intervention impérialiste servie par les mercenaires de Castillo Armas » (6). Mais les staliniens oublient de nous dire où étaient leurs dirigeants qui ne purent empêcher la « trahison » de la bourgeoisie.

(5) *Excelsior*, 30 juin 1954, Mexico.

« Le gouvernement d'Arbenz, avonous écrit avant son renversement, est un gouvernement bourgeois bonapartiste qui, défendant toujours les intérêts généraux de la bourgeoisie, se maintient en équilibre entre elle et les masses, et entre ces dernières et l'impérialisme, acquérant ainsi une indépendance relative... Nous ne devons pas nourrir d'illusions quant à la capacité anti-impérialiste de la bourgeoisie guatémaltèque et, en conséquence, celle de son gouvernement » (7). La marche des événements a complètement confirmé cela. Arbenz fut non seulement incapable de se mettre à la tête du peuple pour lutter contre les mercenaires de l'impérialisme, mais il devint complice des chefs militaires trahisseurs. Son dernier discours à la radio fut destiné à tromper les travailleurs, leur donnant l'assurance qu'il démissionnait par sa propre volonté, sous aucune pression, et pour permettre la continuation de la résistance.

Le parti stalinien resta muet devant la démission d'Arbenz. Un jour après, il se laissa mettre dans l'illégalité sans se défendre. Les leaders n'allèrent pas dans les usines et les fermes pour soulever les ouvriers et les paysans, mais dans les ambassades, dans le plus honteux « sauve qui peut ! ». Les masses trompées restèrent abandonnées à leur sort.

La conduite d'Arbenz et de toute

l'équipe gouvernementale bourgeoise est naturelle. Ils préférèrent capituler devant leurs rivaux, les mercenaires de Wall Street, plutôt que d'armer leurs ennemis, les ouvriers.

L'inertie du Parti guatémaltèque du Travail ne fut pas une « erreur », elle ne fut pas due à la « couardise » ni à la « trahison » de ses dirigeants. Elle fut la conséquence logique de toute sa politique antérieure. Pendant des années, ce parti appuya politiquement les gouvernements bourgeois d'Arevalo et Arbenz ; c'est-à-dire il réduisit la classe ouvrière au rôle de simple appendice de la bourgeoisie et de son gouvernement. En échange, on lui permettait de faire de la propagande — et rien d'autre, malgré les accusations fantastiques du State Department — en faveur de la bureaucratie soviétique. C'est pourquoi, quand le gouvernement capitula, le parti stalinien ne put rien faire d'autre que se taire. Sa faillite politique détermina sa faillite organisationnelle et la démoralisation de ses dirigeants. La désertion des postes de combat ne fut qu'un résultat de la désorientation politique.

Les membres du Parti guatémaltèque du travail, ceux qui sont des révolutionnaires sincères, doivent réfléchir à cette terrible expérience et tirer les conclusions nécessaires. Dans cet article nous voulons les aider à commencer cette tâche.

ARMEE BOURGEOISE OU MILICE OUVRIERE ET PAYSANNE ?

Si les politiciens bourgeois « progressistes », « démocratiques » et « anti-impérialistes » — les Toriello, Arbenz, etc... — furent incapables d'organiser la lutte contre les mercenaires de l'impérialisme, ce furent les chefs de l'armée qui établirent la dictature militaire policière et donnèrent le pouvoir à Castillo Armas. Cette dernière action, par instructions et avec la participation directe de l'ambassadeur des Etats-Unis. « Dans des conversations postérieures avec les chefs de l'armée, Peurifoy apprit, par le chef d'état-major, le colonel Carlos Enrique Diaz, que le moral de l'armée était affaibli... Diaz déclara qu'il était en état de former une Junte, et il demanda à Peurifoy s'il pouvait garantir que Castillo Armas reconnaîtrait ce gouvernement. L'ambassadeur promit de sonder le chef rebelle et Diaz promit, en cas de réussite, de mettre le Parti communiste hors la loi. Pourtant, Peurifoy insista pour des mesures encore plus fortes... Arbenz se démit le dimanche et la Junte prit le pouvoir. Ses membres rendirent visite à Peurifoy à 4 heures du matin le dimanche, pour lui demander de les mettre en communication avec Castillo Armas, afin de négocier la cessation du feu. Peurifoy dit que les Etats-Unis n'avaient pas de contact avec les rebelles, mais que, devant leur demande, il ferait ce qu'il pourrait.

« Cette nuit même, Peurifoy réussit à établir le contact avec Diaz et avec le colonel José Angel Sanchez, second membre de la Junte formée par trois militaires, pour rendre compte de ses efforts. Le troisième membre du gouvernement, le colonel Elfigo Monzon, fut touché à 4 heures du matin le mardi. Il accepta d'aller à la maison de Diaz où les autres étaient réunis avec Peurifoy.

« Diaz, au moment culminant et dramatique des négociations annonça que lui et Sanchez se démettaient pour la paix du pays. Monzon et deux autres chefs militaires arrivèrent à la réunion... Monzon annonça la formation d'une nouvelle Junte, la seconde en deux jours, qui allait être présidée par lui. Il demanda une réunion immédiate au Salvador avec Castillo Armas et demanda la présence de Peurifoy aux conversations » (8).

Une fois de plus, l'armée remplit son rôle comme élément fondamental de l'Etat bourgeois : défendre les intérêts essentiels et généraux de la bourgeoisie contre les ouvriers et les paysans. C'est pour cela, précisément, qu'elle est organisée et payée. La « défense de la patrie » est la dernière de ses préoccupations ; quand cette dernière entre en conflit avec la défense de la bourgeoisie, l'armée n'hésite pas à trahir la patrie en faveur de la classe dont elle sert les intérêts. Le Guatemala est un exemple concluant.

(6) *Tribuna Dominicana*, N° 5 août 1954.

(7) *Quatrième Internationale* (mars-mai 54).

(8) *Excelsior*, 30 juin 1954, Mexico.

Peu de mois avant la chute d'Arbenz, nous écrivions : « L'unique garantie effective contre les insurrections réactionnaires c'est la démocratisation de l'armée et l'armement du peuple. Il est nécessaire de constituer des comités de travailleurs et de soldats pour épurer le corps des officiers anti-démocratiques et procéder à l'élection des officiers par la troupe. Il faut armer les ouvriers et les travailleurs des champs et les organiser en milices sous la direction exclusive des syndicats. » (9). La conduite des chefs militaires guatémaltèques a vérifié tout cela.

Espérer que les colonels agiraient d'une autre manière, ou qu'Arbenz mènerait à bien le programme que nous venons d'énoncer était une illusion. La responsabilité en retombe intégralement sur la direction stalinienne. Pourquoi l'armée resta-t-elle inchangée ? Pourquoi ne fit-on aucun effort pour la démocratiser ? Pourquoi n'arma-t-on pas le peuple ?

Jamais le Parti guatémaltèque du travail ne mit en avant un seul mot d'ordre destiné à briser le pouvoir des officiers réactionnaires. Pire encore, il qualifia toujours toute tentative d'armer les travailleurs de « manœuvres de la réaction intérieure qui prétendait opposer le front ouvrier-paysan aux forces armées. Elle dit ni plus ni moins, que les brigades « ouvriers rouges » allaient assaillir les casernes et créer une « armée populaire »... Heureusement, les chefs et les officiers de mentalité progressiste de l'armée n'écouteront pas la réaction et toutes les manœuvres échouèrent de ce côté » (10). Aujourd'hui, ces phrases apparaissent dans tout leur vide.

Ce n'est que maintenant, après le désastre, que les dirigeants staliniens commencent à reconnaître le rôle réactionnaire joué par les officiers de l'armée. Un témoin des événements, stalinien, écrit : « Tous se posaient les mêmes questions. Qu'est-ce qui est arrivé ? Pourquoi Arbenz a-t-il démissionné ? La situation militaire était bonne, la riposte du peuple pour la défense de sa patrie et de son gouvernement était plus vigoureuse que jamais... Les brigades de volontaires civils étaient prêtes à se réunir le dernier lundi de juin au champ de Mars, de la capitale, dans le but de s'instruire dans le maniement des armes pour suivre Arbenz dans la lutte contre les envahisseurs... On n'a pas donné de réponse officielle à cette question « qu'est-il arrivé ? » Mais les événements des jours suivants et l'action des chefs de l'armée guatémaltèque laissent peu de doute. Il suffit de regarder la couleur de la peau des officiers et des soldats dans une parade militaire ou dans une caserne. Les figures des soldats du rang sont les mêmes têtes brunes que celles du peuple de Guatemala, des travailleurs et des

paysans bruns qui vivent dans les villes et les campagnes. Les officiers, au contraire, sans exception, sont blancs aux yeux bleus, tous fils de propriétaires européens de plantations, fils de grandes entreprises, hommes qui avaient peu de raisons d'appuyer la révolution, la lutte des paysans pour la possession de la terre et celle des ouvriers pour de meilleurs salaires et des améliorations sociales. Ces officiers étaient des hommes parmi lesquels l'impérialisme nord-américain pouvait trouver de la bonne matière première de traitres...

« Le coup d'Etat se produisit, finalement, parce qu'au lieu de diminuer, l'appui populaire à Arbenz s'accrut, et, en premier lieu, parce que la pression pour armer le peuple, les ouvriers et les paysans, croissait. C'était ce que les colonels craignaient le plus. Tant qu'ils contrôlèrent eux-mêmes le pouvoir militaire du pays, ils maintiendraient l'ordre en fin de compte. S'ils donnaient des armes au peuple, les officiers perdraient leur monopole, leur contrôle sur toutes les forces armées et leur occasion de prendre le gouvernement.

« Les brigades de volontaires allaient commencer leur entraînement le lundi matin. Le dimanche, les officiers trahirent Arbenz et l'obligèrent à se démettre. » (11)

Un autre témoignage, provenant également de témoins des événements, et publié également par les staliniens, éclaire encore mieux la question : « Suivant les déclarations de réfugiés guatémaltèques, les ouvriers, les paysans et les étudiants demandaient des armes pour vaincre les envahisseurs. Pourtant on décida de ne pas armer le peuple, en prétextant que l'armée était loyale et dominait la situation. Un dirigeant paysan départemental nous rapporta que les départements se rendirent à la ville de Guatemala pour exposer l'inquiétude et des exigences des masses populaires qui voulaient qu'on leur donne des armes, et il leur fut répondu que si on faisait cela l'armée pourrait se fâcher... Ainsi on en vint à décider qu'on livrerait aux autorités les armes lancées par les avions américains — que beaucoup considéraient avoir été plus nombreuses que celles achetées par le gouvernement en Europe — malgré les protestations des paysans qui s'en emparaient. C'est ainsi qu'on maintint l'armée maîtresse absolue de la situation, facilitant aux colonels traitres leur travail de sape du président Arbenz. Si les masses populaires avaient été armées, il est absolument sûr que les chefs militaires n'auraient pas pu mener à bien leurs plans avec l'impunité qu'ils ont pu avoir » (12).

Pendant les derniers jours du gouvernement Arbenz, le parti stalinien se limita à inviter les travailleurs à participer aux brigades de volontaires, qui

(9) *Quatrième Internationale*, mars-mai 54.

(10) *Guatemala (Apuntes sobre el Movimiento Obrero)*, Manuel Pinto Usaga, 1954, Mexico, p. 15.

(11) *Protesta*, N° 3, juillet 1954, Mexico.

(12) *Tribuna Dominicana*, N° 5, août 1954.

devaient être encadrées et commandées par des officiers pour mobiliser révolutionnairement les ouvriers et les paysans. Plus que suffisant pour provoquer la peur et la colère des officiers de l'armée. De plus, mot d'ordre incorrect : il ne s'agit pas de placer les travailleurs sous les ordres des officiers bourgeois, de les soumettre à la discipline bourgeoise de l'armée bourgeoise, mais de créer l'embryon de l'armée prolétarienne, c'est-à-dire les milices ouvrières et paysannes

sous la direction exclusive des syndicats. La morale de toute cette triste histoire est claire et concise : même dans sa phase initiale, une révolution populaire est incompatible avec l'armée bourgeoise ; ou bien la révolution détruit l'armée, ou bien l'armée détruit la révolution. Le programme de démocratisation de l'armée par les soldats eux-mêmes, et d'armement du peuple, énoncé par nous, doit être mis en pratique dès le premier moment.

DEUX LEÇONS

La première condition de la revanche, c'est d'assimiler les leçons de la défaite. Dans le cas du Guatemala, quelles ont été les principales leçons ? Il n'y en a que deux.

Le prolétariat doit rompre toute relation de dépendance (« appui », « soutien critique », etc...) qui le soumette aux partis bourgeois et au gouvernement bourgeois.

Nos pays doivent s'unir en Etats-Unis socialistes d'Amérique latine.

La bourgeoisie latino-américaine est incapable de diriger la lutte anti-impérialiste. De ce fait le prolétariat ne doit jamais se subordonner à elle. Tout appui politique à des partis ou des gouvernements bourgeois signifie adopter leur direction. Dans des circonstances déterminées, nous devons défendre un parti ou un gouvernement bourgeois contre les attaques de secteurs encore plus réactionnaires ; mais de façon indépendante et avec nos méthodes propres. Nous l'avons déjà dit avant juin : « Notre devoir est de défendre le gouvernement d'Arbenz les armes à la main contre toute attaque de la contre-révolution pro-yankee. Cela ne signifie pas bien entendu que nous devons lui donner le moindre appui politique, que nous devons dissimuler ses insuffisances et son caractère éphémère ou que nous semons des illusions en ce qui concerne sa capacité de diriger la lutte anti-impérialiste ». Les méthodes prolétariennes peuvent se résumer ainsi : mobilisation, organisation et armement indépendant des masses. Poursuivant le paragraphe que nous venons de citer, nous disions aussi : « Précisément, les marxistes révolutionnaires se différencient en ceci des bureaucrates opportunistes comme Fortuny : les premiers disent la vérité aux ouvriers en les préparant à défendre le gouvernement contre la réaction pour le remplacer par leur propre gouvernement, les seconds trompent les ouvriers et les désorientent, les empêchant ainsi de se préparer pour l'une et l'autre tâche ». (13)

L'expérience guatémaltèque montre, une fois de plus, la banqueroute de la théorie stalinienne de la « révolution par

étapes ». Suivant cette théorie, la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux doit passer par deux phases : une, la première, démocratique, pendant laquelle le prolétariat doit s'allier avec la bourgeoisie (c'est-à-dire, dans la pratique, se soumettre à sa direction) et l'autre, socialiste qui est reléguée à un avenir indéterminé et nébuleux. Mais, la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie (car il est bien clair que jamais la bourgeoisie ne se soumettra, elle, au prolétariat !) dégage le terrain pour la capitulation bourgeoise devant l'impérialisme. C'est-à-dire qu'elle rend impossible non seulement le passage à l'étape socialiste, mais la consolidation de l'étape démocratique. C'est ce qui vient de se produire sous nos yeux au Guatemala.

En conclusion, l'alliance du prolétariat avec les paysans et les petits bourgeois pauvres des villes doit se réaliser contre l'impérialisme, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale (cela n'exclut pas la possibilité d'actions communes, au début de la révolution, du prolétariat avec quelques secteurs de la bourgeoisie, à condition de maintenir l'indépendance politique la plus absolue). La classe ouvrière, à la tête de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine, paupérisée, détruira l'Etat bourgeois et instaurera la dictature du prolétariat, car elle seule remplira les tâches démocratiques fondamentales (libération nationale de l'impérialisme et révolution agraire) en les combinant, dès le début, avec des mesures de caractère socialiste. La révolution que nous avons devant nous n'est donc pas une révolution démocratique bourgeoise, mais une révolution socialiste prolétarienne qui réalisera « en chemin » les tâches démocratiques bourgeoises non réalisées par la bourgeoisie nationale.

Une telle révolution ne peut triompher isolément dans aucun des pays d'Amérique latine. Telle est la seconde leçon de la défaite du Guatemala. La révolution commencera — de fait, elle a déjà commencé — dans certains pays, et elle ne peut que commencer ainsi « isolément » en un pays ou un autre ; mais, pour résister à la pression économique impérialiste et à l'agression directe, pour triompher définitivement, elle doit s'étendre aux vingt et une républiques latino-amé-

ricaines. La révolution s'étendra sur tout le continent sous le mot d'ordre des Etats-unis socialistes d'Amérique latine.

Dans notre article que nous avons plusieurs fois cité, nous écrivions : « Il est clair que la politique que nous proposons provoquera tôt ou tard, l'intervention militaire des Etats-Unis et, en tout cas, leur hostilité la plus violente. Mais il est également clair que c'est la seule politique capable de soulever tout le prolétariat du continent pour la défense de la révolution guatémaltèque et des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine. »

CASTILLO ARMAS AU POUVOIR

Le 5 juillet, les colonels Castillo Armas et Monzon tinrent une conférence de presse. Leurs principales déclarations furent les suivantes : la loi de réforme agraire est suspendue, on ne confisquera plus de nouvelles terres jusqu'à ce qu'on approuve une nouvelle loi ; on modifiera les contrats de travail pour donner des assurances aux investisseurs étrangers ; deux mille communistes ont été emprisonnés dans tout le pays et la police en arrêtera beaucoup plus ; la majorité des 1.000 personnes qui ont trouvé asile dans les ambassades sont des criminels de droit commun et le gouvernement ne leur délivrera pas de sauf-conduit.

Le jour suivant, le 6 juillet, la Junta militaire décréta l'abolition du droit de vote pour les analphabètes, le limitant à ceux qui savent lire et écrire. 72,2 % de la population, les ouvriers et les paysans ne pourront pas intervenir dans la vie politique du pays.

Le 22 août, le président Castillo Armas signa un décret dépouillant les paysans des terres de propriété nationale (ancienne propriété allemande nationalisée durant la guerre) qui leur avaient été données en vertu du Décret 900, point fondamental de la Réforme agraire. On arracha ainsi aux paysans 1.850.000 hectares. De petits propriétaires, les possesseurs de ces terres retournèrent à leur état antérieur d'ouvriers agricoles.

La politique opposée, de concessions et semi-résistance, de confiance dans les bourgeois « progressistes », ne peut qu'aider les desseins interventionnistes de l'impérialisme » (14). L'approbation, ou le silence, de la part des bourgeois latino-américains en face de « l'opération Guatemala » contraste avec la magnifique démonstration de solidarité des travailleurs. Paraphrasant Plekhanov, nous pouvons dire : notre révolution triomphera en tant que révolution latino-américaine ou elle ne triomphera jamais.

La répression anti-syndicale, qui équivaut à l'illégalité pour les organisations ouvrières, a été dénoncée même par le C.I.O.

Le terrorisme anti-ouvrier est à l'ordre du jour. Un travailleur nord-américain qui visita récemment le Guatemala raconte par exemple : « Un jour que je buvais de la bière dans une petite restauration, je fis connaissance d'un employé de police. C'était un marin d'un pays voisin, il savait taper à la machine et avait pris cet emploi en attendant de trouver du travail sur un bateau. Le bâtiment dans lequel il travaillait était rempli de partisans d'Arbenz. Quelques-uns avaient été soumis à des tortures dont il avait été témoin, d'autres avaient été fusillés. Une cellule, ajouta-t-il, était si pleine que les prisonniers ne pouvaient se tenir que debout ou recroquevillés ». (15).

Daniel Benedict, dirigeant du C.I.O., affirme que « de 5.000 à 8.000 personnes ont été emprisonnées ». Il poursuit en décrivant « les longues files de paysannes indiennes très pauvres... attendant aux portes des prisons avec de petits paniers d'aliments, pour les envoyer à leurs maris emprisonnés » (16).

Telle est la démocratie occidentale et chrétienne des Foster Dulles et de leurs laquais.

PREPARONS LA REVANCHE

Des centaines d'exilés guatémaltèques cheminent dans les villes de notre continent. De nouveau, comme aux pires jours de la dictature ubiquiste, les travailleurs sont poursuivis comme des délinquants. Il est vain de se lamenter. Nous allons préparer la victoire future. Pour cela, analysons les causes de la défaite, apprenons des erreurs commises, rectifions le cours politique. Il faut rompre avec la bourgeoisie, avec ses Arbenz et ses Toriello, il faut pratiquer une politique prolétarienne indépendante.

Il est nécessaire de se séparer théoriquement du stalinisme, de revenir à Lénine. La 4^e Internationale continue et

développe le léninisme. Il faut organiser la section guatémaltèque de la 4^e Internationale. L'étude sérieuse de Marx, Engels, Lénine et Trotsky est la tâche immédiate.

En même temps, organiser patiemment, à l'intérieur et à l'extérieur du Guatemala les cadres qui dirigeront les luttes d'aujourd'hui et celles de demain.

Mexico D.F., octobre 1954.

(14) IV^e Internationale, mars-mai 1954.

(15) « Visite au Guatemala », Frank Warner, *The American Socialist*, octobre 1954.

(16) C.I.O. News Service, 8 août 1954.

Problèmes de la réforme agraire en Egypte

La dictature bonapartiste de la Junte militaire en Egypte se consolide relativement.

Après le succès obtenu sur la question de Suez, elle passe maintenant à l'attaque contre la puissante association politico-religieuse des « Frères Musulmans », dernier refuge des forces hostiles à son régime. L'attentat, véritable ou arrangé, perpétré contre Nasser, a créé le climat propice pour une répression impitoyable de l'association.

Cependant, les vrais obstacles qui se dressent sur la route du gouvernement Nasser proviennent des problèmes sociaux fondamentaux de l'Egypte féodo-capitaliste, qui n'ont trouvé aucune solution. Parmi ceux-ci la question agraire occupe une place centrale.

L'étude que nous commençons à publier à partir de ce numéro, donne une analyse profonde aussi bien de l'ampleur de cette question, que de l'inconsistance des mesures jusqu'ici prises par la « Révolution » de Nasser pour y faire face.

Nul doute que la direction petite-bourgeoise de la Révolution égyptienne s'avèrera incapable de pousser celle-ci au-delà de quelques limites restreintes et que la crise que traverse le pays se prolongera longtemps encore.

Depuis la promulgation, en septembre 1952, de la loi sur la réforme agraire en Egypte jusqu'à la fin de 1953, la presse égyptienne a publié de nombreuses informations sur la façon dont progressait l'application de cette loi et sur les problèmes en résultant. Nous ne pouvons traiter tous ces problèmes et devons par conséquent nous limiter aux aspects économiques et sociaux des questions qui résultent de la loi et de son application. Nous ne pouvons traiter ici ni les problèmes administratifs ni les problèmes purement juridiques qui peuvent provenir des dispositions sur les transactions sur les terres interdites ou non prévues par la loi. De même nous ne traiterons

pas la question du « Wakf » (terres qui se trouvent dans les mains d'institutions religieuses musulmanes).

Pour être efficace, une réforme agraire doit être associée à beaucoup d'autres réformes, comme par exemple l'amélioration du sol, des progrès dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la construction de logements, etc... Dans tous ces domaines, il existe en Egypte des plans importants mais nous ne pouvons également pas les traiter dans les dimensions de cet article. En outre, il est encore trop tôt pour dire dans quelle mesure il existe une différence entre le régime actuel et le précédent dans la réalisation des mesures en question.

EXPROPRIATION ET REPARTITION

L'expropriation des propriétés au-dessus de 200 feddans (1) et la répartition de ces terres expropriées aux jeunes fellahs étaient sans aucun doute la pièce maîtresse de la loi sur la réforme agraire, qui avait la plus grande importance pour la structure sociale future de l'Egypte. D'après les dernières statistiques disponibles il y avait en 1949 en Egypte 2 145 propriétaires de biens supérieurs à 200 feddans. Ils possédaient en tout environ 1.170.000 feddans. En réalité le nombre des propriétaires est plus petit car dans la statistique, si leurs propriétés se trouvent réparties, on les compte plusieurs fois en différents lieux.

La commission de la réforme agraire reçut des déclarations de 1.200 personnes (2) selon lesquelles elles avaient plus de 200 feddans et, si nous incluons la famille royale, nous pouvons admettre qu'il y a au moins 1 000 personnes qui

ont pu conserver par devers elle 200 feddans et remettre 100 feddans supplémentaires à leurs enfants. Du chiffre indiqué plus haut de 1.170.000 feddans il faut donc déduire environ 300.000 feddans. Dans l'expropriation n'entraient en outre pas les terres des sociétés foncières (en 1949 : 177.000 feddans), des sociétés industrielles et des propriétaires privés qui procédaient à des améliorations — soit au total environ 220.000 feddans. A ceci s'ajoute une sorte de terres Wakf (Waki-Chajri) qui, selon certaines estimations, font environ 50.000 feddans et ne peuvent être expropriées. Tout calcul fait, il restait environ 600.000 feddans qui peuvent être expropriés. Ceci constitue 10 à 12 % de toute la propriété terrienne, y compris le Wakf. Ce chiffre est également donné par Mustafa El-Jabli, dirigeant de la section agraire de l'Université d'Alexandrie. (3)

ENTRE COMBIEN DE PERSONNES POUVAIT-ON REPARTIR CES TERRES ?

Selon la loi de réforme, la terre pouvait être distribuée à des propriétaires de 5 feddans pour créer des lots de 2 à 5 feddans. Mais la commission de la réforme décida de ne pas s'en tenir à cette limitation d'après la surface de terre, mais de se diriger suivant les revenus des terres. Elle répartit en fait à chaque famille entre 3 à 4 feddans (4). Par conséquent si toutes les terres expropriées étaient réparties, elles auraient pu revenir à 150.00 à 200.000 familles de fellahs. Selon les statistiques, il y a 2,5 millions de possédants de moins de 5 feddans. Toutefois si nous tenons compte de ce qui a été dit plus haut sur le nombre des propriétaires de terres (qui sont inscrits plusieurs fois dans la statistique si leurs propriétés sont éparpillées) et si nous comparons les chiffres donnés dans le dernier recensement de l'agriculture égyptienne au nombre des petites écono-

mies, nous devons en conclure qu'en Egypte il n'y a pas plus de 850.000 familles avec une petite propriété terrienne. Donc la terre ne peut être répartie qu'entre 17,5 à 23,5 % des petits paysans. Mais, avec ceux qui sont dépourvus de terres, il y a en Egypte de 2 à 2,5 millions de familles environ qui ont besoin de terre. Il en résulte que les terres disponibles ne correspondent qu'à 6 à 10 % de ceux qui ont besoin de terre, et encore à condition que la terre soit effectivement distribuée.

Il est très intéressant de comparer ces conclusions avec les résultats de la réforme agraire au Japon qui, avant sa réforme, présentait de nombreux traits communs dans sa structure agraire avec l'Egypte. La réforme japonaise fut réalisée et achevée pendant les années 1946-1949 (5).

Terres restées aux grands propriétaires terriens			Terres expropriées en % de toutes les propriétés (sauf les terres étatiques)	% de ceux qui occupés sur les terres, ont droit aux distributions
Egypte 1952-57				
0 (6)	200	300 (7)	10 - 12	6 - 10
Japon 1946-49			plus de 33,3 %	36
0 (8)	2,45 (9)	7,35		

Cette comparaison avec le Japon montre clairement combien la réforme agraire égyptienne est limitée et modeste, même si elle devait être réalisée en entier et dans toutes ses parties.

Vérifions maintenant ce qui a été réalisé effectivement jusqu'à la fin de 1955. Selon des déclarations parues jusqu'au mois de novembre, les grandes propriétés expropriées atteignaient environ 180.000 feddans. Mais en novembre fut promulguée la loi sur l'expropriation des propriétés de toute l'ancienne famille royale (une partie d'entre elles avait déjà été expropriée plus tôt dans le cadre de la réforme agraire). C'est pourquoi le chiffre officiel est, depuis décembre 1953, de 200.000 feddans.

Le 22 février 1954 Al Aharam publia une déclaration de la commission de la réforme agraire selon laquelle, avec les terres de Mohamed Ali, 262.400 feddans avaient été expropriés. La moitié se trouve dans les provinces de Buheira, Garbia et Fuadia, 30.000 feddans dans la province de Scharkia, 27.000 dans le Kana, 22.000 dans le Mania et le reste dans d'autres provinces. Selon nos propres calculs, 200.000 feddans environ appartenaient à la famille Mohamed Ali.

Parmi les grands propriétaires terriens de la famille royale dont les terres ont été totalement ou partiellement expropriées les plus importants sont : Faruk (36.278 feddans), Jussuf Kamal (15.685), la famille Omar Tussun (11.270), et quelques grandes propriétés Wakf possession royale (les revenus de ces biens servent

surtout à des institutions religieuses ou d'éducation — Note du trad.).

L'expropriation a été réalisée rapidement, car dans la première année de la réforme agraire qui fut fixée pour une durée de 5 ans, déjà un tiers des terres destinées à l'expropriation l'avait été. Mais on ne peut en dire autant de la distribution.

A la fin de 1952 on parlait encore de la « distribution des terres expropriées » ; le plan initial était probablement de les distribuer totalement et le milieu de 1953 était donné comme le moment de l'action. Mais un peu plus tard, en janvier 1953 semble-t-il, ce plan fut abandonné et il fut décidé de distribuer des surfaces très petites, presque symboliques. La raison était que « les intérêts de la production nationale exigeaient un ajournement de la distribution pour que les grandes économies terriennes soient maintenues » (Aharam, 14 janvier 1953).

En avril 1953 il est dit expressément que les terres sur lesquelles pousse la canne à sucre ne doivent pour le moment pas être distribuées « pour ne pas nuire à la récolte de canne à sucre qui fournit la matière première précieuse pour la production de sucre » (Aharam, 5 avril 1953). En fait, au total, à l'occasion de la fête anniversaire de la révolution, 14.812 feddans ont été distribués dans les districts Garbieh et Buheira, et comme il résulte de rapports ultérieurs la distribution de biens qui a été totalement réalisée concerne une surface totale de 19.000 feddans (Aharam, 28 juin et 20

septembre 1953). Pour ne pas nuire à la production, ces terres furent distribuées aux anciens fermiers des grands propriétaires. Divers autres plans de distribution que la presse rapporta entre septembre et novembre 1953 (par exemple *Aharam Gazette* 26 août 1953, *Egyptian Mail* 29 août 1953) ne sont pas parvenus à réalisation. Par contre, en septembre l'annonce suivante fut publiée par des autorités de la commission de la réforme.

« L'intérêt public exige un ajournement des distributions de toutes les terres. Tous ceux qui exigent une accélération de cette action ne comprennent rien aux difficultés auxquelles sont exposés tous ceux qui réalisent cette action. Il n'y a pas de sens à accélérer la distribution aussi longtemps que la terre est travaillée et qu'elle fournit des récoltes. Le souci d'obtenir un accroissement ultérieur de la production nous dicte de soumettre la réalisation à des recherches approfondies sur la situation de ceux qui doivent profiter de la distribution, à qui il faut expliquer aussi le sens de la réforme agraire, etc. » (*Aharam*, 20 sept. 1953). La base suivant laquelle il sera maintenant procédé, c'est qu'entre l'expropriation et la distribution il doit s'écouler une année (Rapport du Ministre égyptien de l'Agriculture à la Conférence internationale de la FAO qui eut lieu en décembre 53, mentionné par *Aharam*, 12 décembre 53). En même temps il n'est toutefois question que de la distribution de 50.000 feddans dans l'année agricole (nov. 53-54) à venir (*Aharam*, 1er décembre 1953), c'est-à-dire au maximum un tiers des terres expropriées pendant l'année 1952-53. Comme le montrent les termes cités plus haut des réformateurs, cette prudence a aussi des causes administratives, mais elle découle principalement de la crainte que le morcellement de la grande propriété nuise à la production, aux récoltes. Nous reviendrons plus loin sur ce problème.

En liaison avec la distribution des terres ou plus exactement avec la distribution prévue, la question a été soulevée de savoir qui peut obtenir des parcelles. Le paragraphe 9 de la loi de réforme prévoyait que la terre ne pouvait être distribuée qu'à ceux qui ont une profession agricole. A diverses demandes sur l'interprétation de ce paragraphe, la commission de réforme a répondu qu'un « Gafir » (gardien) ou un employé d'Etat restait exclu de la distribution, même s'il avait auparavant loué de la terre parce que son traitement n'était pas suffisant (*Aharam*, 20 novembre, 6 dé-

cembre 1952). Il y avait encore d'autres groupes de la population rurale qui luttaient pour leur droit à être admis à la distribution, par exemple les « Madunim » qui établissent les documents de mariage et de divorce et qui argumentèrent qu'ils ne pouvaient vivre de cela, mais qu'ils étaient toujours obligés de louer des terres (*Aharam*, 7 décembre 1952). La commission prit dans un cas une décision claire : le service militaire ne constituait pas un changement de profession, de sorte que ceux qui sont employés dans l'agriculture et deviennent des soldats sont admis à obtenir des terres distribuées (*Aharam*, 24, mars 1953).

Le paragraphe 10 de la loi de réforme prévoyait que des jardins, de 20 feddans par personne, seraient distribués aux élèves des écoles d'agriculture. Dans une prescription spéciale il fut établi qu'ils pouvaient aussi faire une demande correspondante s'ils avaient obtenus déjà auparavant des terres étatiques (*Aharam*, 13 décembre 52). Les tentatives faites par les précédents gouvernements de donner aux élèves des écoles de la terre payable à tempérament n'avaient pas eu de succès (1939 : 4.294 feddans ; 1944 et 1947 : 9.242). Les élèves s'étaient heurtés à des difficultés économiques et techniques et beaucoup d'entre eux ne pouvaient effectuer les paiements. A la fin de 1952 les chiffres devaient être revus et quelques dispositions furent annulées (*Aharam*, 3 décembre 52). Mais les grands propriétaires terriens conservèrent en général (dans le cadre des 200 feddans leur restant) les terres pour jardins et ainsi il n'en resta pas grand chose à distribuer. D'où on proposa de donner à ces élèves plus de 5 feddans de terres ordinaires à la condition qu'ils en fassent des potagers (*Aharam*, 24 mars 53).

Par suite de l'expropriation des grandes propriétés terriennes surgit le problème d'un nombre très appréciable d'employés qui furent réduits au chômage. Le nombre en grandit encore plus lorsque furent expropriés les revenus de la famille royale. Ils demandèrent des parcelles des terres expropriées, sur un pied d'égalité avec les élèves des écoles d'agriculture (*Aharam*, 13 octobre 52). En janvier 53, la commission suprême décida d'occuper une partie des employés sur les terres expropriées et de payer leurs salaires sur le budget de la réforme agraire. Il fut fondamentalement décidé de leur donner un droit à la distribution des terres expropriées (*Aharam*, 4 janvier 53, 12 janvier 53).

QU'ADVIENDRA-T-IL DES TERRES EXPROPRIÉES NON DISTRIBUÉES ?

Tout d'abord on avait pensé laisser aux grands propriétaires terriens qui autrefois faisaient travailler directement leurs terres (A la addama), c'est-à-dire qui occupaient des salariés, la direction des ouvriers agricoles (*Aharam*, 19 oc-

tobre 1952). Puis il fut décidé que le gouvernement prendrait possession de la terre et la louerait aux anciens propriétaires qui la travaillaient directement et aux fermiers des grands propriétaires terriens lorsque ceux-ci avaient déjà au-

trefois loué leurs terres (Aharam, 15 novembre 52). Puis il fut cependant décidé de renoncer totalement à la participation des anciens propriétaires. La commission suprême de la réforme fut transformée en une corporation juridique autonome et ses représentants effectuaient pratiquement les travaux agricoles. Ils s'occupaient des semences, des engrais, des crédits et des prêts agricoles. La commission payait les traitements des employés de la « daira » (bureau des propriétés) et du « Taftisch » (sur la propriété même) et vendait les récoltes (Aharam, 25 novembre 52, 4 janvier, 21 octobre 53). En liaison avec cela il faut remarquer qu'en général fut établi un contrat « Musar an » selon lequel la récolte était partagée entre propriétaire et fermier et même avec de petits fermiers qui, plus tard, participeraient à la distribution de ces terres. Ce n'est que dans peu de cas que furent introduits des salariés, à vrai dire dans les territoires des plantations de canne à sucre qui étaient autrefois travaillées par des salariés (Aharam, 15 mars, 22 novembre 53).

La cause principale de ces changements fut le manque de coopération des anciens propriétaires terriens (voir plus loin) et de leurs employés, et la crainte de la commission de la réforme agraire que le montant des récoltes puisse diminuer. Ce n'est que là où l'expropriation avait été réalisée, après que l'année agricole eût déjà commencé, et l'ancien propriétaire eût pris déjà toutes les dispositions pour le travail de la terre que la direction lui en fut confiée. L'exproprié s'engageait toutefois à payer à la commission agraire un loyer pour le temps compris entre l'expropriation et la remise de la terre à la commission après rentrée des récoltes (Aharam, 20 novembre). Egalement les terres « Wakf Ahali », qui se trouvaient autrefois soumises au ministère des Wakf furent remises en fermage par la commission de réforme à ce ministère comme étape transitoire, mais en vue de les reprendre plus tard en régie, conformément à la politique instituée par elle (Aharam, 24 mars 1953).

Comme dans beaucoup d'autres pays où ont été réalisées des réformes agraires, le problème économique le plus important auquel la réforme se heurta en Egypte était la crainte de voir la production tomber par suite du démembrement et de la division des grandes unités terriennes. Il est vrai que les cercles égyptiens de la réforme prétendaient que l'expropriation et la répartition ne changeraient en réalité pas les dimensions de l'économie, parce que les anciens propriétaires vivaient loin de leurs terres et que celles-ci étaient déjà louées en petites unités à des petits fermiers (11). Mais cet argument n'était certainement qu'en partie correct, ce que montre seulement le fait que les comités de la réforme eux-mêmes ont justifié l'ajournement de la répartition par la nécessité de préserver les grandes unités terriennes (voir plus haut). Comme dans beaucoup d'autres pays, ce sont les plantations de cannes

à sucre qui offrirent les plus grandes difficultés. Sur les grandes plantations de canne de Farouk (Taftish al Mata na) et de Ahmad Abud (Taftish Armanat), la récolte par feddan était de 1.000 Kantars de cannes, tandis que les petites propriétés de la même région ne donneraient qu'une récolte de 600 Kantars par Feddan (12). Le rapport des Nations-Unies sur la réforme agraire en arrive à la conclusion suivante:

« Il faut admettre que la répartition des plantations de canne à sucre dans les conditions actuelles conduirait à une diminution des récoltes. Celles-ci, dans les plantations, sont de 50 à 100 % plus élevées que dans les petites unités » (13).

Dans quelques pays on avait été obligé de prendre, lors de la réalisation de la réforme agraire, des mesures spéciales pour le travail des plantations de canne à sucre. Par exemple, à Porto Rico on introduisit le système des « fermes à profit proportionnel », dans lequel les grandes plantations étaient conservées et le travailleur participait au profit. La commission de la réforme en Egypte entre temps a loué les plantations de canne de Kana à des petits fermiers en parcelles de 2 à 5 feddans selon le système « Musar ah » où la récolte est partagée par moitié. La commission affirme qu'elle a obtenu de bons résultats (14). Mais il ne peut y avoir de doute que cette réforme lui prépare encore bien des tracas. La preuve en est que le gouvernement a déposé deux projets pour utiliser une superficie de 30.000 feddans dans la région du canal Nubariah (à la limite méridionale du district de Bu-cheira). Le premier propose le traitement des cannes et l'installation d'une sucrerie et l'autre l'établissement de plantations de fruits et d'une fabrique de conserves et en même temps l'introduction d'un élevage de moutons. Mais comme la réforme agraire écartait de la limite maxima de 200 feddans seulement les entreprises déjà existantes au moment de la promulgation de la loi, la commission gouvernementale qui s'occupe de ces projets demanda à la commission de la réforme qu'elle se prononce pour une modification de la loi, afin de permettre l'établissement de grandes unités terriennes en vue de produire les matières premières agricoles nécessaires à l'industrie (15).

Une solution de la contradiction entre la réforme agraire et les avantages de la grande production agricole réside dans l'établissement de fermes collectives (coopératives de production). Selon une information on aurait examiné au ministère des Affaires sociales égyptien la question de l'établissement de fermes collectives d'une dimension de 2.000 feddans (16). Mais depuis lors on n'a plus parlé de ce plan (17). Au contraire on s'occupe sérieusement de l'organisation de coopératives de vente, de crédit, d'achat et autres. Naturellement tout cela n'apporte qu'une solution partielle au problème de la grande entreprise agricole. Mais on peut aussi de cette manière améliorer les méthodes de produc-

tion et le niveau de vie des fellahs. Aux paragraphes 18-22 de la loi de réforme agraire on prévoyait la création de coopératives qui appartiendraient aussi bien aux bénéficiaires de la réforme agraire qu'aux autres fellahs qui possédaient moins de 5 feddans, et ce dans chaque village ou groupe de villages (18). Ces coopératives avaient pour but : la fourniture de crédits, de semences, d'engrais, de bêtes d'élevage, de machines, de moyens de transport, de silos, de frigorifiques, l'organisation du travail de la terre, l'irrigation, l'assèchement des marais, la lutte contre les parasites, la vente des récoltes de leurs membres et la création d'autres installations agricoles et sociales. Mais on n'a pas fait de grands progrès dans l'application de ces paragraphes de la loi.

Outre des raisons techniques et administratives et l'ajournement de la répartition des terres, le manque d'enthousiasme des fellahs à ces idées provoqua de la nonchalance dans l'établissement de ces coopératives. Un des réformateurs déclare : « J'ai toujours entendu dire que les fellahs n'étaient pas d'accord avec ces coopératives que le gouvernement désire créer... Ils veulent être maîtres chez eux. » Le gouvernement, pensait-il, pourrait contraindre les fellahs à appliquer ses points de vue, mais s'ils ne croient pas aux avantages des coopératives, ces mesures de contrainte ne serviraient pas la production nationale (19).

Les coopératives n'étant pas créées, il fut décidé entre temps de fournir aux bénéficiaires de la répartition des terres du crédit par l'intermédiaire de la Banque de crédit agricole, à un taux de 3 au lieu de 6 p. cent, c'est-à-dire au même avantage que celui accordé aux coopératives (Aharam, 24 mars 1953). En relation avec cela, il faut rappeler que l'accord de crédits était d'autant plus nécessaire que jusqu'à présent les grands propriétaires terriens avaient eux aussi accordé aux fellahs des prêts à intérêt élevé.

On tenta aussi d'établir une coopérative en juillet 1953 pour la vente coopérative de la récolte de coton organisée par le gouvernement et qui ne se limita pas seulement aux terres comprises dans la réforme agraire. La tentative échoua complètement et par cette société on n'apporta au marché que 20.000 kantars de coton. La plupart des fellahs préférèrent apporter eux-mêmes au marché leur coton selon l'ancienne méthode (Aharam, 22 novembre 1953). L'échec de la coopérative dans ce domaine n'est nullement un phénomène typique pour l'Egypte. Dans le rapport des Nations Unies cité plus haut, on lit : « Dans les pays qui produisent pour le marché mondial, et notamment dans les pays de monoculture, les coopératives de vente des petites unités de heurtent à des difficultés... la vente coopérative des récoltes n'a fait que des progrès minimes. » (20)

Non moins importantes que les dispositions légales sur l'expropriation et la répartition des terres sont les dispositions relatives au taux de la rente et au

loyer, entre propriétaire de terres et fermier. Le paragraphe 33 fixe qu'à partir de la nouvelle année agricole (c'est-à-dire dans quelques districts à partir de novembre 1952 et dans d'autres à partir du milieu de 1953) la rente ne peut pas être supérieure au septième du montant de l'impôt foncier de la terre, ou bien en nature pour un montant équivalent au prix officiel. Dans le système « Musar ah » (métayage à 50 p. cent), le propriétaire de terres ne peut pas obtenir plus de 50 p. cent, après déduction de tous les frais (21). Le résultat immédiat de ces dispositions légales fut que beaucoup de grands propriétaires terriens s'adressèrent à l'administration agricole pour demander une augmentation de la terre et de l'impôt foncier ! Comme justification principale ils indiquèrent que, dans le passé, leurs terres étant classées comme « terres réclamées » (terres améliorées au moyen d'investissements propres) ne payaient par conséquent qu'un impôt réduit, mais que maintenant elles donnaient de bonnes récoltes. On leur répondit : « Pourquoi vous étiez-vous tus jusqu'à présent ? » Au moins pendant un an et peut-être même pendant toutes les cinq années de réalisation de la réforme agraire, de telles demandes pour augmenter l'impôt afin d'obtenir un loyer plus élevé ne seront pas prises en considération.

Il reste comme issue au propriétaire terrien soit de travailler la terre lui-même ou avec des salariés ou de passer, pendant le temps où il lui est interdit d'annuler les locations existantes, au système du « métayage à 50 % » (22).

Un problème lié à celui de la rente a surgi chez les fellahs à propos des biens immobiliers. « Asawa » indique le logement où habitent les travailleurs et fermiers qui travaillent les terres de la propriété. Tout d'abord la commission de réforme décida que les fellahs qui ne vivaient pas dans la « Asawa » du grand propriétaire terrien n'avaient pas le droit de demander pour cela une réduction du fermage (23). Sur la base de cette décision de la commission de la réforme, de nombreux fellahs qui vivaient dans le domaine de grands propriétaires terriens furent simplement expulsés. Aussi la commission eut-elle à s'occuper à nouveau de ce problème. A la fin de 1953 elle prit une décision expresse selon laquelle il était défendu d'expulser les fellahs de leurs demeures, elle mit en garde les propriétaires terriens qui tombaient sous le coup de cette loi qu'il était illégal de vendre les immeubles à d'autres que ceux qui y habitaient et elle exigea qu'un rapport lui soit présenté dans le cours d'une semaine sur les ventes déjà réalisées (24).

En même temps que le fermage fut fixé, une interdiction de sous-fermage (« Tar ir min el Batan ») fut publiée. Le paragraphe 32 de la loi de réforme fixe qu'à partir de l'année agricole à venir, « la terre ne peut être louée qu'à ceux qui la travaillent eux-mêmes ». Quiconque avait, à ce moment-là, de la terre en sous-fermage devint fermier di-

rect du propriétaire et ce, dans les mêmes conditions que celles établies préalablement avec l'intermédiaire (la loi sur la limite du loyer étant observée). Les intermédiaires n'ont aucun droit sur toute la terre qu'ils ont sous-louée ni sur une partie de celle-ci (25). En même temps un propriétaire terrien qui ne vit pas près de sa terre doit désigner un représentant avec pleins pouvoirs (« wakil ») qui n'agit pas comme intermédiaire (« wassit ») (26).

Le sous-fermage est toutefois autorisé dans les cas où il a pour but de donner aux petits paysans de la terre pour du fourrage (déchets de riz et de canne à sucre pour le fourrage). Il est autorisé pour une seule semaille de légumes et de melons, etc... Le blé n'entre pas dans le plantes fourragères pour lesquelles le sous-fermage est autorisé, parce qu'il compte comme récolte principale (Aharam, 19 novembre 1952, 23 novembre 1952, 3 décembre 1952).

Pour protéger le fermier et renforcer sa position, le paragraphe 37 de la loi de réforme fixe que l'on ne peut chasser un fermier ou un sous-fermier de la terre qu'il travaille lui-même. Mais une semaine après la publication de la loi, ce paragraphe cessa d'être en vigueur et à sa place fut publié un décret temporaire qui dit que des contrats de fermage qui arrivent à expiration dans l'année agricole en cours sont valables pour une année supplémentaire (27). On visait apparemment à libérer graduellement le propriétaire de cette limitation. A la fin de cette première prolongation, un nouveau décret (28) limita l'obligation de la prolongation du contrat seulement de la moitié de la terre louée. Le propriétaire doit lui-même déterminer quelle est la moitié qu'il loue, sous la condition toutefois qu'il n'empêche pas le fermier d'utiliser la terre suivant les nécessités de l'alternance agricole (c'est-à-dire de semer les mêmes espèces qu'auparavant). Cette disposition amena tant de litiges qu'on fut obligé de créer un vaste appareil d'arbitrage afin de trancher ces conflits. Mais là aussi la commission de la réforme agraire fut submergée de questions et de plaintes infinies et il y eut de nombreux appels sur les décisions du tribunal d'arbitrage (29).

Comme complément des deux paragraphes ci-dessus mentionnés pour la protection du fermier, le paragraphe 35 de la loi de la réforme agraire interdit de conclure un contrat pour moins de trois années. De cette disposition sont exclues les terres qui sont expropriées aux propriétaires terriens et qui n'ont pas été réparties aux fellahs, mais qui leur sont louées par la commission de réforme, apparemment pour ne pas nuire aux plans du gouvernement à leur sujet (30). De nombreuses tentatives ont été faites pour tourner cette disposition légale. A la fin de 1953, on attira l'attention de la commission de la réforme sur le fait que beaucoup de propriétaires ne louaient leurs terres que pour une récolte (donc seulement pour une partie de l'année agricole), afin de ne pas tomber sous le

paragraphe 35 de la loi. La commission se contenta de répondre que si le même fermier rentre sur la même terre des récoltes supplémentaires qui font au total une pleine année agricole, ceci équivaut à une année entière et le fermage tombe sous le paragraphe 35 selon lequel il est interdit de conclure un contrat pour moins de trois années (31). Mais cette réponse n'empêche pas totalement que soient faites des infractions à la loi et l'impression généralement dominante est que les dispositions qui ont été prises pour la protection du fermier ont soulevé beaucoup de problèmes et que leur application se heurte à de nombreuses difficultés.

La concentration de la terre dans les mains de quelques grands propriétaires terriens n'est pas le seul problème que pose la répartition de la terre en Egypte. L'autre face de la médaille est l'éparpillement des entreprises et la faiblesse économique de leurs propriétaires. Déjà, au cours de l'année 1913, avait été publiée la loi devenue célèbre des « 5 feddans » qui fixe que les « terres cultivables qui appartiennent à des propriétaires dont la propriété totale n'est que de 5 feddans ou moins, ne peuvent être prises par voie de contrainte ». Dans le cadre de la réforme agraire actuelle, il s'est avéré nécessaire de renouveler, de perfectionner et d'étendre cette loi. Et en octobre 1953, à la place de l'ancienne loi en parut une nouvelle qui interdit de saisir un domaine de 5 feddans ou moins si ce sont les 5 derniers feddans du propriétaire (qui doit vivre sur la terre ou de celle-ci); en même temps il est interdit de saisir les instruments aratoires et le bétail qui sont nécessaires au travail de ces 5 feddans, ainsi que les habitations et les immeubles qui servent à l'exploitation. Il est interdit au fellah de renoncer à ce droit introduit par la loi. La loi n'est pas applicable à la Banque d'hypothèques agricoles du gouvernement, fondée en 1932 (Aharam, 30 octobre 1953, 10 décembre 1953). De l'ancienne loi sur les 5 feddans était exclue la Banque pour le crédit agricole et coopératif, qui est aussi une banque gouvernementale. Mais cette nouvelle loi également ne peut empêcher la division des terres par héritage, mais seulement la diminution ou l'expropriation de la petite propriété par les banques et les grands propriétaires terriens. C'est pourquoi les paragraphes 23 et 24 de la loi de réforme agraire fixent que, si à la suite de vente, échange, revendication d'héritage, testament, cadeau ou par quelque autre voie, la terre doit être divisée en unités inférieures à 5 feddans, les intéressés doivent déterminer entre eux un seul propriétaire de cette terre. S'ils ne le font pas, le tribunal le fera sur la base de dispositions de priorité établies par la loi. Si personne ne peut payer aux autres intéressés les indemnités, la propriété est mise publiquement aux enchères. En relation avec cette loi, on mène en Egypte une propagande contre la polygamie qui contribue également à diviser les petites propriétés agricoles. Naguib fit entendre un avertis-

sement clair sur ce danger à l'occasion des festivités pour la répartition des terres à Itai-al-Barud (32). Il est intéressant de signaler que, pendant toute la dernière année, rien n'a été publié sur les problèmes surgis relativement à ces dispositions, ce qui fait naître des doutes quant à une application réelle de ces paragraphes.

Au sujet des travailleurs agricoles, les paragraphes 38 et 39 de la loi de la réforme agraire décident qu'une commission agricole composée de représentants du ministère, des propriétaires terriens, des fermiers et des travailleurs agricoles, fixera chaque année un salaire minimum pour les travailleurs agricoles. En octobre 1952 elle fixa comme salaire minimum pour 1952-1953 une somme de 18 piastres égyptiennes pour un adulte et de 10 piastres pour les ouvrières et les enfants. De ce salaire ne peut être déduit aucune commission pour les agents qui embauchent les ouvriers (c'est l'employeur qui doit payer cela). La journée de travail est fixée à 8 heures (Aharam,

21 octobre 1952, *Gazette officielle*, 17 novembre 1952). Les gardiens ne sont pas placés à égalité avec les ouvriers et ces dispositions ne s'appliquent pas à eux (33). Au moment où on procédait à la lutte contre les parasites fut publié un complément au paragraphe 38 de la loi de la réforme agraire qui déclare que les dispositions sur le salaire minimum ne sont pas valables pour des travaux obligatoires qui sont effectués dans l'intérêt de la collectivité (34). La loi de réforme autorisa aussi pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte la formation de syndicats d'ouvriers agricoles. Dans la presse on rappela en particulier qu'à l'organisme consultatif suprême du ministère du Travail en octobre 1953 participèrent des « représentants des travailleurs agricoles », mais on ne dit pas si ce sont des représentants des syndicats d'ouvriers agricoles et on fait aussi le silence sur la manière dont ont été élus ou nommés ces « représentants » (35).

(A suivre)

- (1) 1 Feddan = 0 ha. 4; 1 Kantar = 45 kg.
- (2) Journal *Aharam*, 13 déc. 52.
- (3) *Aharam*, 1er sept. 53.
- (4) *Aharam*, 28 juin 53.
- (5) Les données japonaises proviennent de G. Trewartha « Land reform and land reclamation in Japan », *Geographical Review*, 1950, p. 376-396.
- (6) La famille royale.
- (7) Y compris la partie allouée aux enfants.
- (8) Terres des propriétaires absents, terres non travaillées et autres.
- (9) Terres louées.
- (11) Voir par exemple le rapport du Ministère de l'Agriculture à la Conférence de la F.A.O. mentionnée plus haut, *Aharam*, 12 décembre 53.
- (12) *Aharam*, 27 février 53.
- (13) United Nations Department of Economic Affairs - Land Reform - New York 1951, page 22.
- (14) *Aharam*, 22 novembre 53.
- (15) *d°*, 25 mai 53.
- (16) *Le Progrès Egyptien*, 22 novembre 52.
- (17) Aux Indes également quelques économes agricoles sont arrivés à la conception que, lors de la dissolution du système zamin-dar, il ne fallait pas établir de petites économies paysannes mais de grandes fermes collectives. Voir par exemple *The Indian Journal of Agricultural Economics*, Bombay, août 1947, pages 118-120, 132).
- (18) A la fin de 1952 il y avait en Egypte environ 1.700 coopératives, auxquelles appartenaient cependant aussi les grands propriétaires terriens qui ne vivaient pas du tout au village et poursuivaient aussi d'autres activités non agricoles. Ceux-ci dominaient les coopératives et désavantageaient les petits

fermiers et ouvriers qui étaient avec eux membres des mêmes coopératives, selon Abdel-Latif Amar, dirigeant de coopérative, *Aharam*, 27 octobre 52 et 30 octobre 52.

- (19) *Aharam*, 1er janvier 53.
- (20) U.N., Land Reform, page 75.
- (21) Evidemment la limitation de la rente n'a de sens que si la loi définit expressément quelles sont les dépenses qui incombent au propriétaire et celles qui incombent au fermier. C'est pourquoi à la suite de la loi sur la réforme agraire furent émis des décrets à ce sujet. Mais les détails ne peuvent être traités ici. Voir *Aharam*, 3 décembre 52, 1er janvier 53.
- (22) *Aharam*, 20 octobre, 27 octobre, 29 novembre 52. Beaucoup d'autres regretteront les faibles impôts qu'ils payèrent dans le passé, lorsqu'il s'agira de recevoir les indemnités pour les terres expropriées, car elles seront aussi calculées sur l'impôt : 70 fois l'impôt foncier.
- (23) *Aharam*, 8 décembre 52.
- (24) *d°*, 17 novembre 53.
- (25) *Al Masri*, 1er janvier 53.
- (26) *Aharam*, 23 novembre 52.
- (27) Décret N° 197 de l'année 1952, § 39a de la loi de réforme. *Gazette Officielle* du 18 septembre 52. Le décret ne concerne pas les personnes qui ne louent les terres que pour une seule utilisation.
- (28) Disposition complémentaire à la loi de réforme N° 406 de l'année 1953.
- (29) *Aharam*, 1er octobre, 17 novembre, 14 décembre 53.
- (30) *Aharam*, 13 août 53.
- (31) *d°*, 17 novembre 53.
- (32) *d°*, 24 juillet 53.
- (33) *d°*, 29 janvier 53.
- (34) *d°*, 25 mai 53.
- (35) *d°*, 24 octobre 53.

L'homme ne vit pas seulement "de politique"

Les pages suivantes forment un chapitre d'un livre de Léon TROTSKY « Les problèmes de la vie quotidienne », inédit en français et dont nous avons publié un autre chapitre dans notre précédent numéro.

Ce livre fut écrit en 1923, après la guerre civile et les premières années de la N.E.P., quand se posa en U.R.S.S. les premières tâches de construction socialiste. La lutte avait déjà été sourdement commencée contre Trotsky dans le Bureau Politique et le Parti. Il avait été affecté à un des rayons de Moscou. Au cours d'une série de réunions, des militants responsables de ce rayon avaient évoqué de très nombreux problèmes de la vie quotidienne des travailleurs. Ce sont les conclusions essentielles de ces entretiens qui constituent la matière de ce livre.

Nous publierons dans nos numéros suivants d'autres chapitres de ce livre qui soulève des problèmes qui se posent aujourd'hui encore dans les pays économiquement arriérés qui se sont arrachés à la domination du capitalisme.

Cette simple pensée doit être claire à notre esprit et nous ne devons l'oublier en aucune circonstance dans notre agitation et notre propagande, orales et écrites. Autres temps, autres chansons... L'histoire de notre parti antérieure à la révolution fut l'histoire de la politique révolutionnaire. La littérature du parti, son organisation, tout était sous la devise de la politique, dans l'esprit le plus direct, le plus étroit du mot. Au cours des années de bouleversement révolutionnaire et de guerre civile, les intérêts et les tâches politiques acquirent un caractère encore plus aiguë et plus tendu. Le parti rassembla dans son sein, au cours de ces années, les éléments les plus actifs de la classe ouvrière. Les leçons politiques les plus importantes de cette période sont claires aux yeux de toute la classe ouvrière. La simple répétition de ces conclusions ne lui apporte plus rien, elle tend plutôt à brouiller dans sa conscience les enseignements du passé. Après la conquête du pouvoir et sa consolidation au travers de la guerre civile, nos tâches essentielles se déplacèrent vers le domaine de la construction économique et culturelle. Elles se compliquèrent, s'éparpillèrent, devinrent plus détaillées et, en quelque sorte, plus « prosaïques ». Cependant tout notre combat antérieur, avec ses peines et ses

victimes, ne se trouvera justifié que dans la mesure où nous apprendrons à poser et à résoudre correctement nos tâches culturelles quotidiennes.

En fait, qu'a donc atteint et consolidé à ce jour la classe ouvrière par sa lutte?

1) La dictature du prolétariat (à l'aide de l'Etat ouvrier dirigé par le Parti Communiste).

2) L'Armée rouge, comme support matériel de la dictature du prolétariat.

3) La nationalisation des moyens de production les plus importants, sans laquelle la dictature du prolétariat serait une forme vide.

4) Le monopole du commerce extérieur, qui est la mesure indispensable à l'édification du socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste.

Irrévocablement acquis, ces quatre éléments constituent le cadre de notre travail. Grâce à ce cadre, tout succès économique ou culturel — si c'est un succès véritable et non imaginaire — devient nécessairement partie intégrante de la construction socialiste.

En quoi consiste donc notre tâche actuelle, qu'avons-nous à apprendre avant tout, vers quoi devons-nous tendre ? Nous devons apprendre à travailler convenablement : économiquement, proprement, avec exactitude. Nous avons besoin de la culture au travail, dans la vie

quotidienne. La domination des exploités a été renversée, après une longue préparation, par le levier de l'insurrection armée. Mais il n'y a pas de levier pour élever la culture d'un coup. Il faut un long processus d'auto-éducation de la classe ouvrière et aussi, avec elle ou après elle, de la paysannerie.

Au sujet de ce changement de direction de nos préoccupations, de nos efforts, de nos méthodes, le camarade Lénine a écrit ce qui suit dans son article sur la coopération : « Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc... Aujourd'hui ce centre se déplace; il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle ». Je dirais bien que, pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action civilisatrice, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale. Mais si l'on fait abstraction de la situation internationale pour se borner à nos rapports économiques intérieurs, il est bien vrai qu'aujourd'hui le centre de gravité de notre travail porte sur l'action « civilisatrice ».

Nous ne sommes donc détournés du travail culturel que par notre situation internationale, et même cela n'est qu'en partie vrai, comme nous allons le voir. Le facteur le plus important dans notre situation internationale est la défense de l'Etat, c'est-à-dire avant tout l'Armée rouge. Dans ce domaine excessivement important, notre travail présent tourne à nouveau pour les 9/10 autour du travail culturel. Le niveau de l'armée doit être relevé. Elle doit pour le moins savoir lire et écrire, elle doit être accoutumée à l'emploi de manuels, de livres, de cartes. Elle doit être familiarisée au plus haut point avec la propreté, la précision, l'ordre et l'économie de temps. Il n'existe pas de moyens miraculeux susceptibles de résoudre ces devoirs d'un coup. La tentative de créer une « doctrine de guerre prolétarienne » salutaire, à la fin de la guerre civile, lors du passage à une nouvelle époque de notre travail, fut l'expression la plus frappante de l'incompréhension des devoirs de la nouvelle époque. S'y apparentent très étroitement les plans orgueilleux de créer par une voie de laboratoire une « culture prolétarienne ». Dans cette recherche de la panacée universelle se trouvent réunis le désespoir au sujet de notre état arriéré et la croyance au miracle qui, en soi, est déjà un signe de retard. Mais nous n'avons aucune raison de déses-

pérer et il est grand temps de renoncer à la croyance aux miracles et au gâchis puéril dans le genre de la « culture prolétarienne » ou de la « doctrine de guerre prolétarienne ». Dans le cadre de la dictature du prolétariat un travail quotidien suscitant la culture doit être déployé, qui seul peut garantir le contenu socialiste des principales conquêtes de la révolution. Celui qui n'a pas compris cela remplit un rôle réactionnaire dans le développement de la pensée et du travail du parti.

Lorsque le camarade Lénine affirme que nos tâches actuelles ne se situent pas tant sur le terrain politique que sur le terrain culturel, on doit, afin d'éviter une mauvaise interprétation de sa pensée, se mettre d'accord au sujet de la terminologie. En un certain sens tout est dominé par la politique. Le conseil du camarade Lénine de prêter plus d'attention à la culture qu'à la politique est déjà en lui-même un conseil politique. Lorsque le parti ouvrier arrive, dans tel ou tel pays, à la conclusion qu'il est nécessaire, à un moment donné, de mettre en avant des revendications économiques et non des revendications politiques, cette décision a déjà un caractère politique. Il est clair que le terme politique est employé ici dans deux sens différents :

1) Dans un sens large, de nature matérialiste-dialectique qui englobe la totalité des idées, systèmes et méthodes directrices qui déterminent l'activité collective dans tous les domaines de la vie publique.

2) Dans son sens étroit et spécifique qui caractérise une partie déterminée de l'activité publique, ayant un rapport direct avec la lutte pour le pouvoir et se distinguant du travail économique, culturel et autre.

Lorsque le camarade Lénine écrit que la politique est de l'économie concentrée, il avait en vue la politique dans son sens large, philosophique. Quand le camarade Lénine dit « Moins de politique, plus d'économie », il entend par là la politique dans son sens étroit et spécifique. Aussi bien l'emploi du terme dans un sens ou dans un autre est justifié dans la mesure où il est solidement sanctionné par l'usage. Il faut seulement comprendre clairement de quoi il est question dans chaque cas.

L'organisation communiste est un parti politique dans le sens large, historique ou, si l'on veut, philosophique du mot. Les autres partis contemporains sont principalement des partis politiques dans le sens où ils pratiquent de la (petite) politique. C'est pourquoi le changement d'orientation de notre parti en direction du travail culturel ne signifie en aucune

façon un affaiblissement de son rôle politique. Le rôle historique déterminant (c'est-à-dire politique) du parti s'exprimera précisément dans le transfert conscient de l'intérêt dans le domaine du travail culturel et dans la conduite de ce travail. Ce n'est qu'au terme de longues, très longues années de travail socialiste couronnées de succès tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur que le parti pourra se libérer progressivement de sa coquille et se dissoudre dans la communauté socialiste. Mais il y a si loin jusque là qu'il n'y a guère à y penser... Pour la prochaine époque, le parti doit conserver pleinement et entièrement ses traits essentiels : unité idéologique, centralisation, discipline, et la capacité de combat qui en découle. Mais précisément ces qualités inappréciables du parti communiste ne peuvent être préservées et épanouies dans les conditions nouvelles que sur la base d'une réponse toujours plus complète plus habile, plus précise et plus détaillée aux exigences économiques et aux besoins culturels. C'est en harmonie avec ces tâches qui doivent aujourd'hui occuper le rôle dominant dans notre politique que le parti regroupe et distribue ses forces et qu'il éduque la jeune génération. En d'autres termes la grande politique exige que le travail d'agitation et de propagande, que la répartition des forces et l'éducation soient fondés aujourd'hui sur les tâches et les besoins de l'économie et de la culture et non sur la « politique » dans son sens étroit et spécifique.

Le prolétariat représente une puissante unité sociale qui se déploie complètement et définitivement dans les périodes de tension du combat révolutionnaire pour les objectifs de toute la classe. Au sein de cette unité nous remarquons toutefois une variété extraordinaire et même une différenciation qui n'est pas d'importance négligeable : entre le berger du village, ignorant et analphabète, et le mécanicien hautement qualifié, il existe un grand nombre de qualifications et de niveaux de culture intermédiaires. Finalement chaque couche, chaque corporation, chaque groupe se compose d'hommes vivants, de divers âges, ayant des passés et des tempéraments différents. Si cette diversité n'existait pas, le travail du parti communiste pour unifier et éduquer le prolétariat serait la chose la plus simple du monde. Combien ce travail est en réalité difficile, nous le voyons en Europe occidentale. On peut dire que plus est riche l'histoire d'un pays et, avec elle, aussi l'histoire de la classe ouvrière, plus celle-ci possède de traditions, de qualification, plus il y a de vieux groupements en son sein, et plus il est difficile de la regrouper en une unité révolutionnaire. Notre prolé-

tariat est très pauvre en histoire et en tradition. Cela a incontestablement facilité sa préparation révolutionnaire en vue de la Révolution d'Octobre, mais cela a en même temps rendu plus pénible sa tâche de construction au lendemain d'Octobre.

A l'exception de la couche la plus élevée, l'ensemble de nos ouvriers est dépourvu des pratiques et des connaissances culturelles les plus élémentaires ayant rapport à l'hygiène, l'écriture, la lecture, la précision, etc... L'ouvrier européen s'est acquis la qualification lentement, au cours d'une longue vie dans le cadre de l'ordre bourgeois — c'est pourquoi il est si fortement attaché par ses couches supérieures à l'ordre bourgeois et sa démocratie, à sa presse capitaliste et autres bienfaits. Notre société bourgeoise attardée par contre n'a rien pu accorder de tout cela à nos travailleurs. A cause de cela il fut plus facile au prolétariat russe de rompre avec l'ordre bourgeois et de le renverser. Mais, pour la même raison, notre prolétariat dans sa majorité est obligé de s'approprier seulement aujourd'hui, dans les cadres de l'Etat ouvrier socialiste, les acquisitions culturelles les plus élémentaires.

L'histoire n'offre rien gratuitement. Si elle accorde un rabais sur le plan politique, elle prélève un supplément dans un autre domaine : la culture. Il fut aussi aisé, relativement, au prolétariat russe d'accomplir le bouleversement révolutionnaire qu'il lui est difficile de réaliser la construction socialiste. Mais en contre-partie, le cadre de notre nouvelle vie sociale forgé par la révolution et caractérisé par les quatre éléments fondamentaux cités au début du chapitre, accorde à tous les efforts honnêtes, engagés dans une vie raisonnable, dans le domaine de l'économie et de la culture, un caractère objectivement socialiste.

Dans la société bourgeoise l'ouvrier, sans le vouloir, enrichissait d'autant plus la bourgeoisie qu'il travaillait mieux. Dans l'Etat soviétique, le bon ouvrier consciencieux accomplit un travail socialiste et, dans le cas du travailleur apolitique, sans parti, agrandit les moyens de la classe ouvrière sans s'en préoccuper et s'en soucier. C'est tout le sens du bouleversement d'Octobre, et la nouvelle politique économique (N.E.P.) n'y apporte aucun changement. Un grand nombre d'ouvriers sans parti s'adonnent profondément à la production, à la technique, à l'établi. On ne peut parler que conditionnellement de leur « apolitisme », c'est-à-dire de leur manque d'intérêt pour la politique. Dans tous les moments importants et difficiles de la révolution ils se trouvaient à nos côtés. Dans leur écrasante majorité, ils ne s'ef-

frayèrent pas devant Octobre, ne désertèrent point, ne se livrèrent pas à la trahison. Durant la guerre civile, une grande partie d'entre eux était au front, tandis que les autres travaillaient honnêtement pour l'équipement des armées. Ensuite ils passèrent au travail du temps de paix. On les nomme apolitiques, non sans une certaine raison, parce qu'ils placent l'intérêt productif, corporatif ou de famille au-dessus de l'intérêt politique, du moins en temps « calme », habituel. Chacun d'eux veut devenir un bon ouvrier, se perfectionner dans un travail, parvenir à une catégorie supérieure autant pour améliorer la situation de sa famille que pour une ambition professionnelle justifiée. Ce faisant, chacun d'eux accomplit, comme nous l'avons déjà dit, un travail socialiste, sans se donner cet objectif. Mais nous, parti communiste, avons intérêt à ce que ces travailleurs employés dans la production relient consciemment leur travail productif quotidien aux tâches de la construction socialiste dans son ensemble. Par une telle liaison les intérêts du socialisme seront mieux assurés, tandis que ces hommes employés à l'obscur travail de reconstruction trouveront une satisfaction morale plus profonde.

Mais comment atteindre ce but ? Il est difficile d'aborder ce type d'ouvrier sur un plan purement politique. Il a déjà entendu tous les discours. Cela ne l'attire pas dans le parti. Ses pensées se concentrent sur son établi, et il n'est pas particulièrement satisfait de l'état de choses qui règne pour l'instant autour de cet établi, dans l'atelier, dans l'usine, au trust. De tels ouvriers s'efforcent de trouver le fond de toutes choses par une réflexion indépendante ; ils vivent souvent repliés sur eux-mêmes et parmi eux naissent les inventeurs autodidactes. En parlant de la politique on ne peut pas les toucher, du moins on ne parvient pas à saisir leur âme. Par conséquent on peut et on doit les aborder en parlant de la production et de la technique.

Le camarade Kolitzov, membre du Comité de Moscou, un des participants à la réunion des agitateurs de Moscou, souligna l'extraordinaire manque de manuels soviétiques, guides pour l'auto-éducation et instruments pour l'enseignement des divers métiers et branches techniques spécialisées. Les vieux livres de ce genre sont épuisés ; en outre certains d'entre eux sont techniquement dépassés, en même temps qu'ils étaient pénétrés au point de vue politique par un esprit de servilité envers le capitalisme. On peut compter sur les doigts de la main les récents manuels de cette sorte ; il est difficile de se les procurer, car ils ont paru à des moments divers, édités

par toutes sortes d'organismes et d'administrations, sans que fût établi le moindre plan général. Du point de vue technique, ils ne sont pas toujours valables ; ils sont fréquemment trop théoriques, académiques et habituellement dépourvus de toute couleur politique, n'étant au fond que des traductions masquées de langues étrangères. Aujourd'hui il nous faut une série de nouveaux manuels de poche pour le mécanicien soviétique, pour le tourneur soviétique, pour l'électricien soviétique, etc... Ces manuels doivent être adaptés à notre technique et à notre économie présentes ; ils doivent tenir compte aussi bien de notre pauvreté que de nos immenses possibilités et s'efforcer d'implanter dans notre industrie de nouvelles méthodes plus rationnelles. Ils doivent ouvrir plus ou moins fortement les perspectives socialistes du point de vue des nécessités et des intérêts de la technique elle-même, en soulevant notamment les problèmes de l'électrification et de l'économie planifiée. Les idées, et les conclusions socialistes doivent être dans de telles éditions, partie intégrante de la théorie et de la pratique de chaque branche et ne prendre, en aucun cas, le caractère d'une agitation extérieure fâcheuse. Le besoin de telles éditions est considérable ; il répond au dénuement des ouvriers qualifiés et au désir des travailleurs de comprendre leur métier. Ce besoin s'est aiguïté par l'interruption de l'activité productive dans les années de la guerre impérialiste puis de la guerre civile. C'est un devoir très important et rempli de promesses qui se présente à nous.

On ne doit évidemment pas fermer les yeux devant la difficulté de créer une série de tels manuels. Les ouvriers, même de haute qualification, sont peu aptes à rédiger des manuels. Les écrivains techniques qui se chargent de tels travaux ignorent fréquemment le côté pratique de leur spécialité. Enfin peu d'entre eux sont des gens ayant des idées socialistes. Néanmoins cette tâche est réalisable, non par des moyens « simples », c'est-à-dire routiniers, mais par des méthodes combinées. Pour rédiger un traité on au moins le réviser, on constitue un collège, disons une commission de trois membres composée d'un écrivain technique professionnel qui, si possible, connaît l'état de notre production dans son domaine ou qui est capable d'apprendre à le connaître ; d'un ouvrier hautement qualifié de la même branche technique, intéressé par la production et ayant des dons d'invention ; et d'un écrivain marxiste, un politique, attiré par les problèmes de la production et disposant de quelques connaissances techniques. Par cette méthode ou toute autre semblable, une bibliothèque modèle d'ouvrages tech-

niques de production doit être créée. Ces ouvrages, cela va de soi, devront être bien imprimés, bien brochés, d'un format commode et d'un prix modéré.

Une telle bibliothèque remplirait un double rôle: elle contribuerait à élever la qualité du travail et par conséquent au succès de l'édification socialiste ; elle aiderait en même temps à gagner à l'économie socialiste ainsi qu'au parti communiste un groupe précieux d'ouvriers, artisans de la production. L'affaire ne peut, bien entendu, se limiter à la parution d'une série d'ouvrages pédagogiques. Nous nous sommes arrêtés avec tant de détails sur cette question parce qu'il s'agit, nous semble-t-il, d'un exemple caractéristique de la nouvelle voie conforme aux tâches de la période présente. Le combat pour la conquête des prolétaires « apolitiques » peut et doit être conduit par divers moyens. Des périodiques techniques, scientifiques, hebdomadaires et mensuels, spécialisés dans diverses productions sont indispensables; des associations scientifiques et techniques, adaptées à ces travailleurs, doivent être formées. Une bonne moitié de notre presse syndicale doit s'adresser à ces ouvriers si elle veut être une presse qui n'est pas seulement destinée au personnel employé par les syndicats. Mais l'argument politique le plus convaincant pour les travailleurs de ce type est constitué par chacun de nos succès pratiques dans l'industrie, chaque effort mûri du parti dans cette direction.

La conception politique générale de cette catégorie de travailleurs peut être exprimée par la formulation suivante entendue fréquemment : « Ce qui a rapport à la révolution et au renversement de la bourgeoisie, il n'est pas nécessaire d'en parler ; c'est clair et a été réalisé une fois pour toutes. Nous n'avons pas besoin de la bourgeoisie. Nous n'avons pas besoin non plus des mencheviks et autres commis de la bourgeoisie. En ce qui concerne « la liberté de presse », cela n'a pas une si grande importance, il ne s'agit pas de cela. Mais comment viendrons-nous à bout de l'économie ? Vous, communistes, avez pris la direction en main. Vos objectifs et vos plans sont bons, nous le savons ; ne le répétez pas, nous l'avons entendu, nous sommes d'accord, nous vous soutiendrons. Mais comment entendez-vous réaliser ces tâches dans la pratique ? Jusqu'ici vous avez mis plus d'une fois vos mains là où elles n'avaient que faire, il n'y a pas à s'en

cacher. Nous savons, nous savons, on ne peut pas tout régler à la fois ; on doit apprendre, des fautes sont inévitables. C'est la vie. Si nous avons toléré les crimes de la bourgeoisie, à plus forte raison supporterons-nous les erreurs de la révolution. Mais cela ne doit pas durer éternellement. Parmi vous autres, communistes, il y a bien aussi des gens divers comme parmi nous, pauvres pêcheurs : les uns apprennent véritablement, se comportent consciencieusement dans les affaires, se préoccupent d'atteindre un résultat économique pratique, cependant que les autres ne cherchent qu'à nous reconforter par des discours creux. Et ceux-ci commettent de grands dommages car le travail leur coule entre les doigts ».

Voici donc la physionomie de ce type : un tourneur, un ajusteur ou un fondeur ambitieux et appliqué qui s'intéresse à son travail, non un enthousiaste, plutôt passif en politique, mais réfléchi, d'esprit critique, par moment quelque peu sceptique, mais constamment fidèle à sa classe — un prolétaire de valeur. C'est sur ce type d'ouvrier que le parti doit mettre le cap dans l'actuelle époque de son travail. Le degré de conquête de cette couche dans l'économie, dans la production et dans la technique sera la mesure politique la plus sûre de nos succès dans le domaine du travail culturel, ce terme étant compris dans son esprit large, léniniste.

L'orientation basée sur le bon ouvrier ne contredit aucunement la seconde tâche du parti : la conquête de la jeune génération du prolétariat. Cette jeune génération croît dans les conditions d'une période donnée, se forme, se renforce et se forge dans la solution de tâches déterminées. La jeune génération doit être avant tout une génération d'ouvriers hautement qualifiés, aimant leur travail. Elle doit être élevée dans la conscience que son travail de production est en même temps un service rendu au socialisme. L'intérêt pour sa propre formation professionnelle, l'aspiration à devenir un « maître » dans son travail, rehaussera considérablement aux yeux de la jeunesse l'autorité des bons ouvriers qui, nous l'avons vu, demeurent aujourd'hui, dans leur majorité, à l'extérieur du parti. L'orientation en direction de l'ouvrier consciencieux, capable, devient en même temps une directive pour l'éducation de la jeunesse prolétarienne. Sans cela, la marche en avant vers le socialisme serait impossible.

Sens et perspectives de la politique de la 4^e Internationale

La disproportion criante qui existe entre la maturité des conditions objectives, les possibilités objectives, si favorables à la révolution, entre le mouvement révolutionnaire spontané même des masses coloniales et métropolitaines, d'une part, et la confusion, la paralysie, la médiocrité des directions officielles social-démocrates et stalinienne du prolétariat est une réalité de plus en plus ressentie par un nombre croissant d'éléments d'avant-garde.

Ceux-ci se trouvent disséminés. Ils se forment au sein des différentes organisations de masse politiques et syndicales (ou syndicales seulement) de chaque pays.

Par comparaison avec la situation du mouvement ouvrier du temps, disons, de la I^{re} Internationale, la situation actuelle est caractérisée, en règle générale, par l'organisation de la classe dans des formations précises. La partie la plus évoluée de la classe, la plus déterminante est aujourd'hui organisée politiquement et syndicalement, ou simplement syndicalement, comme c'est encore le cas aux Etats-Unis ou en Argentine.

La tendance marxiste révolutionnaire — les Communistes d'aujourd'hui, au sens que ce terme avait dans le *Manifeste Communiste* — si elle veut s'intégrer dans la classe aussi intimement que possible doit s'intégrer dans ces organisations telles qu'elles sont dans chaque pays. Celles-ci représentent pour la tendance marxiste révolutionnaire la classe sous sa forme organisée élémentaire et transitoire, dans laquelle il s'agit de faire pénétrer les idées et le programme du marxisme révolutionnaire. Le but ultime de cette intégration organique de l'avant-garde de la classe, de la tendance marxiste révolutionnaire, dans la partie décisive de la classe — celle qui est actuellement organisée en partis politiques ouvriers (sociaux-démocrates ou stali-niens) et en syndicats — reste naturellement la formation d'une véritable direction marxiste révolutionnaire de masse (c'est-à-dire qui soit à la tête d'un Parti marxiste révolutionnaire de masse), instrument indispensable pour la victoire de la révolution et du socialisme, nationalement et internationalement.

La tendance marxiste révolutionnaire — les Communistes d'aujourd'hui — ne peut considérer aucune des organisations ouvrières actuelles, social-démocrates ou stalinienne, comme étant ou devant

inéluclablement devenir ces partis marxistes révolutionnaires de masse. Ni le réformisme ni le centrisme social-démocrate ou stalinien (même sous leurs formes les plus évoluées) ne peuvent remplacer de tels partis ni assurer une telle évolution nécessaire. La formation de partis marxistes révolutionnaires de masse nationaux faisant partie intégrante d'une Association internationale marxiste révolutionnaire de masse, est une tâche qui s'accomplira par la défaite idéologique au sein du mouvement ouvrier du réformisme et du centrisme social-démocrate ou stalinien. Les formes organisationnelles précises que revêtiront cette défaite et, par suite, la victoire des idées et du programme du véritable marxisme révolutionnaire, ne sont pas encore prévisibles et déterminables. Théoriquement, il n'est pas exclu que, dans un pays donné, le parti marxiste révolutionnaire de demain surgisse — par des transformations idéologiques profondes — dans le cadre organisationnel d'une des actuelles formations de masse social-démocrates ou stalinienne. Ainsi, par exemple, théoriquement, il n'est pas exclu que le Labour Party anglais dans lequel est organisée actuellement la partie décisive de la classe ouvrière britannique (ou que le Parti communiste en France) reste le cadre organisationnel du véritable parti marxiste révolutionnaire de masse de demain. C'est-à-dire qu'il n'est pas exclu théoriquement d'envisager que la victoire de la tendance marxiste révolutionnaire s'accomplira dans le cadre organisationnel d'une de ces formations de masse dans lesquelles se concentre déjà la partie essentielle de la classe. Mais l'éventualité d'éclatement organisationnel de toutes les formations actuelles de masse et de nouveaux regroupements organisationnels également, accompagnant le processus de différenciation et de regroupement idéologique indispensable, n'en reste pas moins valable et est pratiquement la plus probable.

De toute manière, il est peu utile et peu nécessaire de se perdre dans de telles conjonctures. En l'état actuel du mouvement ouvrier et du rapport de force qui existe entre l'avant-garde marxiste révolutionnaire et la partie organisée de la classe ouvrière qui se trouve sous l'influence réformiste ou stalinienne, il n'y a qu'une certitude qui est pour nous dé-

terminante : le processus de formation du parti marxiste révolutionnaire de masse passe, pour toute une période, par le travail de la tendance marxiste révolutionnaire au sein des organisations de masse actuelles, par son intégration

aussi intime que possible avec le mouvement organisé réel de la classe ouvrière dans chaque pays.

C'est sur la base de cette constatation que notre mouvement travaille depuis un certain temps déjà.

LE CONTENU POLITIQUE DE L'ENTRISME

Nos forces se sont intégrées dans chaque pays dans les mouvements et organisations par lesquels passe actuellement le processus fondamental de politisation et d'organisation de la classe : syndicats péronistes en Argentine, Labour Party britannique, Parti socialiste allemand, Partis communistes français et italien, etc. Une fois adéquatement intégrées dans ce milieu qui représente pour nous, en gros, la classe ouvrière dans son état de conscience politique et organisationnel élémentaire et transitoire, nos forces passent à leur tâche suivante : servir par tout, dans tous les cas, en tant que facteur de direction politique consciente de ces mouvements et organisations, et qui formule les mots d'ordre et la politique de classe la plus appropriée au moment et au niveau de ces mouvements. C'est en effet aux forces de la tendance marxiste révolutionnaire intégrées dans chaque pays, et aux organes d'expression propre et indépendante de cette tendance assumée par l'Internationale (qui est l'organisation internationale propre de la tendance marxiste révolutionnaire) qu'incombe la tâche de formuler ce que doit être à chaque moment la politique de ces organisations de la classe, en tenant compte du moment et de leur niveau. Il ne s'agit pas là de formuler la politique propre de la tendance marxiste révolutionnaire, mais une sorte de politique transitoire pour ces organisations. La formulation d'une telle politique ne se fait naturellement pas par une adaptation pure et simple au niveau de ces organisations, car dans ce cas elle ne pourrait être qu'opportuniste ou centriste, c'est-à-dire inefficace, fausse, criminelle et même traîtresse.

Mais elle ne se fait pas non plus sans tenir compte du niveau et des possibilités de ces organisations. Par exemple c'est à la tendance marxiste révolutionnaire intégrée au sein du Labour Party britannique de formuler la politique de classe élémentaire et transitoire la plus appropriée aux circonstances qui règnent actuellement au sein de cette organisation, relativement aux questions du réarmement allemand ou de la lutte contre la droite bureaucratique qui dispose de l'appareil du parti et des syndicats.

Dans la formulation de cette politique, la tendance marxiste révolutionnaire doit tenir compte de la position de ses alliés les plus proches, en l'occurrence, dans l'exemple cité, de la tendance Bevan, afin de ne pas la heurter de front tout en ne s'identifiant pas complètement avec ses positions centristes, mais au con-

traire en trouvant le moyen de la faire progresser.

Dans le cas du Parti socialiste allemand, c'est encore à la tendance marxiste révolutionnaire intégrée dans ce parti qu'incombe la tâche de formuler la politique de classe la plus appropriée pour propulser la lutte contre le réarmement de la bourgeoisie allemande et la lutte pour l'unification du pays.

De même dans le cas du Parti communiste français, dérouter et paralyser par la politique opportuniste et carrément criminelle de sa direction envers le gouvernement du grand capital de Mendès-France, la tendance marxiste révolutionnaire a pour tâche en ce moment précis de formuler la politique apte à aider les meilleurs militants et cadres de ce parti à réaliser pleinement en quoi la politique de leur direction est fautive sur cette question précise et comment redresser la situation.

L'intégration de nos forces dans les mouvements et organisations fondamentales majoritaires de la classe ouvrière ne signifie pas une démission même provisoire de notre rôle de direction politique consciente de la classe. Car, définir à chaque moment et selon les possibilités objectives et subjectives la politique de classe nécessaire est une tâche qui ne peut être assumée que par la tendance marxiste révolutionnaire. Sous des formes nouvelles il faut poursuivre le même effort et le même but. Abdiquer dans cette mission, c'est adopter une attitude antimarxiste d'évolution fataliste, le mouvement se suffisant à lui-même et créant ex nihilo sa conscience. Il importe guère que les forces de la tendance marxiste révolutionnaire soient encore peu nombreuses pour assumer cette tâche de direction politique effective au sein des mouvements et organisations de classe dans lesquels la tendance opère.

Son rôle de direction politique provient du fait que seule elle possède une claire conscience, un programme et une perspective de classe.

D'autre part, malgré le caractère encore restreint de ses forces à l'étape actuelle, la tendance marxiste révolutionnaire, aidée par les conditions objectives actuelles éminemment favorables, peut exercer et exerce effectivement une influence incontestablement non négligeable dans la détermination de l'orientation et de la politique de certaines organisations de masse. Dans l'avenir cette influence s'avérera encore plus importante et même, dans certains cas, décisive.

De ce point de vue, que nous agissions dans un pays comme organisation essentiellement indépendante (Ceylan, Bolivie) ou essentiellement intégrés dans telle ou telle organisation social-démocrate ou stalinienne, notre mission, notre rôle de direction politique de la classe ouvrière ne s'efface pas, malgré les formes différentes qu'il revêt dans chaque cas. Car, répétons-le, ce rôle de **direction politique** de la classe est avant tout fonction du programme et de la qualité marxiste et non de la position de **facto** des appareils bureaucratiques à idéologie et programme petits bourgeois, réformistes ou centristes, à la tête des organisations de masse. Attendre de ces appareils une ligne, un programme, une politique de classe, est un non sens. Organiquement ils sont incapables de jouer un tel rôle.

D'autre part nous considérer à présent comme une partie de la direction politique marxiste révolutionnaire de la classe parmi d'autres tendances du mouvement ouvrier qui devraient être mises sur le même plan est aussi un non-sens. Dans le **présent**, nous sommes la seule tendance marxiste révolutionnaire, par le fait du caractère complet de notre programme, organiquement issu de la tradition, de la pratique et de la théorie du mouvement marxiste révolutionnaire depuis sa naissance, mouvement que nous seuls continuons aujourd'hui. Nous œuvrons bien sûr, à travers notre intégration aussi intime que possible avec la classe pour notre jonction demain avec des forces plus larges amenées aussi près que possible des positions fondamentales du marxisme révolutionnaire, en partie par notre travail, en partie par leur propre expérience. Tout ce raisonnement repose sur la stricte réalité et n'a rien de péremptoire.

D'autre part, une telle existence et un tel rôle de la tendance marxiste révolutionnaire sont inconcevables sans une existence et une vie organisationnelle propres, nationalement et internationalement. La tendance marxiste révolutionnaire du mouvement ouvrier n'est pas une lâche liaison idéologique entre éléments disséminés ici ou là, mais une organisation militante internationale. Ceci tient, entre autre, à la nature du mouvement ouvrier et de la politique marxiste révolutionnaire. Il ne s'agit pas de se mettre vaguement d'accord, une fois pour toutes, sur un ensemble de principes et d'idées générales, sur un programme « marxiste révolutionnaire ». Il s'agit de dégager ce programme organiquement de la pratique et de la théorie du mouvement révolutionnaire vivant, de l'assimiler et d'être ensuite capable de le développer constamment selon l'évolution de la situation. Tout ceci est impossible sans une vie organisationnelle au sein d'une même organisation internationale, creuset pour les expériences et les idées, laboratoire où s'élaborent la ligne commune, la formation de différents éléments, leur discipline idéologique et militante.

La tendance marxiste révolutionnaire internationale est, par sa nature même, structurée, organisée, comme l'est actuellement la IV^e Internationale. Ceux qui voudraient éventuellement mettre à sa place des associations idéologiques organisationnellement plus lâches sur le plan national et international, sous le prétexte de pouvoir ainsi mieux faciliter la fusion dans l'action avec la classe et le « travail de masse », n'ont que superficiellement réfléchi sur la nature du mouvement révolutionnaire et sur ses possibilités de se maintenir et de se développer en tant que tendance politique. Ils préparent leur propre dégénérescence idéologique et même leur liquidation pure et simple dans la masse, et diminuent à l'extrême leurs possibilités d'influencer d'autres éléments d'avant-garde et de les assimiler.

Cette influence possible et nécessaire — qui est en réalité le but de tout le reste du travail — est proportionnelle à la force du programme total, et à la vigueur, à la conviction que met, dans le combat pratique pour le défendre, tout groupement politique réellement désireux d'influencer la classe. Les associations vagues, sur quelques idées, venant « modestement contribuer » — à côté d'autres tendances idéologiquement « égales » à elles — à la formation politique marxiste révolutionnaire de la direction de la classe, ne peuvent en définitive intéresser personne, pas même à la longue leurs propres membres, et sont inexorablement vouées à un dépérissement rapide. Tout cela n'est en réalité que l'a b c de la politique et ne peut être ignoré que par des gens qui ont perdu tout contact avec la réalité du mouvement ouvrier. Le sectaire s'isole des masses en s'enfermant dans la tour d'ivoire de ses schémas préfabriqués et de son « catéchisme » abstrait ; mais celui qui pour mieux « fusionner » avec la classe se débarrasse des idées, du programme et devient politiquement « anonyme » glisse non moins inaperçu et inefficace à travers la masse.

Moins que jamais, l'heure est à des « recommencements », des « nouveaux cours », à partir de l'anonymat politique et en se revendiquant « modestement » de quelques idées et « contributions ». Plus que jamais, dans le creuset révolutionnaire le plus formidable de toute l'Histoire que constitue le moment historique présent, la tendance marxiste révolutionnaire organisée doit combiner le travail pratique souple, adapté aux conditions de chaque pays, avec la plus courageuse défense par des moyens appropriés du programme et de la politique intégrale du marxisme révolutionnaire. Comme nous le faisons actuellement par le partage en quelque sorte du travail entre les forces proprement dites entristes et l'existence particulièrement de l'Internationale, qui reste indépendante et s'exprime ouvertement.

EXPLIQUER L'ENTRISME

Le nombre d'éléments, avons-nous écrit au début de cet article, qui disséminés dans les organisations de masse réalisent d'une manière plus ou moins claire la disproportion entre les possibilités objectives et la médiocrité, l'inefficacité, la trahison même des directions officielles social-démocrates et stalinien-nes, devient de plus en plus grand.

Ces éléments forment en réalité l'armée immense des forces potentielles de la tendance marxiste révolutionnaire intégrée dans la classe. Notre politique triste actuelle s'adresse à ces forces. Il s'agit de les faire progresser et de les gagner idéologiquement, en tenant compte de leur attachement aux organisations de masse dans lesquelles elles militent. Nous leur disons : « Il est nécessaire d'arriver à une direction nationale et internationale du prolétariat véritablement marxiste révolutionnaire, afin d'assurer la victoire de la révolution et du socialisme mondialement. Vous voyez bien — même si ce n'est pas encore d'une manière complète — que ni sociaux-démocrates ni staliens ne sont capables d'assurer une telle direction en restant tels qu'ils sont. Mais, d'autre part, sortir un à un de ces organisations existantes, pour se regrouper à l'étape actuelle en dehors d'elles et contre elles n'est ni possible ni efficace. Vous-mêmes hésitez à le faire. Il ne reste qu'à travailler à

l'intérieur de ces organisations de manière à grossir un courant de gauche de plus en plus radical afin d'influencer — dans toute la mesure du possible — leur politique présente et d'attendre des moments plus propices pour arriver à une victoire totale. L'évolution internationale rapproche ces moments. Regroupez-vous à l'intérieur de ces organisations en tendance. Liez-vous avec les éléments de la tendance marxiste révolutionnaire qui y travaillent déjà. Tenez-vous au courant de ses idées en étudiant sa presse et ses de cette orientation de notre politique et documents ». Nous n'avons rien à cacher de cette activité.

A ceux qui objectent que nos idées sont justes mais notre action inefficace, nous répondons : « Nous sommes dans la classe là où elle se trouve organisée dans chaque pays. Nous militons loyalement dans ces organisations et nous y œuvrons pour la formation d'un courant de gauche conséquent et radical. Cette activité n'a rien de sectaire et elle est la seule possible pour un élément conscient de la classe à l'heure actuelle. Nous appelons tous les éléments d'avant-garde à en faire autant ». Et quand un militant de ces organisations demande ce qu'il doit faire, nous répondons : « Reste là où tu es et continue à y travailler en liaison avec la tendance marxiste révolutionnaire ».

LES PERSPECTIVES

Cette conception du travail est axée sur une perspective politique précise : l'évolution de la situation internationale comportera et nécessitera dans des délais relativement courts le regroupement idéologique de forces marxistes révolutionnaires infiniment plus larges que celles qui sont actuellement organisées dans la IV^e Internationale.

Nous n'avons pas devant nous une ère, une période historique — même de quelques dizaines d'années — de « coexistence pacifique » entre le capitalisme et les Etats ouvriers, ce qui signifierait un *statu quo* prolongé, une stagnation sur le plan de la lutte de classe et de la marche de la révolution. Nous avons au contraire une marche irréversible de l'impérialisme vers la guerre contre la Révolution sous toutes ses formes.

Le réarmement de l'Allemagne de Bonn réchauffera à nouveau l'atmosphère de la « guerre froide » et durcira la lutte dans tous les domaines. Les illusions créées par l'intermède des antagonismes interimpérialistes autour de la question allemande vont se dissiper ; la volonté de l'impérialisme de plonger l'humanité dans un nouveau conflit sera ressentie chaque jour davantage.

Les grandes organisations ouvrières, elles aussi, subiront d'un côté la pres-

sion grandissante de l'impérialisme, de l'autre celle de leur base désirant une lutte plus efficace, par des moyens de classe, contre la menace plus précise de la réaction et de la guerre.

Sur ce fond, d'autres facteurs influenceront pour créer — selon toute probabilité — un climat absolument nouveau au sein du mouvement ouvrier depuis la dégénérescence de la III^e Internationale : ceux qui proviennent de la nouvelle situation qui se développe en U.R.S.S., dans les autres Etats ouvriers et dans les Partis communistes depuis la mort de Staline. On a eu beau nier au début les changements intervenus dans la mécanique, l'équilibre et la dynamique du stalinisme ; les faits cependant s'accumulent et leur sens pénètre insensiblement parmi tous les milieux tant soit peu critiques. La bureaucratie soviétique et son emprise sur le mouvement ouvrier international sont soumises à la pression de forces dissolvantes, l'équilibre est rompu, la situation est devenue fluide, et la stabilisation impossible sur la base antérieure ou sur celle d'un *statu quo* quelconque. Le relâchement du contrôle bureaucratique, l'affaiblissement de son efficacité et du prestige de la direction bu-

(Suite page 68)

La 1^{re} Internationale, sa place dans l'évolution du mouvement ouvrier

(28 septembre 1864 — 28 septembre 1954)

« Ce n'est pas l'Internationale qui a poussé les ouvriers à faire grève ; ce sont les grèves qui ont poussé les ouvriers dans l'Internationale ». (K. Marx)

LE NATIONALISME DE LA BOURGEOISIE...

La nation est une création de la bourgeoisie. Le marché national est le cadre nécessaire au déploiement productif du Capital. Il est vrai qu'en même temps qu'il crée les nations modernes, le mode de production capitaliste crée le marché mondial qui enlève aux nations toute possibilité d'un développement indépendant. Mais l'antagonisme entre la base de départ nationale du capitalisme et sa tendance inexorable à dépasser les limites de la nation dans son expansion économique reste un antagonisme insoluble dans le cadre du système capitaliste. Le mode d'appropriation privée de la plus-value fait de la concurrence le moteur du système, et toutes les tentatives d'organisation capitaliste ne répriment cette concurrence sur un plan que pour la faire renaître avec une acuité plus grande sur un plan différent. Même à l'époque où sa supériorité économique est écrasante, la bourgeoisie américaine continue à défendre « sa » production horlogère au moyen de tarifs douaniers protecteurs contre la concurrence suisse. Même à l'époque de la menace mortelle commune qui pèse sur elles de par le renforcement des puissances anticapitalistes, les bourgeoisies française et allemande se disputent avec acharnement les mines et hauts-fourneaux de la Sarre.

ET L'INTERNATIONALISME DU PROLETARIAT

Le prolétaire moderne, produit du capital, est né comme celui-ci sous le signe de la concurrence. Mais alors que la concurrence a ses racines dans la nature intime de la bourgeoisie, le prolétariat apprend bientôt qu'il est vital pour lui de supprimer cette concurrence dans son propre sein. Devant la puissance concentrée du capital que chaque capitaliste individuel incarne devant l'ouvrier, les travailleurs ne peuvent se défendre qu'en se coalisant entre eux, qu'en s'organisant, qu'en opposant leur solidarité collective à l'argent de la bourgeoisie. Les coalitions ouvrières et leur forme permanente, les syndicats, sont des produits spontanés, automatiques, de la lutte de classe entre capitalistes et prolétaires.

Pour qu'une grève puisse réussir, les ouvriers en lutte doivent rassembler la majorité de leurs compagnons de travail. Pour briser cette grève, le capital fait appel aux « réserves de main-d'œuvre » auxquelles la misère et le manque d'expérience n'ont pas encore permis de surmonter la concurrence élémentaire de prolétaires à la recherche d'un emploi. Mais ces réserves se réduisent, du moins en ce qui concerne les ouvriers qualifiés, parce que l'expérience des luttes de classe tend rapidement à établir un niveau moyen de conscience en leur sein dans chaque pays. Les réserves de main-d'œuvre que le capital mobilise dans ces conditions, ce sont des réserves étrangères. La riposte à de tels efforts patronaux, c'est la tentative d'englober les ouvriers de tous les pays dans un même mouvement de solidarité. Voilà l'origine de l'internationalisme prolétarien en tant que produit spontané, automatique de la lutte de classe, au même titre que les caisses de résistance ou les syndicats ouvriers.

INTERNATIONALISME PRATIQUE...

L'organisation syndicale de la classe ouvrière connut son premier essor sérieux dans le pays qui connut aussi le premier essor de la grande industrie moderne : la Grande-Bretagne. Les *trade-unions* britanniques qui se développèrent rapidement en Grande-Bretagne au début des années soixante du siècle passé, eurent particu-

lièrement à souffrir des briseurs de grève que les patrons importèrent de l'autre côté de la Manche ; ils souffrirent de même d'un effort continu du patronat pour faire pression sur les salaires en s'appuyant sur la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Aussi, lorsque le 5 août 1862, les représentants des **trade-unions** donnèrent un banquet en l'honneur de la délégation d'ouvriers parisiens, envoyés sur l'initiative du gouvernement de Napoléon III à l'Exposition Universelle de Londres, ils inclurent dans l'Adresse lue à cette occasion les passages suivants :

« Aussi longtemps qu'il y aura des patrons et des ouvriers, qu'il y aura concurrence entre les patrons et des disputes sur les salaires, l'union des travailleurs entre eux sera leur seul moyen de salut... Espérons que maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que comme hommes, comme citoyens et comme ouvriers, nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis ; espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication, et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira les travailleurs de tous les pays. »

En rédigeant cette Adresse, les dirigeants des **trade-unions** de Londres renouèrent avec une vieille tradition de solidarité plébéienne anglo-française, dont Riazanov a le premier retrouvé l'origine au cours de la Révolution française (La classe ouvrière anglaise et la guerre contre les Jacobins, *Neue Zeit* no du 1^{er} janvier 1915). Un cordonnier écossais, Thomas Hardy, avait fondé en 1792 la **London Corresponding Society** qui, s'opposant à la guerre contre-révolutionnaire que Pitt prépara contre la Révolution française, avait envoyé un message à la Convention nationale et organisé dans toute la Grande-Bretagne la propagande de solidarité avec la Révolution française jusqu'à ce que la répression s'abattit sur elle fin 1793 début 1794. La **London Corresponding Society** était composée presque exclusivement d'ouvriers ; à quelques exceptions près tous les dirigeants ouvriers des années 1820-1830 ont été membres de cette organisation. Hardy fut célébré jusque dans les années 1840 comme un précurseur du mouvement ouvrier britannique. Et le hasard a voulu que l'Adresse aux ouvriers français de 1862 est également attribuée à un ouvrier cordonnier, Odger, qui jouera un rôle prédominant dans l'Association internationale des Travailleurs.

ET INTERNATIONALISME THEORIQUE

Mais l'Adresse aux ouvriers français de 1862 renouait, sans le savoir, sans doute, avec une autre tradition encore. Dans ses paroles finales « ... qui unira les travailleurs de tous les pays » nous retrouvons l'écho de l'immortel appel que deux jeunes Allemands avaient lancé au monde, quinze ans auparavant, en 1847 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

C'est que l'internationalisme prolétarien ne représente pas seulement une nécessité de la lutte de classe ouvrière, empiriquement acquise à travers les luttes réelles menées par les organisations syndicales. L'internationalisme prolétarien représente également l'élément de base de la conscience de classe ouvrière théoriquement formulée dans le programme communiste, bien plus tôt que l'expérience n'en rende consciente l'avant-garde ouvrière.

Lorsque Marx et Engels écrivirent le **Manifeste Communiste**, ils étaient devenus des internationalistes dans l'action, grâce à leur appartenance à l'« Association des Communistes » qu'Engels a appelée à juste titre « la première organisation ouvrière internationale », et qui exista de 1836 à 1852. C'était à l'origine un petit groupe d'ouvriers allemands, avant tout de tailleurs qui se déplaçaient régulièrement dans toute l'Europe occidentale et qui avaient été d'abord reliés à l'« Association des Saisons » de Blanqui, avant de tomber sous l'influence du communisme utopique de l'ouvrier Weitling puis sous celle de Marx et d'Engels. C'est pour ce groupe qui eut d'ailleurs lui aussi, son centre à Londres, que Marx et Engels rédigèrent le **Manifeste Communiste**.

Mais même avant leur contact avec une organisation ouvrière internationale, Marx et Engels avaient abouti, sur le plan de la théorie, à la conclusion inexorable, inscrite dès 1845 dans l'**Idéologie allemande**, que, de par sa nature, la société communiste ne pourra être qu'une société mondiale, parce que partant du développement des forces productives réalisé par le capitalisme sur le marché mondial. Et dès 1846, Marx avait organisé un « comité de correspondance », et adressé des lettres aux principaux socialistes de l'époque pour que « le mouvement social sorte des limites de la nationalité », comme il l'écrit dans sa lettre à Proudhon du 5 mai 1846.

C'est de la fusion entre ces deux courants internationalistes, le courant empirique incarné par les **trade-unions** britanniques, et le courant conscient, incarné par Marx et sa petite cohorte d'amis, qu'est née la Ière Internationale.

LA DOUBLE FONCTION DE LA 1^{re} INTERNATIONALE

Dès la réunion du 28 septembre 1864, à laquelle l'Association Internationale des Travailleurs fut formellement créée et qui fut convoqué en résultat des efforts répétés des syndicats londoniens pour maintenir un contact avec les ouvriers parisiens, Marx reconnut la double fonction que la 1^{ère} Internationale aura effectivement dans l'évolution du mouvement ouvrier international : d'une part rassembler toutes les organisations ouvrières réelles qui existent de par le monde ; d'autre part leur infuser une conscience communiste plus claire, quant à leurs buts et aux moyens d'action à utiliser pour atteindre ces buts.

Le fait que l'A.I.T. ne fut pas fondée par quelques sectes mais représenta le mouvement réel des travailleurs, tel qu'il existait à ce moment, fut pour Marx d'une importance capitale. Il dit lui-même, dans sa lettre à Engels du 4 novembre 1864, que ce fut la condition de sa participation à la réunion du 28 septembre 1864 et au Conseil général élu à cette réunion. Le 23 novembre 1871, il écrit à Bolte :

« L'Internationale fut fondée pour remplacer les sectes socialistes ou semi-socialistes par l'organisation réelle de la classe ouvrière pour la lutte. Les statuts originaux et l'Adresse inaugurale montrent cela au premier coup d'œil ».

Pour réaliser cette tâche, Marx s'imposa une auto-discipline sévère. Il s'efforça consciemment de formuler les idées communistes d'une façon telle qu'elles deviendraient « acceptables du point de vue présent du mouvement ouvrier » (lettre citée ci-dessus à Engels). Il suffit de comparer l'audace de la pensée et du langage du Manifeste Communiste à la démonstration patiente et apparemment modérée de l'Adresse Inaugurale, qui fut unanimement acceptée par tous les courants du mouvement ouvrier de l'époque, pour se rendre compte du doigté avec lequel Marx remplit cette tâche délicate.

Mais tout en veillant soigneusement à la forme du langage, pour ne pas choquer avant tout les leaders trade-unionsistes engagés dans une campagne politique côte à côte avec les libéraux l'bre-échangistes du type Cobden et Bright, Marx n'en resta pas moins d'une rigueur extrême dans le contenu, se refusant à admettre des idées confuses, petites-bourgeoises, ou simplement sentimentales, insignifiantes, dans les documents de l'A.I.T. Pour que le rassemblement des tendances idéologiquement diverses dans une seule organisation ouvrière internationale ne se termine pas en expérience négative, il fallait éduquer, patiemment il est vrai, mais éduquer quand même, les meilleurs éléments de toutes ces tendances dans l'esprit de la conscience de classe portée à sa plus haute expression, c'est-à-dire dans l'esprit du marxisme. En ce sens, le comportement de Marx au Conseil Général de l'A.I.T. fut inspiré par la devise latine qu'il cite dans sa lettre-compte-rendu de la fondation de l'Internationale, adressée à Engels le 4 novembre 1864 : *suaviter in modo, fortiter in re* : doux dans la forme, mais courageux, fort, dans le fond.

DEUX ETAPES

A ces deux fonctions objectives de la 1^{ère} Internationale dans l'évolution du mouvement ouvrier international, à ce double but que poursuivait l'avant-garde marxiste en son sein, correspondirent deux étapes de développement de l'Internationale elle-même, dans lesquelles tantôt un aspect de son activité, et tantôt l'autre acquit une importance prépondérante.

Pendant la première phase, l'activité de regroupement, d'organisation, c'est-à-dire l'action vers l'extérieur, eut nettement le dessus sur l'activité interne de différenciation idéologique. Ce fut la période pendant laquelle l'Internationale réalisa ses succès les plus étonnants. Presque toutes les organisations ouvrières existantes de par le monde furent contactées et regroupées par elle : la plupart des trade-unions britanniques, les partis ouvriers allemands — le parti lassalien étant empêché par la législation prussienne d'adhérer directement à l'A.I.T. se solidarisa publiquement avec son programme —, les courants socialistes-proudhoniens français et belge, les organisations résultant du travail fiévreux de Bakounine et de ses amis en Suisse, en Italie et en Espagne.

En fait, l'Internationale ne connut que deux échecs pendant cette phase. Aux Etats-Unis, malgré des contacts d'abord prometteurs, l'organisation nationale ouvrière, la National Labor Union, refusa d'entrer dans l'A.I.T. et se désagrégea rapidement sous les effets d'une variante américaine du proudhonisme, le « green-backisme ». En Grande-Bretagne, malgré l'avis favorable prononcé par deux Congrès des trade-unions, celui de Sheffield (1866) et celui de Birmingham (1869), quelques syndicats importants, avant tout le conseil syndical de Londres, refusèrent d'adhérer à l'organisation internationale.

Mais que représentent ces deux échecs par rapport aux résultats étonnants obtenus ! L'Internationale prend une influence réelle sur ce mouvement syndical à Londres, qui représente plus de 100.000 ouvriers organisés. Elle dirige la grande

agitation pour le suffrage universel, qui atteint son point culminant, en été 1866, avec un meeting de 60.000 personnes à Hyde Park. Elle intervient dans la politique mondiale, envoie une adresse de sympathie à Abraham Lincoln à l'occasion de l'émancipation des esclaves, met en garde en 1869 travailleurs anglais et travailleurs américains devant la menace d'une guerre entre ces deux pays, proteste contre l'assassinat d'ouvriers par l'armée en Belgique, organise une protestation internationale contre la guerre franco-allemande de 1870-71.

Ses plus grands succès organisationnels sont dus sans aucun doute à son activité de solidarité et de coordination des luttes ouvrières.

Dès que les ouvriers des pays d'Europe occidentale se familiarisèrent avec l'existence de l'Internationale, il n'y a pas une grève sans que les grévistes s'adressent à elle pour aide et solidarité. En ce sens, l'A.I.T. fut à la fois une Internationale politique, une fédération syndicale internationale et une alliance de fédérations professionnelles internationales, ou, du moins, elle dut remplir dans la mesure du possible tous ces rôles à la fois. Un petit extrait des procès-verbaux du Conseil Général donne une idée des demandes multiples devant lesquelles l'A.I.T. se trouve placée :

« Le 23 mai 1865, lecture d'une lettre des ouvriers des fabriques de tulle de Lyon, en liaison avec l'offensive menée contre les salaires. Le 20 juin 1865, le Conseil entend une communication annonçant que l'Association des tisseurs de Lille veut adhérer à l'A.I.T. En même temps il est donné lecture d'une lettre de Lyon : les ouvriers lyonnais ont dû reculer, faute de moyens d'existence. Le 30 janvier 1866, on délibère à propos du syndicat de Londres qui discute la question des chambres d'arbitrage. Le 27 mars 1866, communication annonçant une grève des tailleurs à Londres et le projet de faire venir dans cette ville des jaunes du continent. Le Conseil Général décide d'en aviser les pays voisins pour empêcher les ouvriers continentaux de venir ici pendant la période de lutte. Le 4 avril 1866, un délégué des ouvriers tréfiliers remercie le Conseil qui a essayé d'empêcher le patronat de faire venir des ouvriers du continent à la place des grévistes. Le 22 mai, lettre de Genève sur le début d'une grève de cordonniers, avec prière d'en informer tous les ouvriers. »

LA LUTTE IDEOLOGIQUE AU SEIN DE LA 1^{re} INTERNATIONALE

Le succès le plus éclatant que l'Internationale obtint dans l'action fut en même temps le succès le plus imprévu et le moins préparé consciemment : l'avènement de la Commune de Paris. Si les membres de l'Internationale n'ont pas joué un rôle décisif dans la préparation et la direction de la Commune, l'essor du mouvement ouvrier français, particulièrement à Paris, pendant les années et les mois précédant la Commune fut suffisamment influencé par l'Internationale pour qu'on puisse considérer objectivement la première révolution prolétarienne victorieuse comme le couronnement logique de son travail.

Paradoxalement, c'est la Commune de Paris qui inaugure la deuxième phase dans l'existence de l'Internationale, celle de la lutte idéologique intense qui devint rapidement la phase de son déclin organisationnel. Il y a pourtant plusieurs explications plausibles à ce paradoxe.

La 1^{ère} Internationale fut, dès le début, un « mariage de raison » (Fr. Mehring) entre les **trade-unions** britanniques et le mouvement ouvrier continental, beaucoup plus faible mais beaucoup plus politisé. En impulsant la **Reform League** pour le suffrage universel, Marx sut, de façon géniale, utiliser une conjoncture passagère pour cristalliser l'intérêt politique accru des syndicalistes britanniques et le fixer dans une participation à la 1^{ère} Internationale. Mais lorsque Disraeli dut concéder une loi électorale fort avancée au peuple britannique, les sommets des **trade-unions** essayèrent d'utiliser le parti libéral pour pénétrer au Parlement, exactement comme les syndicats américains agirent depuis 1936 à l'égard du Parti démocrate. La Commune de Paris fut par trop révolutionnaire pour des dirigeants ouvriers engagés dans une telle voie. Odger, président du Conseil général et dirigeant le plus influent des syndicats londoniens, démissionna dès la publication de l'inoubliable pamphlet de défense de la Commune par Marx, et le « mariage de raison » fut rapidement rompu.

Les **trade-unions** avaient été la véritable base — matérielle et populaire — de la 1^{ère} Internationale. Les premiers résultats de la Commune de Paris, ce ne fut pas seulement la destruction de cette base, ce fut aussi le règne de la réaction sur le continent qui rendit impossible l'acquisition d'une nouvelle base de masse pour une Internationale ouvrière. Entre la rupture avec les **trade-unions** et l'essor de la social-démocratie allemande se place un vide de 15 ans, pendant lequel le mouvement politique de la classe ouvrière connut (à l'exception de l'Allemagne) un recul certain par rapport à la période 1864-1871.

Le reflux du mouvement réel de la classe accentua et empoisonna rapidement les relations intérieures dans l'A.I.T. Des tendances centrifuges, déjà difficiles à contenir dans une période de succès organisationnels, devaient inévitablement éclater dès les premiers échecs importants. L'arrivée à Londres d'une masse de réfugiés

de la Commune, avec leurs discussions passionnées sur la responsabilité de la défaite, et leurs illusions souvent naïves sur un rebondissement du mouvement troublait davantage la situation et, selon les paroles d'Engels, transforma le Conseil Général en un véritable Parlement.

Finalement, l'importance soudaine et démesurée que prit chaque action de l'Internationale pour l'opinion publique mondiale depuis que la réaction lui avait attribué la paternité de la Commune, exacerba à son tour les conflits idéologiques internes dans l'Internationale.

Dès sa première collaboration avec l'Internationale, Marx avait eu la hantise de ce qu'il appela les « scandales ». Il connaissait, par sa propre expérience d'émigré allemand, les effets désastreux des querelles publiques, souvent envenimées par des querelles de personne, sur une classe ouvrière encore sceptique et peu convaincue de sa propre force. Au début, il avait essayé de retarder le premier Congrès de l'Internationale par peur de tels scandales. Dès l'avènement de la Commune de Paris, il considéra inadmissible que les partisans de Bakounine puissent publier leur littérature irresponsable ou même déclencher des aventures dangereuses comme la révolution espagnole de 1873 au nom de l'Internationale. La rupture avec Bakounine devint, dès lors, inévitable. Des philistins et des moralistes ont plus tard accusé Marx d'avoir « sacrifié » l'Internationale à des considérations tactiques. L'histoire lui a donné raison de façon éclatante. La tradition que l'Internationale a établie dans la courte période de son existence a été la base de l'essor du mouvement ouvrier à la fin du 19^e siècle. Permettre aux bakounistes de parler au nom de l'Internationale aurait désorganisé longtemps l'avant-garde ouvrière et retardé l'organisation de classe pendant une longue période.

L'héritage théorique de l'Internationale

La désagrégation rapide que connut la I^{ère} Internationale après la défaite de la Commune de Paris, sous l'effet de la lutte de tendance entre marxistes et bakounistes ne diminue en rien l'importance historique capitale de cette lutte. Si le programme général du mouvement ouvrier, en tant qu'expression consciente du processus historique inconscient, a été formulé une fois pour toutes, dans ses grandes lignes, par le **Manifeste Communiste**, il n'est pas exagéré de dire que c'est seulement à travers la traduction de ce Manifeste dans les documents, Adresses et résolutions de la I^{ère} Internationale que le prolétariat des principaux pays d'Europe a acquis les premières grandes notions de ce programme.

La lutte idéologique entre le marxisme et les courants non marxistes dans la I^{ère} Internationale fut essentiellement une lutte entre le passé sectaire, utopique, petit-bourgeois du mouvement ouvrier socialiste, et l'avenir communiste du mouvement politique. Il suffit de rappeler que le premier grand débat aux premiers Congrès de l'A.I.T. tournait autour de la question de l'utilité des grèves et des syndicats que les proudhoniens et les futurs alliés de Bakounine rejetaient, pour en faire une panacée universelle quelques années plus tard ! Au troisième Congrès de l'Internationale, on se prononça en faveur de la propriété collective du sol et du sous-sol, de nouveau en face de l'opposition farouche des proudhoniens.

Si l'influence proudhonienne a pu être éliminée plus facilement que l'influence bakouniste, c'est que les proudhoniens représentaient une tendance petite-bourgeoise dans des pays déjà industrialisés, alors que les bakounistes s'appuyaient sur des pays où le mode de production capitaliste avait à peine atteint le stade de l'industrie domestique et de la manufacture (Espagne, Italie, Suisse romande). Dans le premier cas, la réalité objective elle-même passa outre aux utopies petites-bourgeoises. Dans le second, la réalité objective n'avait pas encore créé la base du véritable mouvement ouvrier moderne.

L'effet le plus positif de l'action idéologique de Marx et de ses amis au sein de l'A.I.T. fut d'unifier à l'échelle internationale les conceptions politiques et doctrinales de l'avant-garde ouvrière. Lorsque la I^{ère} Internationale se constitua, les petits groupes — ou tendances plus larges — qui se développaient dans différents pays s'engagèrent dans le mouvement avec une masse de préjugés particuliers, nés des traditions nationales particulières du mouvement ouvrier de leur pays. On ne peut pas dire que ces préjugés avaient disparu au moment où l'Internationale cessa d'exister. Mais dans chacun de ces pays, il exista dorénavant un courant idéologique marxiste conscient et déterminé qui, à l'exception possible de l'Espagne, saisira bientôt la direction de la vie politique ouvrière dans le cadre national. Avant 1864, il n'y avait que des amis personnels autour de Marx et d'Engels. Après 1872, il existe des noyaux marxistes organisés dans presque tous les pays d'Europe.

La particularité organisationnelle de la 1^{re} internationale

Ce bilan est d'autant plus remarquable quand on considère qu'à l'exception du parti lassalien en Allemagne, il n'existait pas un seul parti ouvrier national en Europe au moment où la I^{ère} Internationale fut fondée.

Ceux qui abordent le développement du mouvement ouvrier avec un bon sens quelque peu vulgaire ont émis comme dogme « qu'il faut d'abord constituer des partis nationaux solides avant de pouvoir constituer une Internationale ». A l'exem-

ple de la Ière Internationale, on constate tout de suite combien le mouvement dialectique de la vie dérouté toujours les amateurs de logique formelle. Si on veut résumer la signification organisationnelle de la Ière Internationale, on peut dire que c'est grâce à la constitution de l'Internationale que des partis nationaux ont pu se constituer par la suite.

Dans le cas de quelques pays, comme la France, une législation particulière, anti-coalitionniste, explique le fait que l'adhésion à l'Internationale n'est pas venue de la part d'une organisation nationale mais de la part de sections locales qui ont longtemps tardé à se regrouper nationalement. Mais dans la plupart des cas, la cause du phénomène est bien plus profonde. En vérité, le mouvement ouvrier dans ces pays était soit inexistant, soit moribond au moment de la fondation de la Ière Internationale. C'est l'activité pratique et théorique de l'Internationale qui a donné l'impulsion nécessaire pour organiser une action politique à l'échelle nationale.

Il est vrai que l'Internationale s'est désagrégée dès que des partis ouvriers nationaux se sont développés ou, plus exactement, que ces deux phénomènes ont à peu près coïncidé dans de nombreux pays au milieu des années soixante-dix. Mais il n'y a pas là argument contre l'efficacité de l'organisation internationale. Il y a seulement une preuve des limites de l'efficacité d'une Internationale idéologiquement hétérogène. Pareille organisation pouvait préparer les principes généraux de l'action ouvrière politique concrètement engagée par des partis ouvriers de masse. Dès que ceux-ci se développèrent dans les principaux pays, l'Internationale devait renaître, mais sous une forme nouvelle, sur un plan supérieur, en tant qu'Internationale se plaçant consciemment et résolument sur le terrain du marxisme.

C'est ce qu'Engels avait prévu dès 1874, quand il écrivit à Sorge le 12 septembre de cette année, en prenant note de la disparition de la Ière Internationale :

« Je crois que la prochaine Internationale sera — quand les écrits de Marx auront durant quelques années produit leur effet — nettement communiste et arborera absolument nos principes... »

Ce n'est pas sous-estimer l'œuvre de Marx mais constater une simple vérité historique que les décisions et la tradition de la Ière Internationale ont fait davantage pour atteindre cet heureux résultat que la lecture, hélas toujours rare et incomplète du *Capital*.

La révolution russe et la III^è Internationale ont joué dans une large mesure un rôle comparable à celui de la Ière Internationale pour susciter un nouvel essor du mouvement ouvrier politique après le terrible effondrement de l'Internationale en 1914. Par suite de circonstances entièrement nouvelles, l'isolement et la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier, sont, elles aussi, devenues objectivement des obstacles pour une période à la formation de partis révolutionnaires à la hauteur de leurs tâches dans les principaux pays du monde. La tâche qu'Engels a résolue avec des noyaux marxistes dans les principaux pays, à savoir le maintien de la continuité du mouvement théorique et politique de l'avant-garde entre le déclin de la Ière et l'essor de la II^è Internationale, cette tâche a été remplie par Léon Trotsky et le mouvement trotskyste international entre le déclin de la III^è Internationale et l'essor futur de la IV^è Internationale de masse. Grâce au travail théorique et politique de la IV^è Internationale d'avant-garde d'aujourd'hui, les noyaux révolutionnaires des différents pays ont été mieux armés que par le passé pour résoudre à la fois leurs tâches nationales particulières et les tâches internationales du prolétariat à notre époque. Et comme ce travail s'effectue dans le cadre d'une époque de montée sans précédent du mouvement des masses sur l'ensemble du globe, nous pouvons dire aujourd'hui avec plus de justification encore qu'Engels ne le disait en 1874 : L'Internationale révolutionnaire de masse de demain — quand notre travail d'intégration dans les masses et d'éducation de ces masses aura produit tout son effet — sera nettement trotskyste et arborera résolument nos principes.

28 septembre 1954.

Sens et perspectives...

(suite de la page 62)

reacratique sont par trop visibles pour qu'on puisse les nier ou les ignorer. Le résultat global de cette nouvelle situation en U.R.S.S. sera de favoriser le regroupement idéologique et de donner lieu à

des développements assez spectaculaires.

Cependant la condition essentielle pour capitaliser une telle évolution favorable reste en définitive la solidité idéologique et organisationnelle de la tendance marxiste révolutionnaire internationale, c'est-à-dire actuellement la IV^e Internationale.

25 octobre 1954.

Fais ce que je fais, ne fais pas ce que je dis !

L'habitude de réfuter Trotsky dont ils n'ont pas lu les ouvrages, comme le note Aneurin Bevan au retour de son voyage en Chine (Tribune, octobre 1954) fait partie du bagage doctrinal que les cadres du Parti Communiste chinois ont hérité du Komintern défunt, à l'époque de sa dégénérescence stalinienne. Pour commémorer le 30^e anniversaire du Parti Communiste chinois, fondé par Tchen-Dou-Siou qui passa à l'opposition de gauche après la défaite de la révolution chinoise de 1927, la direction de ce parti a instruit Tchen Po-ta de rédiger une brochure intitulée : « La théorie de Mao Tsé-Toung sur la Révolution chinoise ». Publiée en français, en octobre 1953 à Pékin, cette brochure comporte donc son inévitable et rituelle incantation anti-trotskyiste :

« Le camarade Mao Tsé-Toung était complètement d'accord avec le point de vue de l'Internationale Communiste selon lequel le caractère de la révolution chinoise était encore celui d'une révolution démocratique bourgeoise... Le camarade Mao Tsé-Toung a développé la théorie de Lénine et de Staline sur le passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste selon les conditions concrètes de la Chine. Il dit :

« Nous sommes partisans de la théorie de la transformation de la révolution et non de la théorie trotskyste de la « révolution permanente ». Nous comptons parvenir au socialisme par toutes les étapes nécessaires de la république démocratique... Dans un pays économiquement arriéré comme la Chine, le développement dans une certaine mesure du capitalisme sera un résultat inévitable de la victoire de la révolution démocratique. Mais ce n'est là qu'un des résultats de la révolution chinoise et non le résultat total. Le résultat total de la révolution chinoise sera d'une part le développement des éléments capitalistes et d'autre part le développement des éléments socialistes... »

Le développement politique et économique après la victoire de notre révolution de démocratie nouvelle a entièrement confirmé la justesse de cette conclusion marxiste-léniniste du camarade Mao Tsé-Toung. » (pp. 59-62).

Ce texte est d'une clarté parfaite. Les méchants trotskystes déclaraient que la

conquête du pouvoir par le prolétariat en Chine signifierait la victoire d'une révolution socialiste ; les staliniens par contre déclaraient qu'il ne s'agissait que d'une révolution démocratique-bourgeoise. Les trotskystes affirmaient que la victoire de la révolution ouvrirait une période de construction de socialisme, à un rythme naturellement déterminé par des conditions objectives nationales et internationales. Les staliniens par contre affirmaient qu'avant de passer à la construction du socialisme, il y aurait une « période transitoire », une période de « transformation », pendant laquelle les forces capitalistes se développeraient côte à côte avec les forces socialistes.

Voyons maintenant ce qui a été « entièrement confirmé » par les événements en Chine à partir de 1949.

L'auteur de la brochure, Tchen Po-ta, pour suivre le schéma établi dans la citation de Mao Tsé-Toung, c'est-à-dire repris des analyses scholastiques de Staline et de Boukharine, commence par indiquer « les éléments socialistes » qui se sont développés après la victoire de la « révolution démocratique ». Il ne doit pas se promener une lanterne à la main, pour découvrir ces « éléments socialistes ». Au contraire. Ils sont pleinement visibles au monde entier, à commencer par la bourgeoisie mondiale qui, de par l'existence de ces « éléments », hait et craint la révolution chinoise !

« Le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans les organismes d'Etat... le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'armée populaire... la confiscation des entreprises des imperialistes et du capital bureaucratique, (ce qui) ...permettra à la République populaire de contrôler la principale artère de l'économie du pays et de lui attribuer le rôle d'élément dirigeant de toute l'économie nationale. Ce secteur de l'économie nationale est de caractère socialiste et non capitaliste (Mao Tsé-Toung). » (p. 62).

Puis nous cherchons les « éléments capitalistes » qui se sont développés après la victoire de la « révolution démocratique ». Miracle ! Ils ont complètement disparu. Le chapitre se termine sans les mentionner en quoi que ce soit ! L'auteur de la brochure se contente d'indiquer : « Il est vrai qu'il faudra encore un temps

assez long pour que s'opère la transformation socialiste du pays, mais nous en avons déjà ouvert la voie ». Le caractère « bourgeois » de la révolution s'est réfugié dans la longueur de la période nécessaire à la construction du socialisme...

Ainsi, les événements ont « entièrement confirmé » le fait que la révolution chinoise a abouti à la conquête du pouvoir par le prolétariat et à l'apparition d'un secteur économique socialiste qui joue un rôle dirigeant dans toute l'économie. Ce fait « confirme-t-il » qu'entre la « révolution démocratique » et la « révolution socialiste » s'intercale une période de transition pendant laquelle le capitalisme se développe côte à côte avec des « éléments socialistes » ? On peut naturellement appeler « développement du capitalisme » le fait qu'on n'a confisqué que les 2/3 des propriétés capitalistes, au lieu d'en confisquer les 3/3. Mais alors la révolution d'octobre, qui a commencé par ne confisquer rien du tout, serait, elle aussi, une « révolution démocratique du type démocratique-bourgeois » ? Tchen Po-ta a bien senti qu'il s'engage sur un terrain glissant et il s'est abstenu de compléter le tableau. Les faits ont ainsi confirmé le développement d'éléments socialistes après la « révolution démocratique » ; et des éléments capitalistes on ne parle pas, pour la simple raison qu'ils ne se sont guère développés, mais ont, au contraire, été refoulés au maximum.

Inutile de poursuivre cette polémique. Chen Po-ta, Mao Tse-Toung, Staline, Boukharine et leurs innombrables perroquets ont été battus et battus à plat de couture... par les actions même du P.C. chinois. Contrairement à son programme, à ses prévisions et à ses analyses scholastiques, ce n'est pas une « révolution démocratique » qu'il a menée à la victoire, mais une révolution socialiste, obtenant ce caractère de par la conquête du pouvoir par un parti ouvrier déformé. Ce n'est pas au développement « parallèle » du capitalisme et du socialisme, mais au développement « unilatéral » du socialisme que ce parti s'est voué. Ce n'est pas ce que Mao dit qu'il faut faire, mais ce qu'il fait. Et comme les hommes sont doués d'un esprit inquiet, critique, qui compare sans cesse les idées à la réalité, il y a sans doute déjà pas mal de jeunes cadres du P.C. chinois — sans parler des autres P.C. d'Asie — qui se disent et se diront de plus en plus : « Tout de même, ces trotskystes... Des contre-révolutionnaires ? Nous voulons bien... Mais quand ils ont dit qu'après la conquête du pouvoir nous serions obligés de résoudre à la fois des tâches démocratiques-bourgeoises et les premières tâches socialistes rendant ainsi permanente la révolution... Avaient-ils tellement tort ? Malgré toute sa polémique anti-trotskyte, Mao Tse-Toung serait-il un partisan douteux, pragmatique, de la théorie de la révolution permanente ? »

Qui a dit A doit dire B

Au Festival Mondial de la Jeunesse à Berlin-Est, en 1951, les organisateurs stalinien furent débordés par un mouvement spontané de leur propre jeunesse : par centaines de milliers, les jeunes membres de la F.D.J. (l'organisation de jeunesse d'Allemagne orientale), profitaient de l'occasion pour aller passer quelques heures à Berlin-Ouest. Leur motif ? La curiosité, l'attrait du niveau de vie plus élevé, la promesse d'un bon repas, d'oranges et de chocolat, et la simple réaction contre de stupides restrictions à la libre circulation à l'intérieur de l'Allemagne, imposées à la jeunesse.

La propagande bourgeoise en Allemagne occidentale avait mis de grands espoirs dans le nouveau Festival de la jeunesse qui se tint à la Pentecôte 1954 à Berlin-Est. Elle comptait sur une répétition des événements de 1951. Mais ses espoirs furent déçus. Les dirigeants du S.E.D. avaient pris leurs précautions pour empêcher un passage en masse de jeunes par delà la frontière des secteurs d'occupation à Berlin. Les conditions objectives et subjectives changées en Allemagne orientale expliquent pourtant, davantage peut-être que les simples mesures de police, l'attitude de la jeunesse

en 1954, différente de celle de la jeunesse en 1951.

L'organe central du parti social-démocrate allemand, *Neuer Vorwärts*, a publié dans son numéro du 11 juin 1954, une analyse assez perspicace d'un observateur local à Berlin, sur l'attitude de la jeunesse d'Allemagne orientale :

« Plusieurs conclusions se dégagent des discussions que les milieux de contact de Berlin-Ouest ont eues avec les jeunes visiteurs de l'Est. On a généralement l'impression que la jeunesse de la zone soviétique est aujourd'hui beaucoup plus vivace (plus mobile) du point de vue intellectuel, mais qu'elle est pour la même raison plus critique envers l'Occident, et qu'elle ne se laisse plus influencer par la propagande souvent très superficielle des organisations occidentales. On ne pouvait pas ne pas entendre sa critique de la masse des tracts occidentaux, qu'on avait lancés pendant la Pentecôte sur Berlin-Est... La jeunesse de l'autre côté de l'Elbe rejette la propagande générale du « blanc et noir » et exige des réponses concrètes à des questions concrètes.

Il faut se rendre compte aussi du fait que le niveau de vie supérieur de l'Occident n'exerce plus, à lui seul, une force d'attraction suffisante et que... du

fait de l'élimination de la détresse matérielle la plus pressante dans la zone orientale, les « questions d'estomac » sont déjà passées à l'arrière-plan...

Il était surprenant d'entendre les jeunes visiteurs de Berlin-Ouest poser toujours à nouveau la question : « Combien gagne chez vous un ouvrier qualifié ? », « Que fait-il pendant ses vacances ? ». La question sociale est devenue pour ces jeunes avides de liberté une question de conscience posée à l'Occident... Les questions des jeunes avaient toujours à nouveau trait aux problèmes de la liberté démocratique dans la République fédérale et à la mesure dans laquelle cette liberté permet aux éléments fascistes d'occuper à nouveau des positions-clés ».

La direction de la social-démocratie allemande n'a pas manqué de tirer les conclusions qui s'imposent de cette expérience. C'est d'ailleurs en partant directement de l'attitude des jeunes visiteurs venus de l'Allemagne orientale de Berlin-Ouest en 1954 que le président du SPD, Erich Ollenhauer, a traité au congrès du SPD de cette année la question de la structure d'une Allemagne unifiée. Voici ce qu'il déclara :

« La lutte pour un nouveau statut social de la République fédérale a encore une autre signification politique nationale. Nous ignorons à quel moment se produira la réunification de la République fédérale et de la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne. Mais elle se produira ! Qu'arrivera-t-il alors ? Tous ceux qui ont eu l'occasion de s'entretenir avec des membres de la FDJ au cours du Festival de la jeunesse de la Pentecôte, ont été impressionnés par l'atmosphère et le contenu de ces entrevues.

Cette jeunesse n'était plus étonnée par les magasins regorgeant de biens et par les sandwiches bien garnis, comme ce fut le cas il y a deux ans. Car cette fois-ci, ils n'avaient plus faim à Berlin-Est. Ils posèrent des questions. Non seulement les questions habituelles, suggérées par la propagande du SED, mais des questions relatives au statut d'une Allemagne réunifiée. Ils voulaient savoir si la réunification signifierait simplement l'annexion de la zone orientale par la République fédérale. S'il s'agit simplement de transférer les conditions économiques et sociales actuelles de la République fédérale dans la zone orientale.

Voilà des questions sérieuses et intéressantes. Ce sont des questions posées par des dizaines de milliers d'hommes dans la zone orientale, et ce sont également nos questions. La réunification de l'Allemagne ne peut pas s'effectuer sur la voie d'une annexion pure et simple de la zone orientale par la République fédérale. On ne peut même pas soulever la question de rendre la grande propriété agraire aux Junkers ou les grandes usines des industries de base à

leurs anciens propriétaires... »

Rendons hommage aux jeunes militants de la FDJ qui ont eu le courage d'affronter d'abord la police du SED, puis l'hostilité des « milieux de contact » à Berlin-Ouest pour pouvoir exprimer clairement leurs véritables convictions. Ils sont pour une démocratie et contre le régime policier du SED. Mais ils sont pour une démocratie particulière : une démocratie qui ne permettrait plus aux fascistes de conquérir des positions clés, une démocratie réservée, en d'autres termes, aux organisations ouvrières et progressistes, qui se placent sur le terrain de la reconnaissance d'une structure économique et sociale nouvelle.

Ils sont pour la réunification allemande mais contre la suppression des réformes de structure progressives réalisées en Allemagne orientale.

Leur sympathie générale va vers la social-démocratie, comme ils l'avaient déjà montré le 17 juin 1953. Elle va vers la social-démocratie, parce que celle-ci se présente comme la seule force opposée à la fois à Adenauer et à Ulbricht. Mais c'est une sympathie pleine de réserves, de conditions et d'arrière-pensées. Nous appellerions cela du soutien critique, basé sur un programme clair : démocratie ouvrière, défense de la structure économique et sociale progressive. Ne connaissons-nous pas ce programme ? N'est-ce pas notre programme de défense de l'URSS et de révolution politique, programme dont les « réalistes » de tous les pays se sont si souvent moqués, qu'ils ont appelé hermétique et incompréhensible aux masses ?

L'appui potentiel que la social-démocratie allemande possède parmi les masses oppositionnelles d'Allemagne orientale l'a obligée de tenir compte en partie des préoccupations de ces masses. Une fois de plus, les forces historiques objectives, les forces de classe, ont raison des appareils bureaucratiques, car il y a quelques années encore il n'y avait pas de parti réformiste plus anti-soviétique au monde que le SPD. Mais qui a dit A doit dire B. Il est absurde de se prononcer en faveur du maintien des changements de structure économique en Allemagne orientale, et de ne pas faire la même profession de foi pour l'ensemble des « démocraties populaires » et l'U.R.S.S. Il est absurde de s'opposer à la restauration du capitalisme dans tous ces pays, et de se prononcer en même temps en faveur de la « solidarité avec le monde occidental » qui prépare une guerre pour effectuer précisément cette restauration.

Mais de telles absurdités sont inévitables pour qui refuse de dire B après avoir dit A. Elles sont inévitables pour qui est déchiré entre sa vocation « occidentale », c'est-à-dire petite-bourgeoise réformiste d'une part, et la pression d'un prolétariat adulte en montée d'autre part...

Témoignage sur l'U.R.S.S. post-stalinienne

par J. P. MARTIN

Les témoignages sur les changements apportés dans la politique de la bureaucratie soviétique depuis la mort de Staline, se succèdent et vont tous dans le même sens général. Parmi les plus importants, nous retenons ceux de Henry Shapiro (1), de Harrison E. Salisbury (2), et des Lazareff (3), auxquels on pourrait ajouter ceux plus brefs, de Bevan, Attlee et d'autres membres de la délégation travailliste qui a visité récemment l'URRS et la Chine. Ils confirment tous ce qui a été dit tout d'abord par notre propre mouvement, sans cependant procéder avec la même manière d'analyse et sans se baser sur les mêmes critères.

Et pour cause. Nos analyses concernant l'URRS ont pour base notre compréhension marxiste-révolutionnaire du caractère de classe, de l'histoire et de l'évolution de l'URRS. Les autres, faites en général par des témoins bourgeois, procèdent d'une base essentiellement empirique, qui leur permet d'enregistrer surtout les faits. Dans la politique du Kremlin, ils ne voient pas l'expression d'une caste sociale déterminée qui subit, entre autre, la pression de la base prolétarienne de l'URRS, mais celle de personnalités décidant d'une manière plutôt arbitraire. Ainsi, les changements incontestables dans la politique intérieure et extérieure de la bureaucratie soviétique sont expliqués avant tout par une plus grande « intelligence », une plus grande « souplesse » de l'équipe qui a succédé à Staline, et non par l'impossibilité de gouverner comme auparavant dans laquelle — à la suite d'un changement dans les conditions objectives et subjectives qui avaient déterminé l'ascension et l'omnipotence de Staline — se trouvait cette équipe.

Le facteur des masses dans la politique de la bureaucratie est en particulier complètement négligé. Malgré cela, ces témoignages ne manquent pas de revêtir un grand intérêt. Ils confirment tous certains faits indéniables (sauf pour ces « dialecticiens » qui voient le changement partout à l'exception d'un « stalinisme » éternel et tout-puissant), à savoir : un effort, en partie efficace, pour élever considérablement le niveau économique des masses ; une certaine « libéralisation » du régime ; un assouplissement dans les méthodes de gouvernement de la bureaucratie aussi bien en URRS même que dans ses rapports avec les autres Etats ouvriers ; l'enterrement pratique du culte de Staline ; et le caractère « col-

lectif » de la nouvelle direction ; l'absurdité de l'affirmation que Beria fut le promoteur de cette politique « libérale » et que celle-ci fut reniée à la suite de son arrestation et de son exécution. Ces témoignages sur l'abolition effective d'une série de pratiques et de positions de l'ère stalinienne nous dépeignent la nouvelle direction de la bureaucratie en évolution. D'une manière générale cette évolution se fait sous la pression d'une série de forces dissolvantes et contradictoires, parmi lesquelles les principales sont incontestablement les masses et l'impérialisme. La nouvelle direction de la bureaucratie, affaiblie par la perte de son chef, minée dans ses bases objectives, s'efforce de réagir en cédant ici ou là, en résistant et même en revenant en arrière ailleurs, mais manifestement sans ligne directive générale et sans une alternative réfléchie, élaborée, intégrale, à ce que fut la politique de Staline.

Il en résulte un climat de fluidité, d'incertitude et, en définitive, d'impuissance, communicative à tous les milieux dépendants du Kremlin. C'est là incontestablement une situation qui ne pourra se prolonger ainsi pendant longtemps. Et, comme une pure marche en arrière est désormais impossible, cette situation prépare en réalité l'éclatement définitif du stalinisme — à travers des crises, des explosions — et des regroupements idéologiques nouveaux.

En ce qui concerne la situation économique en URRS, tous les témoignages s'accordent pour relater un effort de la nouvelle direction afin d'élever le niveau de vie en développant la production agricole et la production d'objets de consommation et en baissant encore davantage les prix. L'effort de défrichement et de culture de nouvelles terres est expliqué comme faisant partie d'un ensemble de mesures prises dans le domaine de l'agriculture pour faire face à une consommation accrue.

Dans le domaine de la « libéralisation » relative du régime, ils insistent sur la mise en liberté d'un grand nombre de prisonniers des camps et sur l'amélioration du régime dans ceux-ci ; sur les coups reçus par la police à la suite de l'élimination de Beria et la limitation de ses pouvoirs discrétionnaires ; sur une certaine liberté laissée à nouveau aux écrivains et artistes. La plupart des hommes libérés des camps sont des prisonniers de droit commun, mais un certain nombre de prisonniers politiques y figure. H. Salisbury affirme que, dans

la presse soviétique, quelques dizaines de noms de vieux bolcheviks ont réapparu, s'agissant de personnes qui ont été discrètement libérées des camps par le nouveau régime. Parfois leur réapparition dans la vie publique est accompagnée de l'attribution d'une «décoration» pour « services rendus ». Le même auteur relate le cas de la femme de Molotov qui aurait été arrêtée et déportée quelques semaines avant la mort de Staline, après la découverte du « complot des médecins ». Elle ne fut libérée qu'après la mort de Staline. Salisbury relate aussi le cas de Borodine qui fut arrêté en 1949 et déporté en Sibérie orientale. Mao serait intervenu en sa faveur auprès de Staline, mais sans succès. La presse chinoise — non la presse russe — avait annoncé sa mort très peu de temps avant la mort de Staline.

Sur le culte de Staline, les témoignages sont tous unanimes : il s'agit d'un véritable enterrement qui a pris rapidement des proportions monstrueuses. Notons même parmi les dernières confirmations de ce fait l'abandon des prix Staline (4) ainsi que l'absence totale de son nom dans les discours et articles des dirigeants chinois lors du 5ème anniversaire de la Révolution chinoise.

Sur le cas Beria, les témoignages s'accordent pour affirmer que Beria, loin de passer, en Russie pour le promoteur des nouvelles mesures, était au contraire considéré comme l'incarnation de la terreur et de l'arbitraire policiers ; qu'il aspirait à jouer le rôle d'un second Staline ; que son arrestation et son exécution furent accueillies avec un sentiment de soulagement. Salisbury — qui donne par ailleurs un récit très intéressant de la manifestation de force de la police au lendemain de la mort de Staline à Moscou — écrit : « Une légende est née, dans certains cercles hors de Russie et dans les mois qui suivent la chute de Beria, qu'il avait été un grand « libéral ». On rappelait que la dénonciation du « complot des médecins » et le revirement qui avait suivi avaient été faits au nom de son ministère. On disait aussi qu'il s'était fait avocat de mesures plus libérales que celles qui sont géné-

ralement appliquées en Russie aux innombrables minorités nationales, lesquelles sont maltraitées.

« Une apparence de véracité a pu être conférée à de telles sornettes par le fait que Beria lui-même appartenait à une minorité. Il était originaire de Géorgie et certains de ses ancêtres étaient juifs. Et pendant tout le temps que Beria gouverna la Géorgie, avant son départ pour Moscou en 1938, à la fin de la période des « purges », il fit beaucoup pour les juifs de sa province, parrainant une œuvre d'assistance aux juifs, diverses écoles professionnelles et des fermes modèles, allant même jusqu'à fonder un musée de la culture juive, qui existe encore. Il n'en demeure pas moins que c'est Beria qui, en tant que chef de la police de Staline, assura la déportation des centaines de milliers de personnes appartenant à des minorités nationales, qui expédia des Baltes en Asie centrale, des Biélo-Russiens en Sibérie, des juifs dans le Grand Nord. Et je n'ai jamais entendu personne, en Russie, suggérer que le chef de la police secrète était un homme bon et libéral. »

Sur l'explication du « complot des médecins », les avis diffèrent : Shapiro l'attribue à Staline et à Beria conjointement ; Salisbury soutient la thèse selon laquelle Staline seul préparait une purge gigantesque dirigée à la fois contre Beria et la presque totalité de ses collaborateurs : Molotov, Krouchtchev, Mikoyan, Malenkov et même des militaires. Il n'exclut pas « que Staline ait été assassiné le 5 mars 1953 ou aux alentours de cette date, par ceux-là même qui furent ses proches collaborateurs et qui aujourd'hui détiennent le pouvoir. »

Sur le rôle de l'armée, les avis diffèrent aussi : Shapiro considère que celle-ci ne joue aucun rôle particulier dans le régime qui serait solidement tenu entre les mains des politiques du parti ; Salisbury considère par contre que les militaires (Joukov en particulier) qui ont prêté leur concours indispensable (selon Shapiro aussi) à l'arrestation de Beria exercent maintenant une grande influence.

(1) Henry Shapiro, journaliste américain qui a vécu pendant une vingtaine d'années en U.R.S.S. a écrit : « L'U.R.S.S. APRES STALINE » (publié en France, tout d'abord dans le journal *le Monde*, puis sous forme de livre (Gallimard, 1954).

(2) H. SALISBURY, au cours des cinq dernières années, correspondant du *New York Times* à Moscou, a publié dans ce journal une série d'articles sous le titre général : *Russia re-viewed* (19 septembre-2 oct. 1954).

(3) P. et H. LAZAREFF « Moscou à l'heure Malenkov » (La Table Ronde, Paris).

(4) Aucune attribution de prix Staline n'a été faite depuis 1952. On s'achemine très pro-

bablement vers leur suppression. Un article paru dans la *Literatournaia Gazeta* le 31 juillet a déjà préparé le terrain. On y lit :

« L'attribution annuelle de prix à un grand nombre de livres n'a pas toujours contribué au développement de notre littérature... Combien d'ouvrages primés, qu'il s'agisse de prose, de poésie, ou de théâtre, n'étaient plus lus au bout d'un an ou deux, ou cessaient d'être joués... On découvrirait soudain que les questions qu'ils soulevaient n'étaient pas actuelles, que les conflits y étaient fabriqués et sonnaient faux, enfin, qu'au point de vue artistique ils étaient très faibles. »

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Stagnation prolongée aux États-Unis

Ni la grave crise prévue par certains (y compris l'économiste australien Collin Clark) pour le milieu de l'année ou le début de l'automne, ni la vigoureuse reprise prévue par d'autres, ne se sont pas produites. L'économie américaine continue à stagner au plafond atteint depuis quelques mois déjà.

La production industrielle est restée, d'août à octobre, à l'indice 124, donc de 10 à 12 points inférieure à celle de la période correspondante de l'année passée. Le chômage officiel a également peu évolué pendant cette période, se maintenant aux environs de 3.000.000.

Pour octobre, juste à la veille des élections, le président Eisenhower avait annoncé une diminution du nombre des chômeurs de l'ordre de 400.000 par rapport au chiffre de septembre. Mais il n'y a pas encore confirmation de ce changement qui pourrait être dû en partie à des facteurs saisonniers. On note depuis septembre une légère reprise de l'industrie de l'acier, dont la production à la fin d'octobre s'établissait à 73,6 % de sa capacité. On explique cette reprise, ainsi que la stabilité des prix de l'acier, par quelques meilleures perspectives pour l'industrie automobile en ce qui concerne l'année 1955, et par l'annonce du réarmement de l'Allemagne, qui apparaît maintenant plus certain. Les ma-

gnats internationaux de l'acier escomptent que ce réarmement fera connaître un nouveau boom à cette industrie et la sortira de sa langueur actuelle.

La construction qui a puissamment contribué à amortir la « récession », tout en se maintenant à un niveau de 20 % environ supérieur à celui de la période correspondante de l'année passée, est entrée avec l'automne dans une phase de déclin saisonnier relatif. Les conseillers économiques de l'administration républicaine, comme Arthur Burns, tout en appuyant sur les quelques indices de « reprise » relative récents — en particulier celui de l'augmentation de la production de l'acier — se gardent de prédire une nouvelle expansion immédiate de l'économie américaine et insistent sur la nécessité d'une surveillance et d'une intervention soutenues de l'Etat dans le domaine économique.

Parmi les nouveaux facteurs possibles susceptibles de stimuler l'économie américaine languissante, en face d'une concurrence internationale accrue, certains préconisent maintenant le développement des exportations de marchandises, (qui s'élève seulement à 12 millions de dollars en moyenne) par une politique adéquate de crédits aux pays importateurs et d'autres facilités.

Production et productivité aux États-Unis

Selon le Professeur Frederick C. Mills, un des spécialistes américains les plus qualifiés de l'étude du développement économique aux États-Unis, le nombre des travailleurs entre le commencement du siècle (29 millions) et 1950 a doublé.

Cette augmentation a eu pour résultat d'ajouter, en moyenne, à chaque décennie 80 milliards de dollars au revenu national. Cependant les gains réalisés pendant cette même période par les progrès

technologiques (productivité du travail) s'élevaient à 140 milliards de dollars par décennie, soit un supplément de 75 % par rapport aux gains réalisés par le doublement de la force du travail. Ceci est d'autant plus remarquable, que ces résultats de la productivité furent accompagnés d'une diminution du nombre moyen des heures de travail par an de chaque ouvrier de 800, c'est-à-dire de 20 pleines semaines de 40 heures chaque.

L'aide militaire et les commandes off-shore à l'Europe

Du 1^{er} juillet 1953 au 30 juin 1954, les États-Unis ont passé avec les différents pays européens des contrats portant sur la production d'armement d'un total de 612.050.000 dollars.

Dans cette même année fiscale, l'aide militaire et économique totale des États-Unis à l'étranger s'était élevée à 5.200.000.000 dollars (inférieure de 20 %

à celle de l'année précédente). Depuis 1949, l'aide exclusivement militaire des États-Unis aux pays européens du Pacte Atlantique s'est élevée à plus de 6 milliards de dollars.

D'autre part, depuis juillet 1951, les États-Unis ont passé avec les pays européens, des contrats pour la production d'armement s'élevant à 3.272.590.000 dollars.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Contre la terreur en Iran

Contre la terreur qui sévit en Iran, instiguée par les impérialistes américains et anglais qui voient avec plaisir couler le pétrole d'Abadan et le sang des combattants anti-impérialistes, le Comité Exécutif de la IV^e Internationale a adressé le 3 novembre le télégramme suivant :

Premier Ministre Zahedi, Téhéran.
Protestons énergiquement contre terreur frappant combattants anti-impérialistes. Demandons arrêt exécutions qui indignent opinion prolétarienne mondiale.

France

Premier échec à Mendès - France

L'expérience Mendès-France se poursuit avantageusement pour la bourgeoisie française, uniquement en raison de la politique des directions ouvrières.

Août 53 avait effrayé le capitalisme français, Mendès-France lui-même, à l'époque député d'opposition, déclarait qu'on était en « 1788 ». Quelques mois plus tard survenait la défaite des troupes françaises au Vietnam. L'orage grondait en Tunisie et au Maroc. Il aurait fallu une action résolue de la classe ouvrière de France, action qu'elle était prête à engager, pour balayer un régime en décomposition.

Les socialistes divisés entre eux sur la CED étaient dépourvus de programme depuis plus d'un an, leur proposition d'un « front démocratique et social » étant oubliée par tous, y compris par eux. Quand aux stalinien, ils cherchaient les « alliés » bourgeois susceptibles d'empêcher le réarmement de l'Allemagne de Bonn et de négocier avec l'URSS. Aussi les uns et les autres accueillirent Mendès-France avec satisfaction et lui votèrent la confiance, les uns avec la perspective de se rapprocher du gouvernement, les autres de le capturer avec leurs votes au Parlement.

Mendès-France a donc pu dégager sans trop de difficultés la bourgeoisie française de quelques positions dangereuses, tout d'abord au Vietnam, puis dans une mesure moindre en Tunisie. Il fit alors une grande manœuvre en politique internationale : il laissa le Parlement français repousser la CED, puis en moins de deux mois reconstitua celle-ci sous un autre nom, avec quelques légers changements en faveur du capitalisme français (obtenus en exploitant

auprès des autres membres de l'alliance atlantique le vote de l'Assemblée nationale). Maintenant, il s'apprête à faire voter ces accords par la même assemblée qui vota contre la CED.

La résistance au Parlement n'est plus très grande, avant tout parce que cette opération a éberlué les masses et qu'elles sont momentanément très apathiques sur les grandes questions politiques. On leur avait dit d'avoir confiance en Mendès-France (car tel est le seul sens que peut avoir le vote de confiance des députés communistes et socialistes) et ce que les Pinay, Laniel, Bidault et C^e n'ont pas osé — c'est-à-dire faire voter le réarmement de l'Allemagne par le Parlement — c'est Mendès-France, le premier gouvernement auquel le PC a accordé la confiance depuis 1947, qui le fera.

Ces quelques obstacles franchis, le gouvernement Mendès-France retrouve la plupart des difficultés qui sont insurmontables pour le capitalisme français. Il veut « assainir » l'économie, qui souffre de son état arriéré. Mais il n'ose avancer trop fortement dans son plan de concentration des entreprises, par crainte de provoquer un chômage un peu massif.

Enfin, la question nord-africaine prend plus que largement la place de la question du Vietnam. Le Néo-Destour avec lequel il négocie en Tunisie refuse de désavouer les partisans, il qualifie les « fellaghas » « nos résistants ». Au Maroc, il n'a pas encore pu mettre sur pied une formule susceptible de fournir une base acceptable de négociations à une partie des nationalistes marocains. Et maintenant, c'est en Algérie qu'a

commencé aussi un combat de partisans.

Pour s'assurer une base plus large, le chef du gouvernement a proposé à des députés socialistes d'entrer dans le gouvernement. Un congrès extraordinaire du PS s'est prononcé sur cette question. Il peut paraître paradoxal que la base du PS soit plutôt en faveur de la participation gouvernementale tandis que les résistances se trouvent dans la direction, qui préférerait continuer le soutien actuel, dont elle peut se dégager à tout moment. Cela tient à ce que la base du PS à forte composition petite bourgeoise, attirée aujourd'hui par ce gouvernement, craint que sa chute ne ramène au pouvoir la vieille droite classique. La direction socialiste par contre craint que la politique économique et sociale future du gouvernement ne se heurte aux ouvriers, ce qui la mettrait en mauvaise posture pour les élections de 1956.

Le refus du P.S. a été le premier échec de Mendès-France.

La manœuvre du gouvernement auprès des socialistes fut favorisée au delà

de toute expression par la politique ou plus exactement l'absence de politique du PC à l'heure actuelle. Celui-ci dit à ses membres : la pression populaire a obtenu un certain nombre de résultats ; continuons ; intensifions cette pression et il en sera des accords de Londres et de Paris comme de la CED. Ne perdez pas une heure, déclare Thorez. Mais les militants s'aperçoivent qu'ils travaillent à présent dans le vide. Aussi se posent-ils des questions, se demandant le pourquoi d'un tel état de choses et où en va. Il est probable que ce malaise se prolongeant, les déceptions s'ajoutant, nous ne manquerons pas de voir rebondir la crise jusque dans les sommets les plus élevés du PC. Après les affaires Marty, Tillon et Lecœur, y aura-t-il encore des boucs émissaires ou bien la crise prendra-t-elle des formes nouvelles, des formes manifestement plus politiques ? Nul ne peut le dire, mais cette politique envers Mendès-France aura de très grandes répercussions à une étape ultérieure.

Belgique

La FGTB adopte un programme économique

La centrale syndicale à direction socialiste, la **Fédération Générale du Travail** de Belgique, vient d'adopter un programme économique à son congrès extraordinaire qui s'est tenu à la fin d'octobre. Ce programme ne manquera pas de modifier la situation politique du pays.

Tout en se maintenant strictement sur le terrain de l'économie capitaliste, dont il s'agit, pour les auteurs de ce programme, d'accroître la capacité de concurrence sur le marché mondial, le programme économique de la FGTB propose une série de réformes de structure importantes : nationalisation des industries du charbon, du gaz et de l'électricité ; création d'un Haut Commissariat au Plan ; abolition de l'autonomie de la Banque nationale ; constitution d'un Commissariat au Crédit, c'est-à-dire d'une politique d'investissement contrôlée et guidée par le gouvernement. Bref, il s'agit d'une politique dirigiste dans le genre de celle des gouvernements travaillistes anglais entre 1945 et 1951, dont le but avoué est « d'agrandir le gâteau pour pouvoir agrandir la part qui revient aux travailleurs ».

Si certains groupes capitalistes, notamment dans les industries de transformation, ont intérêt à diminuer les prix des combustibles et de l'énergie, et ne sont pas tellement opposés à quelques-unes des suggestions de la FGTB,

l'enchevêtrement des intérêts capitalistes dans un pays dominé par quelques groupes de capital financier est tel que l'opposition de principe à toute mesure de nationalisation se manifeste violemment. Pour ne pas trop heurter cette opposition, les auteurs du programme ont d'ailleurs évité d'avance d'inscrire parmi leurs revendications la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance, réduisant ainsi à l'extrême l'efficacité de toute politique « dirigiste » du crédit. Cela n'a pas empêché la bourgeoisie d'ouvrir le feu sur ce programme et sur le dirigeant syndical qui en a pris la responsabilité, André Renard.

Or, la Belgique est actuellement gouvernée par une coalition socialiste-libérale. Le programme de la FGTB à peine publié, les milieux capitalistes du parti libéral n'ont pas manqué de contacter l'opposition sociale-chrétienne pour envisager l'éventualité d'un gouvernement bourgeois libéral-catholique. D'où grand émoi dans la direction réformatrice, pour laquelle la participation gouvernementale est devenue en quelque sorte un but en soi. Cette direction juge l'adoption du programme de la FGTB hautement inopportune et refuse d'engager une campagne pour le défendre. Cela n'ira pas sans quelques remous parmi les cadres du parti qui sont en même temps des cadres syndicaux. Cela n'ira surtout pas sans une résistance crois-

sante de la base ouvrière du PSB qui verra de plus en plus dans le programme économique de la FGTB un moyen pour imposer les changements radicaux auxquels elle aspire.

C'est pourquoi, à la longue, le PSB ne pourra simplement ignorer le programme de la FGTB. Malgré toutes les limites et les insuffisances de ce programme, il représente aujourd'hui une plate-forme de départ dans la lutte pour l'étape à venir dans le développement du mouvement ouvrier belge: la lutte pour une majorité socialiste, pour un gouvernement ouvrier homogène. Renard et ses amis de tendance à la tête de la FGTB désirent arriver à un tel gouvernement en s'associant à l'aile syndicale démocrate-chrétienne du parti catholique. Outre qu'elle soit utopique, une telle perspective a le grand inconvénient de maintenir le mouvement ouvrier dans le domaine de la politique bourgeoise dans de nombreux secteurs (politique étrangère, politique d'arme-

ment, politique scolaire, politique coloniale, etc.), ou même de l'y enfoncer davantage. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires belges, qui doivent appuyer de façon critique toute campagne pour la mise en application du programme de la FGTB — dont il s'agit par ailleurs de dévoiler les insuffisances — opposeront à cette perspective celle de la conquête de la majorité parlementaire par le parti socialiste, grâce à une mobilisation des masses en faveur des réformes de structure et à la conquête des ouvriers chrétiens à travers une telle mobilisation. Ils doivent expliquer que la conquête du pouvoir par le mouvement ouvrier, s'appuyant sur une telle mobilisation des masses d'une part et sur une majorité parlementaire de l'autre, est absolument du domaine du possible dans un avenir rapproché, à condition que toute activité des organisations de masse soit réorientée vers ce grand objectif.

Le Congrès des Jeunes Gardes Socialistes

La Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes a récemment tenu son Congrès. Cette organisation ne possède plus pour le moment les effectifs et l'influence qu'elle avait autour de l'année 1935, mais elle a conservé l'esprit révolutionnaire et d'avant-garde qu'elle avait à l'époque. A son congrès, elle s'est prononcée contre tout réarmement allemand, pour l'admission de la Chine populaire à l'ONU et pour un soutien inconditionnel des mouvements d'émancipation des peuples coloniaux. Cette politique était étayée par des arguments socialistes internationalistes.

A signaler que les stalinien belges qui, avant le Congrès, avaient attaqué les J.G.S. ont, ensuite, voulu exploiter au profit de la diplomatie du Kremlin les votes du Congrès. Mais — pour cela — ils doivent dissimuler une bonne partie des positions de la J.G.S. qui rejettent précisément la politique de Moscou. En outre, en Belgique, la crise du PC se poursuit au point d'en être arrivée à un véritable effondrement de celui-ci et leur manœuvre à l'égard des jeunes militants socialistes ne peut avoir la moindre portée.

Ceylan

Notre camarade N. M. Péreira, élu maire de Colombo

Dans notre précédent numéro, nous avions annoncé les succès électoraux du Lanka Samasama Party (section ceylanaise de la IV^e Internationale), mais nous ne disposions pas encore d'une vue plus complète de ceux-ci.

Les élections ont eu lieu dans huit conseils urbains et trois conseils municipaux, y compris celui de la capitale Colombo.

Antérieurement, le LSSP avait 14 sièges dans ces assemblées, le PC 9. Le LSSP présenta des candidats pour 49 sièges, le PC 33. Ces élections ont donné au LSSP 27 élus, soit un gain de 13 sièges ; et le PC obtient 15 sièges soit un gain de 6.

A la suite de ces élections, trois conseils urbains se trouvent entre les mains soit du LSSP, soit d'une majorité d'élus ouvriers.

Le déplacement à gauche est parti-

culièrement marqué dans les régions où, l'an dernier, les masses participèrent en grand nombre au *hartal* du 12 août 1953 (grève des ouvriers, combinée avec un boycott de l'activité sociale par les autres couches laborieuses de la population).

A la suite des élections de Colombo, le conseil municipal a élu maire de cette ville le camarade N. M. Perera, du LSSP, dans des conditions précaires — à une voix de majorité, et avec l'appui des élus stalinien qui s'efforcent depuis lors de le paralyser. D'autre part, le gouvernement est ouvertement opposé à cette municipalité. Aussi, N.M. Perera s'est-il adressé à la population de Colombo pour lui demander un soutien actif en vue de la réalisation d'un programme municipal en faveur des masses (logements, transports...) qui se heurte à l'opposition et au veto gouvernemental.

États-Unis

La grève « Square D » à Détroit

D'une façon générale, la chasse aux sorcières qui sévit aux États-Unis ne s'est pas attaquée aux grandes organisations syndicales de l'AFL et du CIO. Mais les directions de celles-ci ont pratiqué cette chasse dans leurs propres rangs. C'est ainsi que le CIO avait expulsé de ses rangs la Fédération des ouvriers électriciens UE dans laquelle l'influence stalinienne était sensible.

Le patronat américain crut possible d'exploiter cette situation contre les ouvriers. Une firme de Détroit, la « Square D Company » de Détroit, discutant d'un contrat avec une section syndicale de cette Fédération, provoqua la grève le 15 juin en exigeant une clause de renoncement à la grève. Le mouvement étant déclenché, la compagnie, sous le prétexte de lutter contre le communisme, eut recours à tous les moyens pour briser la grève, depuis les campagnes de presse jusqu'à l'emploi des flics avec la complicité du maire de la ville.

Vers la mi-septembre la grève se trouvait dans une situation difficile. Mais un événement important modifia l'état de choses. Un accord fut conclu entre les dirigeants de la grève (de l'UE) avec une série de militants très responsables des sections syndicales du CIO de Détroit qui constituent une opposition militante à la direction Reuther dans cette centrale. Le principal de ces militants était Carl Stellato, président de la section syndicale Ford, le « local 600 », qui est la plus forte section syndicale dans le monde. Dans cet accord, probablement quelques militants de la UE marqués comme communistes ont été

mis de côté et un éventuel retour au CIO envisagé, mais l'essentiel est que la direction de la grève fut reprise par les principales sections syndicales du CIO à Détroit.

Aux piquets de grève participèrent dès lors des travailleurs des principales usines de Détroit. Des incidents se produisirent avec la police.

Quand les militants les plus combattifs du CIO prirent la responsabilité de la grève, la direction du CIO commença par adopter une position mi-figue mi-raisin, condamnant à la fois l'emploi de la police pour briser la grève et la UE comme ayant une direction communiste. Mais elle ne put rester dans l'équivoque et fut finalement entraînée par son aile militante.

La grève de « Square D » devenait officiellement la cause de tout le mouvement syndical de Détroit et acquérait même une valeur symbolique pour tout le mouvement syndical américain. Le patronat se vit contraint de reprendre les négociations. Le maire, la police, les juges commencèrent à avoir moins de prétentions.

C'est un exemple qui témoigne de la force du mouvement syndical américain, en contraste avec son retard politique considérable et qui lui a permis de surmonter la manœuvre pour diviser ses rangs sous prétexte de lutte contre le communisme. C'est pourquoi la création d'un Labor Party sur la base des syndicats constituerait un énorme pas en avant, le jour où cette solidarité syndicale se serait élevée au niveau des intérêts politiques généraux de la classe.

Pourparlers de fusion entre CIO et AFL

Un comité composé de représentants des directions du CIO et de l'AFL va examiner le problème de l'unification de ces deux plus importantes organisations syndicales du pays, groupant à elles seules près de 15 millions de travailleurs.

Il est probable qu'une des raisons profondes qui obligent ces directions extrêmement bureaucratiques à chercher un accord, dans une période où le mouvement ouvrier dans le pays ne se signale pas par une activité intense, est que la concentration capitaliste et la montée réactionnaire ont affaibli les positions de ces bonzes en face du patronat et du gouvernement, et qu'ils voudraient présenter si possible un front commun.

Mais, parce que ce n'est pas le produit d'une poussée ouvrière, ces pourparlers peuvent rencontrer des obstacles dans le fait que les dirigeants sont avant

tout préoccupés de leurs propres positions, et que des rivalités de cette sorte peuvent jouer auprès d'eux bien plus que des divergences de programmes ou de méthodes.

L'unité syndicale du CIO et de l'AFL aurait avant tout le grand avantage de supprimer un élément de division intérieure dans la classe ouvrière, surtout au moment où des couches importantes de celle-ci voudront pousser leurs syndicats à une prise de position plus générale, sous la forme de la constitution d'un Labor Party basé sur les syndicats. L'existence de deux centrales syndicales compliquerait inévitablement un tel processus. C'est pourquoi il serait souhaitable que les deux centrales fusionnent, malgré le caractère purement bureaucratique des pourparlers en cours.

Japon

Ardent Congrès des syndicats

Au cours du mois de juillet 1954 s'est tenu le Congrès des syndicats japonais au cours duquel s'est manifestée la combativité du prolétariat nippon. A ce Congrès participaient 259 délégués représentant 36 syndicats organisant quatre millions de travailleurs.

Le rapport présenté par la direction nationale dénonce les effets sur les conditions de vie et de travail qu'ont eus d'abord la guerre de Corée puis la politique de réarmement et de remilitarisation incitée par l'impérialisme américain :

« La politique de réarmement du Japon ne peut que diminuer le standard de vie national et conduire à un renouveau du militarisme aux dépens de la paix, de la liberté et de l'indépendance de la nation japonaise. »

Le coût de la vie s'est élevé officiellement de 7 %, le chômage a atteint un point culminant depuis la fin de la guerre. Le gouvernement a pris des lois déniaient le droit de grève aux fonctionnaires.

« L'intensification du travail qui a été imposée aux ouvriers et l'insuffisance des dispositions de sécurité et d'hygiène dans les ateliers sont responsables de l'augmentation des accidents et des maladies du travail. Le nombre exact des accidents professionnels ne peut être déterminé, mais il est impossible de dissimuler l'augmentation du nombre des décès résultant d'accidents professionnels. De 3.300 en 1951, il est passé à 4.100 en 1953 ».

Des conditions despotiques et semi-féodales subsistent. Les retards dans le paiement des salaires sont fréquents.

« Les retards et l'absence de paiement des salaires ne sont pas rares, particulièrement dans les entreprises moyennes et petites ».

Même une enquête du ministère du travail a dû reconnaître que cette année il y a eu le double de salaires non payés par rapport à l'année précédente !

Par décision du Congrès, à partir d'octobre, une campagne s'engage pour une « prime de fin d'année ». Puis « tous les syndicats industriels lanceront simultanément des luttes dans le pays de janvier à mars pour revendiquer comme objectif principal des augmentations de salaires ».

Des réunions de masse seront organi-

sées jusqu'à ce que « chaque ouvrier soit débarrassé de l'idée qu'aucune augmentation de salaires n'est possible parce que les temps sont mauvais et soit convaincu qu'une augmentation de salaire peut être obtenue par une grève générale nationale qui brisera le mur de la déflation ».

Sur les expériences atomiques, le Congrès déclara :

« Le peuple japonais qui a été utilisé comme cobaye pour les expériences de bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki et qui est aujourd'hui la victime des « cendres de mort » a le droit et le devoir d'en appeler une fois de plus au monde entier, sur les peurs intenses qui le hantent et son sincère désir de paix.

« Nous dénoncerons les horreurs des « cendres de Bikini » au monde. Nous demanderons aux gouvernements de secourir les victimes des « cendres de Bikini », du froid et des inondations avec l'argent consacré au réarmement et à la construction de bombes atomiques. »

S'opposant aux préparatifs de guerre contre l'URSS et la Chine, les syndicats japonais n'en conservent pas moins un esprit critique :

« Il est vrai que l'Union soviétique est sur la voie de construction du socialisme, mais un certain nombre d'incidents dont nous avons été informés nous font difficilement croire que la démocratie est parfaite dans ce pays à présent, et nous ne pouvons ignorer le cri puissant pour l'amélioration de la vie des ouvriers dans les divers pays qui se trouvent dans la sphère d'influence soviétique ».

Enfin, le Congrès comprenant la nécessité de la solidarité internationale des travailleurs, exprimait :

« Le mouvement ouvrier au Japon doit s'identifier fermement avec le mouvement ouvrier mondial. Il faut une lutte pour des augmentations de salaires et le plein emploi dans un plan économique de paix, contre l'économie de guerre.

« Ne craignant rien et étant à la tête des masses qui peinent, nous nous engageons par conséquent à nous dévouer corps et âme au développement de la grande action unie des travailleurs pour renverser le gouvernement militariste et assurer une vie meilleure, la démocratie, la paix et l'indépendance ».

Pérou

Condamnation de camarades

Le 19 juillet, le « Conseil de guerre permanent de la police » a condamné Felix Zevallos, ancien dirigeant des ouvriers du textile, à 5 ans de prison ; Leónicio Bueno, également dirigeant du textile, Socrates Garcia, secrétaire à la propagande du syndicat **Peru-Lana**, à 4 ans de prison ; Arturo Alburquerque, secrétaire général du syndicat **Industrias Reunidas**, et Washington Huracha, secrétaire culturel de l'**Union Sindical Obrera de Arequipa (USOA)**, et Marcial Aguirre, jeune ouvrier arequipénois, à 2 ans de prison.

Le journal **Revolucion Permanente** (juin-juillet 1945) organe de la section péruvienne de la IV^e Internationale, qui relate cette nouvelle, ajoute :

« Le « délit » pour lequel ils ont été condamnés, c'est d'avoir agi comme des dirigeants syndicaux loyaux au prolétariat et d'avoir milité dans notre Parti Ouvrier Révolutionnaire, (section péruvienne de la IV^e Internationale).

Ils avaient été arrêtés fin 1952 et début 1953 lors de la répression contre le mouvement ouvrier déclenchée à

cette époque. Ils sont donc en prison depuis plus d'un an et demi, et ils y subissent les sévices et les conditions de vie régnant dans les camps de concentration d'Odria.

Nous, trotskystes, saluons fièrement nos camarades sur lesquels s'acharne la vengeance de la bourgeoisie — déguisée en « justice » — et leur promettons de continuer sans défaillance la lutte pour la révolution ouvrière et paysanne. L'exemple de vaillance consciencieuse et sereine de nos camarades sera pour nous un stimulant et une leçon.

Encore une fois, unissons-nous pour libérer les révolutionnaires emprisonnés ! Apristes, staliniens, socialistes, trotskystes, nous tous devons serrer les rangs dans un Front unique pour arracher une AMNISTIE GENERALE ! Faisons approuver par les syndicats du pays tout entier des motions demandant cette amnistie. Profitons de chaque assemblée ouvrière pour rendre hommage à nos prisonniers et exiger leur amnistie. Ils se sont sacrifiés pour nous. Ne les oublions pas !

Trois mois nous séparent de notre précédent numéro qui avait été essentiellement consacré au 4^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale.

L'abondance et l'importance des événements nous ont fourni un numéro copieux, tout en nous obligeant à ne consacrer qu'une place limitée à certains problèmes et à remettre la suite de deux articles au numéro suivant.

Pour que nous puissions paraître soit plus fréquemment soit sur un plus grand nombre de pages, il nous faudrait plus de ressources, c'est-à-dire plus d'abonnés et plus de lecteurs.

Il n'est pas un seul lecteur qui ne connaisse une ou plusieurs personnes susceptibles de devenir abonné ou lecteur de QUATRIEME INTERNATIONALE. Faites-nous parvenir les noms et adresses de ces personnes. Nous leur adresserons des numéros de propagande en vue de solliciter leur abonnement.

En même temps, aidez-nous financièrement en participant aux frais qu'occasionnent ces envois.

Par suite d'incidents techniques, ce numéro prévu pour novembre ne peut paraître qu'au début de décembre. Le prochain numéro paraîtra en février 1955.

ABONNEMENT :

6 numéros : 600 fr. français. (Etranger : 25 fr. suisses ou 130 fr. belges)

Commandez vos livres à notre service de librairie.

Vous aiderez ainsi QUATRIEME INTERNATIONALE

Notre adresse :

P. FRANK. 61. rue de Richelieu — Paris 2è.

Utilisez le C.C.P. 6965-68 Paris

« La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu.

Chaque mois « LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

organe du P.C.I. (section française de la IVè Internationale)

64, rue de Richelieu, Paris 2è — (Bureau 30) — Tél. : RIC. 03-52

Tout lecteur de notre revue lira :

E. GERMAIN

la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline

La brochure : 80 francs.

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT

(CAPITALISME OU SOCIALISME)

La brochure : 200 francs.

Le Secrétariat International a édité le résumé des cours de l'Ecole de Cadres International (1952) :

Cahier N° 1. — Fondements philosophiques du marxisme, par G. Manuel

Cahier N° 2. — Economie politique, par E. Germain.

Cahier N° 3. — Histoire du mouvement ouvrier, par P. Frank.

Chaque cahier ronéoté : 100 francs

Versement au C.C.P. 6965-68 « La Vérité des Travailleurs » Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK

